MEDICAL ACT

An Act Respecting the New Brunswick Medical Society and the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick

Proclaimed September 1, 1981
Consolidated to January 1, 1990
Amended May 26, 1993
Amended February 28, 1997
Amended February 11, 1998
Amended June 19, 2009

WHEREAS the New Brunswick Medical Society and the Medical Council of New Brunswick have by their joint petition prayed that it be enacted as hereinafter set forth;

AND WHEREAS it is deemed expedient to grant the prayer in the said petition;

THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1 This Act may be cited as the *Medical Act*.

PART I

2 In this Act, unless the context otherwise requires,

"College" means the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick, continued by section 5;

"previous Act" means the *Medical Act*, chapter 74 of 7 Elizabeth II, 1958; and

"Society" means the New Brunswick Medical Society continued by section 74.

LOI MÉDICALE

Loi relative à la Société médicale du Nouveau-Brunswick et au Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick

Proclamée le 1er septembre 1981
Refondue le 1er janvier 1990
Modifiée le 26 mai 1993
Modifiée le 28 février 1997
Modifiée le 11 février 1998
Modifiée le 19 juin 2009

CONSIDÉRANT que la Société médicale du Nouveau-Brunswick et le Conseil médical du Nouveau-Brunswick ont par leur pétition conjointe demandé l'adoption d'une loi intitulée *Loi médicale*;

ET CONSIDÉRANT qu'il est jugé utile d'accéder à la demande formulée dans ladite pétition;

À CES CAUSES, SA MAJESTÉ, sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

1 La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi médicale*.

PARTIE I

2 Dans la présente loi, à moins que le contexte n'exige un sens différent:

«Collège» désigne le Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick, reconduit par l'article 5;

«loi antérieure» désigne la loi intitulée *Medical Act*, chapitre 74 de 7 Elizabeth II, 1958; et

«Société» désigne la Société médicale du Nouveau-Brunswick reconduite par l'article 74.

PART II

COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS OF NEW BRUNSWICK

INTERPRETATION

3 In this Part, unless the context otherwise requires,

"associate member" means a person who is registered on the Medical Education Register, the Corporations Register or the Physician Assistants Register and holds a licence;

"Board" and "Board of Inquiry" means a Board of Inquiry appointed under section 59;

"complaint" means any allegation made, issue raised or information provided, by any body corporate, association, the Registrar, the Council, the Executive Committee, the Complaints and Registration Committee, the Review Committee or any other person regarding the conduct, actions, competence, character, fitness, health or ability of a present or former member or, associate member; or the present or former employees of a member, or associate member;

"Complaints and Registration Committee" means the Committee maintained under section 57;

"Corporations Register" means the register kept pursuant to subsection 31(1);

"Council" means the Council of the College constituted under section 8;

PARTIE II

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

INTERPRÉTATION

3 Dans la présente Partie à moins que le contexte n'indique un sens différent:

«abus sexuel» s'entend notamment:

a) de tous rapports sexuels ou autres formes de rapports physiques de nature sexuelle entre un membre ou un membre associé et son patient,

b) de tout attouchement de nature sexuelle ou pratiqué sexuellement par un membre ou un membre associé sur son patient,

c) de comportements ou d'observations de nature sexuelle de la part d'un membre ou d'un membre associé à l'endroit de son patient,

à l'exclusion des attouchements, des comportements et des observations de nature clinique que justifie le service fourni;

«certificat de compétence» abrogé: 1997, c.71, art.4.

«comité de direction» désigne le comité créé en vertu de l'article 21.1;

«comité de révision» désigne le comité reconduit en vertu de l'article 58;

«comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation» désigne le comité reconduit en vertu de l'article 57;

«comité d'évaluation collégiale» désigne le comité établi conformément aux paragraphes 62.1(2) ou (3);

"disciplinary matter" means any matter involving an allegation of professional misconduct or incapacity or unfitness to practise on the part of a member or associate member;

"enabling certificate" Repealed: 1997, c.71, s.4.

"Executive Committee" means the committee established under section 21.1;

"health professional" means a person who provides a service related to

(a) The preservation or improvement of the health of individuals, or

(b) the diagnosis, treatment or care of individuals who are injured, sick, disabled or infirm,

and who is regulated under a private Act of the Legislature with respect to the provision of the service and includes a social worker registered under the *New Brunswick Association of Social Workers Act*, 1988;

"hospital" means a hospital as defined in the *Public Hospitals Act*;

"incapacitated member" means a member or associate member suffering from a physical or mental condition or disorder, emotional disturbance, or the abuse of alcohol, drugs or other substance to the extent that it is desirable in the interests of the public, or the member or associate member, that he no longer be permitted to practise, or that his practice be suspended or subject to conditions, limitations or restrictions;

"licence" means a valid and subsisting licence issued under this Part, and "licensed" has a corresponding meaning;

«commission» et «commission d'enquête» désignent la commision d'enquête constituée en vertu de l'article 59;

«Conseil» désigne le Conseil du Collège constitué en vertu de l'article 8;

«corporation professionnelle» désigne une corporation inscrite au registre des corporations;

«courrier recommandé» s'entend également du courrier certifié ainsi que de la poste affranchie ou de la messagerie affranchie utilisée conformément aux règles 18.03(3), (4) et (5) des *Règles de procédure*;

«étudiant en médecine» Abrogé: 1997, c.71, art.4.

«exercice de la médecine» s'entend en particulier de l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'ostéopathie de même que des spécialités et sous-spécialités qui s'y rattachent;

«faute professionnelle» désigne une conduite indigne d'un membre ou d'un membre associé exerçant sa profession, et s'entend notamment des abus sexuels, du défaut de signaler les abus sexuels conformément à l'article 52.2, des actes mentionnés à l'article 56 et des infractions au paragraphe 62.1(7), ainsi qu'à tout acte ou omission ainsi désigné par règlement;

«hôpital» s'entend d'un hôpital au sens de la Loi sur les hôpitaux publics;

«immatriculé» signifie immatriculé en vertu de la présente loi;

«matière disciplinaire» désigne toute matière concernant une allégation de faute professionnelle, d'incapacité à exercer sa profession ou d'incompétence formulée à l'encontre d'un membre ou d'un membre associé;

"Medical Education Register" means the register kept pursuant to subsection 32(1);

"medical practitioner" means a person who is registered in the Medical Register or on the Medical Education Register under paragraph 32(3)(c);

"Medical Specialists Register" means the register kept pursuant to subsection 30(1);

"medical student" Repealed: 1997, c.71, s.4.

"member" means a person who is registered in the Medical Register, and holds a licence;

"osteopathic practictioner" Repealed: 2009, c. ?, s.1

"Osteopathic Register" Repealed: 2009, c.?, s.1

"Peer Assessment Committee" means the committee established pursuant to subsections 62.1(2) or (3);

"practice of medicine" includes the practice of medicine, surgery, and osteopathic medicine and the specialties and subspecialties thereof;

"prescribed" Repealed: 2009, c.?, s.1

"professional corporation" means a corporation which is registered in the Corporations Register;

"professional misconduct" means conduct unbecoming a member or associate member in his practice and includes, without limiting the generality of the term, sexual abuse, failure to report sexual abuse under section 52.2, the matters referred to in section 56, and breach of subsection 62.1(4), as well as any other act or omission defined by regulation to constitute professional misconduct;

« médecin » désigne une personne qui est inscrite au registre médical ou, en vertu de l'alinéa 32(3)c), au registre d'enseignement médical;

«membre» désigne une personne qui est inscrite au registre médical et est titulaire d'un permis;

«membre associé» désigne une personne qui est inscrite au registre d'enseignement médical, au registre des corporations ou au registre des adjoints au médecin et qui est titulaire d'un permis;

«membre frappé d'incapacité» désigne un membre ou un membre associé souffrant de troubles physiques, mentaux ou émotifs; ou de l'abus d'alcool, de stupéfiants ou d'autres substances, à un point tel qu'il est de son intérêt ou de celui du public qu'il n'ait plus le droit d'exercer, ou que sa pratique soit suspendue ou assortie de conditions, de limitations ou de restrictions;

«membre inapte» désigne un membre ou un membre associé qui a fait preuve d'un tel manque de connaissance, d'aptitudes ou de jugement, ou d'une telle insouciance à l'égard de l'état d'un patient, qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du public ou du membre ou membre associé, de lui enlever ou de suspendre son droit d'exercer, ou de l'assortir de conditions, de limitations ou de restrictions;

«ostéopraticien» Aborgé: 2009, c.?, art.1

«permis» désigne un permis en vigueur et délivré en vertu de la présente partie, et «titulaire d'un permis» a un sens correspondant;

«permis de médecin spécialiste» désigne un permis délivré en vertu de l'article 30;

"register" includes the Medical Register, Medical Education Register, Medical Specialists Register, and Corporations Register, as the context may require;

"registered" means registered under this Act;

"registered mail" includes certified mail and prepaid mail or prepaid courier pursuant to Rules 18.03(3), 18.03(4) and 18.03(5) of the *Rules of Court*;

"Registrar" means the person holding the office of Registrar under section 19;

"Regulated Licenses Register" Repealed: 2009, c. ?, s.1

"Review Committee" means the committee maintained under section 58;

"sexual abuse" includes

(a) sexual intercourse or any other form of physical sexual relations between the member or associate member and the patient,

(b) touching, of sexual nature or in a sexual manner, of the patient by the member or associate member, and

(c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member or associate member towards a patient,

but does not include touching, behaviour or remarks of a clinical nature appropriate to the service provided;

"specialist's license" means a license issued under section 30; and

"Temporary Register" Repealed: 1989, c.45, s.1.

«plainte» s'entend d'une allégation faite, d'une question soulevée ou d'un renseignement fourni par une personne morale, une association, le registraire, le Conseil, le Comité de direction, le comité d'examen des plaintes et l'immatriculation, le comité de révision ou toute autre personne relativement à la conduite, aux actes, à la compétence, à la moralité, à l'aptitude, à la santé ou à l'habileté d'un membre ou d'un membre associé, actuels ou anciens, ou des employés actuels ou anciens d'un membre ou d'un membre associé;

«professionnel de la santé» s'entend d'une personne qui fournit un service relatif

a) à la préservation ou à l'amélioration de la santé des personnes, ou

b) au diagnostic, au traitement ou au soin des blessés, des malades, des incapables ou des infirmes,

et qui est réglementée en vertu d'une loi d'intérêt privé de la Législature relativement à la prestation du service et comprend un travailleur social immatriculé en vertu de la *Loi de 1988 sur les travailleurs sociaux du Nouveau-Brunswick*;

«registraire» désigne la personne qui détient la fonction de registraire en fonction de l'article 19 ;

«registre» désigne notamment, suivant le contexte, le registre médical, le registre d'enseignement médical, le registre des médecins spécialistes et le registre des corporations

«registre d'enseignement médical» désigne le registre tenu en vertu du paragraphe 32(1);

"unfit member" means a member or associate member who has demonstrated a lack of knowledge, skill or judgment, or disregard for the welfare of a patient, of a nature and extent making it desirable in the interests of the public or the member or associate member that he no longer be permitted to practise, or that his licence to practise be suspended or subjected to conditions, limitations or restrictions.

1989, c.45, s.1; 1993, c.76, s.1, 1997, c.71, s.3, s.4.;
2009, c.?, s.1

«registre des corporations» désigne le registre tenu conformément au paragraphe 31(1);

«registre des médecins spécialistes» désigne le registre tenu conformément au paragraphe 30(1);

«registre d'ostéopathie» Abrogé 2009, c. ?, art.1

«registre provisoire» Abrogé: 1989, c.45, art.1.

«registre des permis contrôlés» Abrogé: 2009, c.?, art.1

«réglementaire» Abrogé : 2009, c. ?, s.1

1989, c.45, art.1; 1993, c.76, art.1; 1997, c.71, art.3, art.4.; 2009, c.?, art.1

4. The words "duly qualified medical practitioner", "duly qualified practitioner", "legally qualified medical practitioner", "legally qualified physician", "physician" or any like words or expressions implying a person recognized by law as a medical practitioner or member or associate member of the medical profession in the Province, when used in any regulation, rule, order or by-law made under an Act of the Province enacted or made before, at or after the commencement of this Act, or when used in any public document, shall be read as including a person registered in the Medical Register,or Medical Education Register under paragraph 32(3)(c).

1989, c.45, s.2, 1997, c.71, s.5.; 2009, c.?, s.2

4. Les mots « médecin dûment qualifié », « médecin légalement qualifié », « médecin » ou tout mot ou toute expression semblable désignant une personne reconnue par la loi comme médecin ou comme membre ou membre associé du corps médical de la province, lorsqu'ils sont utilisés dans tout règlement, toute règle, toute ordonnance ou tout règlement administratif établi en vertu d'une loi de la province édictée ou faite antérieurement, postérieurement ou concomitamment à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ou lorsqu'ils sont utilisés dans tout document public, visent notamment toute personne inscrite au registre médical ou, en vertu de l'alinéa 32(3)c), au registre d'enseignement médical.

1989, c.45, art.1., 1997, c.71, art.1, art.5.; 2009, c.?, art.2

COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS OF NEW BRUNSWICK

5(1) The Medical Council of New Brunswick, continued by section 6 of the previous Act, is hereby continued as a body corporate and politic without share capital, to be called the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick.

5(2) The College shall have perpetual succession and a common seal, with power to acquire, hold, lease, mortgage and otherwise dispose of real and personal property, and may sue and be sued.

5(3) The objects of the College are

(a) to regulate the practice of medicine and to govern its members and associate members in accordance with this Act and the regulations,

(b) to establish, maintain and develop standards of knowledge and skill among its members and associate members,

(c) to establish, maintain and develop standards of qualification and practice for the practice of medicine and osteopathy,

d) to establish, maintain and develop standards of professional ethics among its members and associate members,

e) to administer this Part and perform such other duties and exercise such other powers as are imposed or conferred on the College by or under any Act, and

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

5(1) Le Conseil médical du Nouveau-Brunswick, reconduit par l'article 6 de la loi antérieure est reconduit par les présentes à titre de corporation sans capital social, sous le nom de Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick.

5(2) Le Collège a un caractère permanent et un sceau commun et est doté du pouvoir d'acquérir, de détenir, de céder ou prendre à bail, d'hypothéquer et de disposer de toute autre façon de biens réels et personnels, il peut poursuivre et être poursuivi en justice.

5(3) Les objets du Collège sont les suivants:

a) réglementer l’exercice de la médecine et diriger ses membres et ses membres associés conformément à la présente loi et aux règlements;

b) établir, maintenir et développer des normes de connaissance et de compétence chez ses membres et ses membres associés;

c) établir, maintenir et développer des normes de qualification et d’exercice de la profession en vue de l’exercice de la médecine;

d) établir, maintenir et développer des normes de déontologie chez ses membres et ses membres associés;

e) mettre la présente partie en application et remplir toutes autres fonctions et exercer tous autres pouvoirs qui lui sont imposés ou conférés par la présente loi ou sous son régime; et

(f) such other objects relating to human health care as the Council considers desirable,

in order that the public interest may be served and protected.

5(4) In addition to any other power conferred by this or any other Act, the College may do such things as it considers appropriate to advance the objects of the College and in particular, but not so as to limit the foregoing, the College may

(a) purchase, take in, lease, exchange, hire, construct and otherwise acquire and hold, sell, mortgage, hypothecate, lease out or otherwise deal with any real or personal property;

(b) draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

(c) engage such servants and employees as may from time to time be deemed expedient;

(d) expend the moneys of the College in the advancement of its objects and the interests of the medical profession in such manner as may seem expedient;

(e) establish and maintain such offices and agencies as may be deemed expedient;

(f) invest and deal with any moneys and funds of the College which are not immediately required, in such manner as may seem expedient;

(g) improve, manage, develop, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with the real or personal property of the College;

f) tous autres objets relatifs aux soins de la santé humaine que le Conseil estime souhaitables,

afin de servir et protéger l’intérêt public.

5(4) En plus de tout autre pouvoir que lui confère la présente loi ou toute autre loi, le Collège peut faire tout ce qu'il juge approprié à la réalisation de ses objets et il peut en particulier, sans limiter la portée de ce qui précède,

a) acheter, prendre, prendre à bail, échanger, louer, construire et acquérir de toute autre façon, ainsi que détenir, vendre, hypothéquer, donner à bail tout bien réel ou personnel ou en faire tout autre usage,

b) tirer, faire, accepter, endosser, escompter, signer et émettre des billets à ordre, lettres de change, droits d'achat d'actions et autres effets négotiables et transférables,

c) engager les préposés et employés qu'il peut être jugé souhaitable à l'occasion de recruter,

d) utiliser les fonds dont il dispose pour la réalisation de ses objets et dans l'intérêt de la profession médicale, de la façcon qu'il juge utile,

e) créer les bureaux et organismes jugés opportuns,

f) investir et utiliser, de la façon qu'il juge opportune, les fonds dont il dispose et dont il n'a pas immédiatement besoin,

g) améliorer, gérer, mettre en valeur, échanger, aliéner ou faire valoir les biens réels ou personnels du Collège;

(h) borrow money for the use of the College on its credit, limit or increase the amount to be borrowed, issue bonds, debentures, debenture stock and other securities on the credit of the College, and pledge or sell such securities for such sums or at such prices as may be deemed expedient; and

(i) do such things as are incidental or necessary to the exercise of these powers.

1997, c.71, s.2.; 2009, .c.?, s.3

h) faire, pour son usage, des emprunts sur son crédit, limiter ou augmenter le montant de l'emprunt, émettre des obligations, débentures, «*debenture stock*» et autres valeurs sur le crédit du Collège et mettre en gage ou vendre ces valeurs pour les sommes ou aux prix jugés convenables; et

i) faire tout ce qui est accessoire ou nécessaire à l'exercice de ces pouvoirs.

1989, c.45, art.3; 1997, c.71, art.2.; 2009, c.?, s.3

ANNUAL MEETING

6 There shall be an annual meeting of the College at such time and place as the Council may determine.

ASSEMBLÉE ANNUELLE

6 Le Collège tient son Assemblée annuelle à la date et à l'endroit que peut fixer le Conseil.

COUNCIL

7(1) There shall be a Council of the College to be constituted as provided in section 8.

7(2) The Council shall, subject to this Act, govern, control and administer the affairs of the College, and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) providing for the management of the College, including the keeping of the registers to be kept under this Part;

(b) providing for the holding of meetings of the College or Council, and the conduct of such meetings;

(c) fixing the time and place for regular meetings of Council, determining by whom meetings may be called, regulating the conduct of meetings,

CONSEIL

7(1) Il est constitué un Conseil du Collège conformément à l'article 8.

7(2) Sous réserve de la présente loi, le Conseil dirige, contrôle et administre les affaires du Collège et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, peut établir des règlements

a) concernant la direction du Collège, notamment, la tenue des registres exigée par la présent Partie;

b) concernant la tenue et la conduite des réunions du Collège ou du Conseil;

c) fixant la date et le lieu des réunions ordinaires du Conseil, attribuant la responsabilité de convoquer ces réunions, réglementant la conduite de

providing for emergency meetings, and regulating the notice required in respect of meetings;

ces réunions, prévoyant des réunions extraordinaires, et réglementant l'avis de convocation exigé pour ces réunions;

(d) providing for the appointment of such committees as Council may deem expedient;

d) concernant la formation de comités que le Conseil juge nécessaires;

(e) respecting the composition, powers and duties of such committees as may be appointed by Council, including the Executive Committee, and providing for the holding and conduct of meetings of such committees;

e) concernant la composition, les pouvoirs et attributions du Comité de direction et des autres comités que nomme le Conseil, et concernant la tenue et la conduite des réunions de ces comités;

(f) respecting the powers and duties of the Registrar, and the officers, servants and employees of the College;

f) concernant les pouvoirs et attributions du registraire, des dirigeants, des préposés et employés du Collège;

(g) prescribing fees payable under this Part by applicants for registration, and, if deemed advisable, designating different classes of applicants and prescribing different fees for different classes;

g) prescrivant les droits d'inscription que doivent verser les candidats en vertu de la présente Partie, établissant s'il le juge utile, différentes catégories de candidats et prescrivant les droits exigibles pour chacune de ces catégories;

(h) prescribing annual licence fees payable under this Part by members and associate members of the College;

h) prescrivant la cotisation annuelle payable en vertu de la présente Partie par les membres et les membres associés du Collège;

(i) prescribing the fees and allowances of members of the Council, committees and Boards of Inquiry, and providing for the payment of necessary expenses of the Council, committees and Boards of Inquiry;

i) prescrivant les honoraires et indemnités des membres du Conseil, des comités et commissions d'enquête, et concernant le paiement des frais nécessaires du Conseil, des comités et commissions d'enquête;

(j) respecting the recognition of medical and osteopathic schools and examinations as prerequisites to registration and licensing;

j) concernant l'agrément des facultés de médecine et des écoles d'enseignement ostéopathique, et les examens requis à titre de condition préalable à l'enregistrement et à la délivrance du permis;

(k) respecting the registration and licensing of members and associate members;

k) concernant l'immatriculation des membres et des membres associés et la délivrance de leurs permis;

(k.1) requiring professional liability insurance or requiring the entering into of arrangements for indemnity for professional liability of members and associate members including professional corporations as requirements of registration and licensing;

k.1) prescrivant, comme condition d'immatriculation et d'obtention de permis pour les membres et les membres associés, y compris les corporations professionnelles, la souscription à une assurance de responsabilité professionnelle ou l'obligation de faire les arrangements nécessaires pour que les fautes professionnelles soient endemnisées;

(l) respecting the educational qualifications of applicants for registration as members and associate members;

l) concernant la formation requise des candidats à l'immatriculation à titre de membres et de membres associés;

(m) respecting a peer assessment program in accordance with section 62.1 hereof and programs of continuing education, and requiring members and associate members to participate in any such programs, and providing for any other matter which will facilitate or give effect to such programs;

m) concernant l'établissement d'un programme d'évaluation collégiale conforme à l'article 62.1 et de programmes d'éducation permanente, rendant obligatoire la participation des membres et des membres associés à ces programmes, et prévoyant toute autre mesure destinée à faciliter l'établissement de tels programmes ou à les sanctionner;

(n) respecting the disciplining of members and associate members and the revocation or suspension of licences issued under this Part;

n) concernant les sanctions disciplinaires pouvant être imposées aux membres et membres associés et la révocation ou la suspension des permis délivrés en vertu de la présente Partie;

(o) respecting the reporting and publication of decisions in disciplinary matters;

o) concernant la diffusion et la publication des décisions prises en matière disciplinaire;

(p.1) defining or establishing what constitutes "the costs of the Council" for purposes of this Act;

p.1) définissant ou établissant en quoi consistent les « frais du Conseil » au regard de la présente loi;

(q) regulating, controlling, and prohibiting the use of terms, titles or designations by members and associate members, or groups or associations of members and associate members, in respect of their practice;

q) réglementant, contrôlant et interdisant l'usage de termes, titres ou désignations par les membres et les membres associés, les groupes ou associations de membres et de membres associés, dans le cadre de leur exercice;

(r) prescribing the records and accounts to be kept by members and associate members with respect to their practice, and providing for the production, inspection and examination of such records and accounts;

r) établissant la tenue de dossiers, livres et registres par les membres et les membres associés concernant leur exercice, et prévoyant la production, l'inspection, et l'examen de ces dossiers, livres et registres;

(s) regulating the compounding, dispensing and sale of drugs by members and associate members;

s) réglementant la composition, la distribution et la vente des produits pharmaceutiques par les membres et les membres associés;

(t) determining the relationship between the College and the Medical Council of Canada, and incorporating into the regulations any of the provisions of the *Canada Medical Act*, R.S.C. 1952, Chapter 27 that are not contrary to the provisions of this Act;

t) déterminant les relations entre le Collège et le Conseil médical du Canada, et incorporant aux règlements ou règlements administratifs toutes dispositions de la *Loi médicale du Canada*, S.R.C. 1952, chapitre 27, qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi;

(u) prescribing the seal of the College;

u) prescrivant le sceau du Collège;

(v) providing the execution of documents by the College;

v) prévoyant la signature de documents par le Collège;

(w) prescribing examinations to be written by applicants for registrations;

w) prescrivant les examens auxquels doivent se présenter les candidats à l'immatriculation;

(x) respecting residential qualifications of applicants for registration as members and associate members,

x) concernant les conditions de résidence imposées aux candidats à l'immatriculation à titre de membres et de membres associés;

(y) respecting the terms and conditions under which telemedicine may be practiced;

y) concernant les modalités et conditions d'exercice de la télémédecine;

(y.1) prescribing forms and providing for their use;

y.1) prescrivant des formules et précisant leur emploi;

(y.2) providing procedures not inconsistent with this Act for the making, amending and revoking for regulations;

y.2) prévoyant des procédures non contraires à la présente loi pour l'établissement, la modification et l'abrogation de règlements;

(z) providing that the licence of a member or associate member be suspended without notice or investigation upon contravention of any regulation that requires the member or associate member to pay a fee, file a document or do any other act by a specified or ascertainable date, and providing for the reinstatement of a licence so suspended; and

z) prévoyant la suspension sans avis ni enquête du permis d'un membre ou d'un membre associé qui a commis une infraction à un règlement imposant au membre ou au membre associé de payer un droit, de fournir un document ou de poser un acte dans un délai déterminé ou vérifiable et prévoyant le rétablissement d'un permis suspendu de cette façon; et

(z.1) respecting and governing such other subjects, matters and things as may be required to give effect to the objects of the College and the provisions of this Act.

z.1) qui sont nécessaires pour la réalisation des objets du Collège et la mise en oeuvre des dispositions de la présente loi.

7(3) The Registrar shall cause the text of any regulation enacted by the Council to be sent to all members.

7(3) Le registraire fait parvenir à tous les membres le texte des règlements adoptés par le Conseil.

7(4) No act or thing done in reliance upon, or right acquired under or pursuant to, a regulation that is subsequently repealed of amended shall be prejudicially affected by such repeal or amendment.

7(4) L’abrogation ou la modification ultérieure d’un règlement ne porte aucunement atteinte aux actes accomplis ni aux choses faites sur son autorité, ni aux droits acquis en vertu ou en application d’un tel règlement.

7(5) All the regulations of the College shall be available for inspection by any person, free of charge, at the head office of the College, at all reasonable times during business hours and will be posted on the College’s website.

7(5) Les règlements du Collège peuvent être consultés sans frais par quiconque au siège social du Collège à tout moment raisonnable durant les heures d’ouverture, et ils seront affichés sur le site Web du Collège.

7(6) A certificate purporting to be signed by the Registrar stating that a certain regulation or provision of a regulation of the College was

7(6) Dans toute procédure régie par la présente loi ou les règlements ou devant tout tribunal judiciaire, vaut preuve *prima facie* des faits y énoncés sans qu’il soit nécessaire de prouver que le registraire en est l’auteur ou que la signature est la sienne, le certificat donné comme signé par le registraire et attestant qu’un certain règlement du Collège ou une certaine disposition réglementaire du Collège

(a) approved by the Minister of Health under section 7.1, or

(b) on a specified day or during a specified period, a regulation or provision of a regulation of the College in full force and effect,

constitutes *prima facie* evidence of the facts stated in the certificate in any proceeding under this Act or the regulations, or in any court, without proof that the person who signed the certificate is the Registrar, or that it is his signature.

a) a reçu l'approbation du ministre de la Santé conformément à l'article 7.1; ou

b) était en vigueur à une certaine date ou pendant une certaine période de temps.

7(7) A resolution in writing, or counterparts of a resolution, signed by two-thirds of all members entitled to vote thereon at a meeting of the College shall be as valid and effective as if duly passed at a meeting of the members of the College.

7(7) Toute résolution écrite dont l'original ou un exemplaire porte la signature de deux tiers de l'ensemble des membres habilités à voter sur elle à une assemblée du Collège a la même valeur et produit les mêmes effets que si elle avait été dûment adoptée à une assemblée des membres du Collège.

7(8) A resolution in writing, or counterparts of a resolution, signed by two-thirds of all members entitled to vote thereon at a meeting of the Council, or a committee or a board of the Council or the College, shall be as valid and effective as if duly passed at a meeting of the members of the Council, the committee or the board, as the case may be.

7(8) Toute résolution écrite dont l'original ou un exemplaire porte la signature de deux tiers de l'ensemble des membres habilités à voter sur elle à une réunion du Conseil ou à une réunion d'un comité ou d'une commission du Conseil ou du Collège a la même valeur et produit les mêmes effets que si elle avait été dûment adoptée à une réunion du Conseil, du comité ou de la commission, selon le cas.

7(9) A member of the Council, or of a committee or a board of the Council or the College, may participate in any meeting of the Council, the committee or the board, as the case may be, by telephone or other communications facilities that permit all persons participating in a meeting to communicate with each other, and a member participating in a meeting by such means is deemed to be present at the meeting.

7(9) Tout membre du Conseil et tout membre d'un comité ou d'une commission du Conseil ou du Collège peut participer à une réunion du Conseil, du comité ou de la commission, selon le cas, par téléphone ou par d'autres moyens techniques permettant à tous les participants de communiquer entre eux, et le membre est alors réputé avoir assisté à la réunion.

7(10) A meeting of the Council, or of a committee or a board of the Council or College, may be held by a conference telephone call or other communications facilities that permit all persons participating in the meeting to communicate with each other, and all members participating in the meeting by such means are deemed to have been present at the meeting.

7(10) Toute réunion du Conseil et toute réunion d'un comité ou d'une commission du Conseil ou du Collège peut être tenue par conférence téléphonique ou par d'autres moyens techniques permettant à tous les participants de communiquer entre eux, et tous les membres y participant de cette manière sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

7(11) Where a member or associate member appears at a meeting of Council, or at a meeting of a committee or board of the College or Council, relating to his alleged professional misconduct, incapacity or fitness to practise, subsections (9) and (10) apply to such meetings if the member or associate member consents.

7(11) Lorsqu'un membre ou un membre associé comparaît à une réunion du Conseil ou à une réunion d'un comité ou d'une commission du Collège ou du Conseil pour répondre à une accusation de faute professionnelle, d'incapacité à exercer sa profession ou d'incompétence, les paragraphes (9) et (10) s'appliquent à ces réunions, si le membre ou le membre associé y consent.

1989, c.45, s.4; 1997, c.71, s.2, s.6, s.7; 1998, c.58, s.1.; 2009, c.?, s.4

1989, c.45, art.4; 1997, c.71,art.1, art.2, art.6, art.7; 1998, c.58, art.1.; 2009, c.?, art. 4

7.1(1) A regulation or provision of a regulation, or a regulation amending or replacing a regulation or provision of a regulation, made or enacted by the Council which

(a) provides for continuing medical education,

(b) establishes qualifications for registration of a person in the Medical Register, Medical Education Register, or the Physician Assistants Register, or

(c) deals with or related to conflict of interest,

is not effective until approved by the Minister of Health.

7.1(1) Ne prend effet que sur approbation du ministre de la Santé tout règlement ou toute disposition réglementaire – règlements modificatifs ou de remplacement compris – pris ou adopté par le Conseil qui

a) prévoit un régime d'éducation permanente médicale;

b) établit les qualifications nécessaires pour l'inscription d'une personne au registre médical, au registre d'enseignement médical ou au registre des adjoints au médecin; ou

c) traite d'un conflit d'intérêts ou s'y rapporte.

7.1(2) For the purposes of subsection (1), "conflict of interest" means a conflict of interest resulting from

(a) the member or associate member being a member of a board, committee or other body of the College, a hospital or government agency having decision making authority or acting in an advisory capacity with respect to matters that may benefit the member or associate member, directly or indirectly; in their practice of medicine;

(b) the member or associate member receiving a financial or other benefit from their direct or indirect ownership of an interest in a commercial enterprise that provides a product or service that may be prescribed or recommended by them for a patient or in their practice of medicine; or

(c) the member or associate member receiving a financial or other benefit, directly or indirectly, in circumstances that may conflict with their professional responsibilities as a member, associate member or in their practice of medicine.

7.1(3) This section does not apply to the repeal or replacement of a regulation or a provision of a regulation resulting from a consolidation of a regulation or regulations.

1998, c.58, s.2.; 2009, c.?, s.5

8(1) The Council shall consist of

(a) not less than nine and not more than twelve members of the College elected in the manner provided by this Act;

7.1(2) Pour l'application du paragraphe (1), « conflit d'intérêts » s'entend d'un conflit d'intérêts résultant

a) du fait qu'un membre ou un membre associé fait partie d'un conseil, d'une commission, d'un comité ou de quelque autre organisme du Collège, d'un hôpital ou d'un organisme gouvernemental ayant pouvoir de décision ou voix consultative relativement à une question dont il pourrait bénéficier, directement ou indirectement, dans sa pratique médicale;

b) du fait qu'un membre ou un membre associé reçoit un bénéfice – financier ou autre – des intérêts qu'il possède directement ou indirectement dans une entreprise commerciale qui fournit un produit ou un service susceptibles d'être prescrits ou recommandés par lui dans le traitement d'un patient ou dans sa pratique médicale; ou

c) du fait qu'un membre ou un membre associé reçoit un bénéfice – financier ou autre –, directement ou indirectement, dans des circonstances qui pourraient être source de conflit avec ses responsabilités professionnelles en tant que membre ou membre associé ou dans sa pratique médicale.

7.1(3) Le présent article ne s'applique pas à l'abrogation ou au remplacement d'un règlement ou d'une disposition réglementaire résultant d'une refonte d'un ou plusieurs règlements.

1998, c.58, art.2.; 2009, c.?, art.5

8(1) Le Conseil se compose

a) de 9 à 12 membres du Collège élus de la manière prévue par la présente loi;

(b) one member of the College appointed by the Minister of Health, who may be the Minister if he is a member of the College; and

(c) four persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council who are not members of the College and are selected from a list submitted by the Council containing at least three more persons than the number to be appointed at the time.

8(2) Members of Council shall be elected or appointed to office for a term of three years.

8(3) Notwithstanding subsection (2) the terms of office of members of Council upon the first election or appointment of members of Council shall be

(a) not less than three members of the College elected for a term of one year;

(b) not less than three members of the College elected for a term of two years;

(c) not less than three members of the College elected for a term of three years;

(d) one member of the College appointed by the Minister of Health for a term of one year;

(e) one person appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a term of two years; and

(f) one person appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a term of three years.

8(4) Notwithstanding subsection (1), the persons who at the coming into force of this Act make up the Medical Council of New Brunswick constituted under the previous

b) d’un membre du Collège nommé par le ministre de la Santé, ou le Ministre lui-même s'il est membre du Collège; et

c) de quatres personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui, sans être membres du Collège, figurent sur la liste que propose le Conseil et qui compte au moins trois candidatures de plus que le nombre de personnes à nommer.

8(2) Les membres du Conseil sont élus ou nommés pour un mandat de trois ans.

8(3) Par dérogation au paragraphe (2), le mandat des membres du Conseil, lors de la première élection ou nomination des membres du Conseil est le suivant:

a) un an pour au moins trois membres élus du Collège;

b) deux ans pour au moins trois membres élus du Collège;

c) trois ans pour au moins trois membres élus du Collège;

d) un an pour le membre du Collège qui est nommé par le ministre de la Santé;

e) deux ans pour la personne que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil; et

f) trois ans pour la personne que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

8(4) Par dérogation au paragraphe (1), les personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, composent le Conseil médical du Nouveau-Brunswick constitué en

Act shall constitute the Council until the election or appointment of members under subsection (3).

1997, c.71, s.8.

vertu de la loi antérieure restent en fonction jusqu'à l'élection ou la nomination des membres en vertu du paragraphe (3).

1989, c.45, art.5; 1997, c.71, art.8.

ELECTIONS TO COUNCIL

9 In the event that the Province is divided into medical electoral districts for the election of members of Council under section 8, Council shall, by regulation, provide for the division on the basis of proportionate representation.

1989, c.45, s.6.

10(1) Only members of the College resident in the Province are eligible to vote in an election of Council.

10(2) A member of the College may vote for as many candidates for membership on the Council as there are vacancies to be filled from the medical electoral district in which he resides.

10(3) No member of the College shall vote except for a member who has been nominated as a candidate for membership on Council to represent the medical electoral district in which he resides.

11 For the purposes of this Act, the address of any member, associate member, or professional corporation as entered in a register shall be deemed shall be deemed to be the residence of that member, associate member, or professional corporation.

1989, c.45, s. 7

12(1) No person is eligible to be nominated as a candidate for membership on Council who is not entitled to vote at elections of members of the Council.

ÉLECTIONS DU CONSEIL

9 En cas de division de la province en circonscriptions électorales médicales pour l'élection des membres du Conseil en vertu de l'article 8, le Conseil doit, par voie de règlement, opérer cette division sur la base de la représentation proportionnelle.

1989, c.45, art.5; 1997, c.71, art.8.

10(1) Seuls les membres du Collège résidant dans la province ont droit de voter dans une élection des membres du Conseil.

10(2) Un membre du Collège peut voter pour autant de candidats aux postes de membres du Conseil qu'il y a de postes vacants à pourvoir dans la circonscription électorale médicale de son lieu de résidence.

10(3) Un membre du Collège ne peut voter que pour un membre qui a été désigné comme candidat à un poste de membre du Conseil pour représenter la circonscription médicale électorale de son lieu de résidence.

11 Pour l’application de la présente loi, l'adresse des membres, des membres associés et des corporations professionnelles qui est inscrite sur un registre est réputée celle de leur lieu de résidence.

1989, c.45, art.7

12(1) Nul n'a le droit d'être désigné comme candidat à un poste de membre du Conseil s'il n'est habilité à voter aux élections de membres du Conseil.

12(2) Every elected member of Council is eligible to be nominated as a candidate for membership on Council, but shall not be a member of Council for more than three consecutive terms in addition to any partial term he has been elected to serve under paragraph 17(1)(b).

1997, c.71, s.9.

13 The Council may make regulations governing elections of members of Council and those regulations may

(a) provide for the procedure for the nomination of candidates;

(b) provide for the division of the Province into medical electoral districts and prescribe the number of members of Council to be elected from each medical electoral district;

(c) provide for the appointment or designation of presiding officers for the election;

(d) prescribe the forms to be used; and

(e) prescribe the procedure to be used for the holding of the elections and for determining the persons elected as members of the Council.

14 Members of Council shall be elected by secret ballot.

15 The ballots used at an election shall not be destroyed until all petitions under section 16 in respect of the election have been decided, and shall be retained by the Registrar, together with all other papers in connection with the election.

12(2) Chaque membre élu du Conseil a le droit d'être désigné comme candidat au poste de membre du Conseil, mais il ne peut être membre du Conseil pendant plus de trois mandats consécutifs, à part tout mandat partiel auquel il a été élu en application de l'alinéa 17(1)b).

1997, c.71, art.9.

13 Le Conseil peut réglementer l'élection de ses membres par voie de règlements qui

a) établissent la procédure de mise en candidature;

b) opèrent la division de la province en circonscriptions électorales médicales et prescrivent le nombre de membres du Conseil que peut élire chaque circonscription électorale médicale;

c) prévoient la nomination ou la désignation de directeurs de scrutin pour les élections;

d) prescrivent les formules à utiliser; et

e) prescrivent la procédure à suivre pour la tenue des élections et pour déterminer quelles sont les personnes élues à titre de membres du Conseil.

14 Les membres du Conseil sont élus au scrutin secret.

15 Il est interdit de détruire les bulletins de vote utilisés lors d'une élection avant qu'il n'ait été fait droit à toutes les requêtes déposées en vertu de l'article 16 concernant l'élection; le registraire doit les conserver avec tous les autres documents relatifs à l'élection.

1997, c.71, art.1.

16(1) A person may petition the Council against the election of a person to Council by filing a petition with the Registrar within fifteen days after the election.

16(1) Une personne peut présenter une requête devant le Conseil contestant l'élection d'un de ses membres en déposant sa requête auprès du registraire dans les quinze jours qui suivent l'élection.

16(2) The petitioner shall state in his petition, the grounds on which the election is disputed.

16(2) Le requérant doit indiquer dans sa requête les motifs de contestation de l'élection.

16(3) The petitioner shall serve a copy of the petition upon the person whose election is disputed.

16(3) Le requérant fait signifier une copie de la requête à la personne dont l'élection est contestée.

16(4) Where a petition is filed with the Registrar under subsection (1), the Council shall hold an inquiry, and

(a) if the election is found to be illegal, or

(b) if the person is found not to be eligible to be nominated as a candidate for membership on Council,

shall order that a new election be held.

16(4) Lorsqu'une requête est déposée auprès du registraire en vertu du paragraphe (1), le Conseil fait une enquête et s'il apparaît

a) que l'élection est illégale, ou

b) que la personne n'a pas le droit d'être désignée comme candidat au poste de membre du Conseil,

il ordonne la tenue d'une nouvelle élection.

1989, c.45, art.8.; 1997, c.71, art.1.

17(1) The Registrar,

(a) in case of failure in an election to elect the required number of duly qualified members of Council, or

(b) in case of a vacancy occurring from the death or resignation of a member of Council or from any other cause,

shall hold an election within sixty days for the purpose of filling the vacancy or vacancies.

17(1) Le registraire doit,

a) si le nombre requis de membres dûment qualifiés du Conseil élus au cours d'une élection n'est pas atteint, ou

b) si une vacance survient à la suite du décès ou de la démission d'un membre du Conseil ou pour toute autre raison,

tenir une élection dans un délai de soixante jours afin de pourvoir aux postes vacants.

17(2) Notwithstanding subsection (1), if a vacancy occurs for any reason within six months before the date of an election of members of Council, the vacancy shall be filled at such election.

17(2) Par dérogation au paragraphe (1), si une vacance survient pour une raison quelconque dans les six mois qui précèdent la date d'une élection des membres du Conseil, le poste vacant doit être rempli lors de cette élection.

17(3) Where an election is held under subsection (1) or (2) to fill a vacant Council position, the term of office for the vacant Council position shall be the remainder of the unexpired term of such position.

17(3) Lors de la tenue d'une élection en vertu du paragraphe (1) ou (2) destinée à pourvoir à un poste vacant du Conseil, le membre élu à ce poste achève le mandat de celui qu'il remplace.

1997, c.71, art.1.

18 A member of Council shall cease to hold office

(a) if he resigns by notice in writing delivered to the Registrar;

(b) if he ceases to reside in the medical electoral district for which he was elected;

(c) if he ceases to be a member in good standing of the College; or

(d) if he is absent from three consecutive meetings of Council, unless excused by Council.

18 Un membre du Conseil cesse de remplir son poste

a) s'il démisionne en avisant le registraire par écrit;

b) s'il ne réside plus dans le district médical électoral pour lequel il a été élu;

c) s'il n'est plus membre en règle du Collège; ou

d) s'il est absent de trois réunions consécutives du Conseil, sans motif jugé acceptable par le Conseil.

1997, c.71, art.1.; 2009, c.?, art.6

OFFICERS OF COUNCIL

19(1) The Council shall elect annually from its members a President and Vice-President.

19(2) The Council shall appoint a Registrar, who shall hold office during the pleasure of Council, at such salary or other remuneration as Council may decide.

19(3) The Council may appoint an Acting Registrar, who shall exercise the powers and duties of the Registrar in the event of the death or incapacity of the Registrar, or his absence from the Province.

DIRIGEANTS DU CONSEIL

19(1) Le Conseil élit chaque année son président et son vice-président parmi ses membres.

19(2) Le Conseil nomme un registraire qui remplit ses fonctions à titre amovible et lui verse le salaire ou toute rémunération que le Conseil peut lui accorder.

19(3) Le Conseil peut nommer un registraire suppléant qui, en cas de décès ou d'incapacité du registraire ou durant son absence de la province, en exerce les pouvoirs et fonctions.

19(4) The Council may appoint such other officers, servants or employees at such salary or other remuneration, and for such term of office as Council considers necessary to assist it in carrying out its duties under this Act.

19(4) Le Conseil peut nommer les autres diregeant, préposés ou employés au salaire ou autre rémunération et pour la durée d'emploi qu'il estime nécessaires, pour l'aider à exercer ses fonctions en vertu de la présente loi.

1997, c.71, art.1.

20 The Council may appoint annually such committees from among members of the Council or the College as Council considers necessary to assist it in carrying out its duties under this Act.

20 Chaque année le Conseil peut former, au sein des membres du Conseil ou du Collège, les comités qu'il estime nécessaires pour l'aider à exécuter ses fonctions en vertu de la présente loi.

21(1) Subject to subsection (2), the President shall preside at all meetings of Council and the College.

21(1) Sous réserve du paragraphe (2), le président assure la présidence de toutes les réunions du Conseil et du Collège.

21(2) If the President is absent from a meeting, the Vice-President or, in his absence, some other member to be chosen from the members present, shall preside at that meeting.

21(2) En cas d'absence du président à une réunion, le vice-président ou en son absence, un autre membre choisi parmi les membres présents, en assure la présidence.

21(2.1) During the President's absence or inability or refusal to act, the President's duties may be performed and his powers may be exercised by the Vice-President who shall also have such other authority and perform such other duties as may from time to time be prescribed by Council.

21(2.1) Le vice-président peut exercer les fonctions et pouvoirs du président pendant que celui-ci est absent ou empêché ou qu'il refuse d'agir, et exerce également les pouvoirs et fonctions que le Conseil lui confie à l'occasion

21(3) Except in the event of an equal number of votes being given for and against a resolution at any meeting, the President or other presiding officer shall not vote.

21(3) Le président ou le président de séance n'ont pas le droit de voter, sauf en cas de partage des voix sur une résolution présentée au cours d'une réunion.

2009, c.?, s.7

2009, c.?, art.7

EXECUTIVE COMMITTEE

21.1(1) There shall be a standing committee of Council designated as the Executive Committee.

COMITÉ DE DIRECTION

21.1(1) Est constitué comme comité permanent du Conseil le Comité de direction.

21.1(2) The Executive Committee shall be composed of the President who will be Chairman, the Vice-President who will be Vice-Chairman, and not less than two and not more than four other members of Council appointed by the Council at least one of whom was appointed by the Lieutenant-Governor in Council under paragraph 8(1)c).

21.1(3) All members of the Executive Committee are entitled to vote at meetings.

21.1(4) A majority of the members of the Executive Committee constitutes a quorum to carry on the business of the Committee.

21.1(5) Subsections 7(8), (9), (10) and (11) apply to the Executive Committee.

21.1(6) Between meetings of Council, the Executive Committee has all the powers of Council with respect to any matter that, in the Committee's opinion, requires attention, other than the power to make, amend or revoke a regulation.

21.1(7) If the Executive Committee exercises a power of the Council under subsection (6), it shall report on its actions to the Council at the Council's next meeting.

21.1(8) Any action of the Executive Committee in exercise of its powers under subsection (6) is deemed to be an action of Council for all purposes of this Act.

1997, c.71, s.10.; 2009, c.?, s.8

22 Repealed: 1997, c.71, s.11

21.1(2) Le Comité de direction se compose du président et du vice-président du Collège, qui occupent respectivement les fonctions de président et de vice-président du Comité, et de deux, trois ou quatre autres membres du Conseil nommés par lui, dont un au moins a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa 8(1)c).

21.1(3) Tous les membres du Comité de direction ont le droit de vote aux réunions.

21.1(4) La majorité des membres du Comité de direction forment un quorum suffisant pour en régler les affaires.

21.1(5) Les paragraphes 7(8), (9). (10) et (11) s'appliquent au Comité de direction.

21.1(6) Entre les réunions du Conseil, le Comité de direction jouit de tous les pouvoirs du Conseil par rapport à toute question qui, selon lui, mérite son attention, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement.

21.1(7) Lorsqu'il exerce, en vertu du paragraphe (6), un pouvoir qui appartient au Conseil, le Comité de direction rend compte de ses actes à la prochaine réunion du Conseil.

21.1(8) Tout acte accompli par le Comité de direction en vertu du paragraphe (6) est réputé, pour l'application de la présente loi, émaner du Conseil.

1997, c.71, art.10.; 2009, c.?, art.8

22 Abrogé: 1997, c.71, s.11

REGISTRATION AND LICENSURE

23(1) The Council shall keep a register called the Medical Register in which shall be entered the name, address and qualifications of all persons who are entitled under this Act to be registered therein.

23(2) The name, address and qualifications of every person who, at the coming into force of this Act, is registered under the previous Act, shall be entered in the Medical Register, but shall continue under any stipulations or limitations attached to his previous registration.

23(3) The Registrar shall issue a license to every person who, at the coming into force of this Act,

(a) is registered under Section 14 or 15 of the previous Act; and

(b) holds a license.

23(4) Every license issued under subsection (3) shall be subject to any conditions or limitations attached to the registration under the previous Act.

23.1 The Council may make regulations:

a) governing the persons or classes of persons who may be registered in the Medical Register;

(b) dividing the Medical Register into parts representing the classes of persons who may be registered therein;

IMMATRICULATION ET DÉLIVRANCE DES PERMIS

1989, c.45, art. 10.

23(1) Le Conseil tient un registre appelé registre médical, dans lequel sont inscrits les nom, adresse et qualifications de toutes les personnes qui ont droit d'y être inscrites en vertu de la présente loi.

23(2) Les nom, adresse et qualifications des personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, apparaissent au registre en vertu de la loi antérieure doivent être inscrits au registre médical et reconduits sous réserve des stipulations ou limitations rattachées à leur immatriculation antérieure.

23(3) Le registraire délivre un permis aux personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi,

a) sont immatriculés en vertu des articles 14 ou 15 de la loi antérieure; et

b) sont titulaires d'un permis.

23(4) Les permis délivrés en vertu du paragraphe (3) sont assujettis aux conditions et limitations qui étaient rattachées à l’immatriculation sous le régime de la loi antérieure.

1989, c., art.11; 1997, c.71, art.1.

23.1 Le Conseil peut établir des règlements :

a) régissant les personnes ou les catégories de personnes admissibles à l’inscription au registre médical;

b) divisant le registre médical en sections suivant les catégories de personnes qu’il vise;

(c) prescribing the qualifications required for registration in the Medical Register;

(d) providing for the suspension or revocation of any registration in the Medical Register;

(e) prescribing the duration of licences issued under section 23 and registrations in the Medical Register;

(f) prescribing the extent to which and terms and conditions under which persons registered in the Medical Register may engage in the practice of medicine; and

(g) prescribing by whom applications may be made under section 23, and the procedure on such applications.

2009, c.?, s.9

24 Repealed: 1997, c.71, s.13.

25(1) The Council may direct the Registrar to enter in the Medical Register the name, address and qualifications of any person who

(a) is a graduate of a medical, or osteopathic medical, school approved by Council;

(b) has completed a program of pre-registration physician training satisfactory to Council;

(c) if applicable, produces a certificate under the hand of the Registrar of the Medical Council of Canada, that his name appears in the Canadian Medical Register in pursuance of the *Canada Medical Act*, R.S.C. 1952, chapter 27; .

c) précisant les qualifications requises pour l'inscription au registre médical;

d) pourvoyant à la suspension ou à la révocation d'une inscription au registre médical;

e) précisant la durée des permis délivrés en vertu de l'article 23 et des inscriptions au registre médical;

f) précisant dans quelle mesure et à quelles conditions les personnes inscrites au registre médical peuvent pratiquer la médecine; et

g) précisant par qui les demandes peuvent être présentées en vertu de l'article 23 et déterminant la procédure à suivre.

2009, c.?, art.9

24 Abrogé: 1997, c.71, art.13.

25(1) Le Conseil peut ordonner au registraire d'inscrire au registre médical les nom, adresse et qualifications de toute personne qui

a) est diplômée d'une école de médecine ou de médecine ostéopathique reconnue par le Conseil;

b) a achevé un programme d'internat préparatoire à l'immatriculation jugé satisfaisant par le Conseil;

c) le cas échéant, fournit un certificat portant la signature du registraire du Conseil médical du Canada attestant que son nom figure au Registre médical canadien conformément à la *Loi médicale du Canada*, S.R.C. 1952, chapitre 27;

(d) produces a letter of good standing from the Jurisdiction in which he has practised medicine prior to applying under this section;

(e) satisfies Council that he possesses the qualifications required for registration in the Medical Register, and

(f) complies with the requirements of section 34.

25(2) Upon receiving a direction from Council mentioned in subsection (1), the Registrar shall

(a) enter the name, address and qualifications of the person named therein in the Medical Register; and

(b) issue a licence to such person for such period, and upon such conditions as Council may direct.

1997, c.71, s.14.; 2009, c.?, s.10

25.1 Repealed: 1997, c.71, s.15.

26(1) The Council may direct the Registrar to enter in the Medical Register the name, address and qualifications of any physician employed in the public service of the Province upon

(a) receiving a request therefor from the Minister of Health;

(b) being satisfied as to the professional qualifications of the said physician; and

(c) payment of the prescribed registration fee.

26(2) Upon receiving a direction from Council mentioned in subsection (1), the Registrar shall

d) fournit une lettre attestant qu'elle est en règle avec l'organisme sous la jurisdiction duquel elle a pratiqué la médecine avant de présenter sa demande en vertu du présent article;

e) démontre au Conseil qu'elle possède les qualifications requises à l'inscription au registre médical; et

f) se conforme aux prescriptions de l'article 34.

25(2) Dès qu'il reçoit l'ordre du Conseil visé au paragraphe (1), le registraire

a) inscrit les nom, adresse et qualifications de la personne qui fait l'objet de l'ordre, au registre médical; et

b) lui délivre un permis pour la durée et aux conditions que le Conseil impose.

1997, c.71, art.1, art.14.; 2009, c.?, art 10

25.1 Abrogé: 1997, c.71, art.15.

26(1) Le Conseil peut ordonner au registraire d'inscrire au registre médical les nom, adresse et qualifications de tout médecin employé dans la Fonction publique de la Province, dès

a) qu'il en reçoit la demande du ministre de la Santé;

b) qu'il est satisfait des qualifications professionnelles dudit médecin; et

c) que les droits d'iimmatriculation prescrits sont versés.

26(2) Dès qu'il reçoit l'ordre du Conseil visé au paragraphe (1), le registraire

(a) enter the name, address and qualifications of the person named therein in the Medical Register; and

(b) issue a licence to such person for such period, and upon such conditions as Council may direct.

26(3) Every person who, at the coming into force of this Act, is registered under subsection 16(3) of the previous Act and holds a licence, shall be issued a licence under subsection (2).

26(4) Every licence issued under subsection (3), shall be subject to any conditions or limitations attached to the registration under the previous Act.

26(5) A person to whom a licence has been issued under subsection (2) may practise medicine

(a) in the performance of his duties in the public service of the Province; or

(b) in consultation with a regularly licensed medical practitioner when his services are specifically requested.

26(6) When a person registered under this section ceases to be employed in the public service of the Province of New Brunswick, the Registrar shall

(a) strike his name from the Medical Register; and

(b) revoke his licence.

a) inscrit les nom, adresse et qualifications de la personne qui fait l'objet de l'ordre, au registre médical; et

b) lui délivre un permis pour la durée et aux conditions que le Conseil impose.

26(3) Toute personne qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, est immatriculée en vertu du paragraphe 16(3) de la loi antérieure et est titulaire d'un permis, reçoit un permis en vertu du paragraphe (2).

26(4) Les permis délivrés en vertu du paragraphe (3) sont assujettis aux conditions et limitations qui étaient rattachées à l’immatriculation sous le régime de la loi antérieure.

26(5) Toute personne à qui un permis a été délivré en vertu du paragraphe (2) peut pratiquer la médecine

a) dans le cadre de ses fonctions au sein de la Fonction publique de la Province; ou

b) en consultation avec un médecin ayant régulièrement obtenu un permis, lorsque ses services sont expressément requis.

26(6) Lorsqu'une personne immatriculée en vertu du présent article cesse d'être employée dans la Fonction publique de la province du Nouveau-Brunswick, le registraire

a) radie son nom du registre médical; et

b) révoque son permis.

26(7) No person shall practise medicine while employed in the public service of the Province unless he is registered and licensed.

1997, c.71, s.16.

27 Repealed: 1997, c.71, s.17.

28 Repealed: 1997, c.71, s.17.

28.1 Repealed: 2009, c.?, s. 11**.**

29 Repealed: 2009, c.?, s.12.

30(1) The Council shall keep a register called the Medical Specialists Register in which shall be entered the name, address, qualifications and specialty of all members who are entitled under this Act to be registered therein.

30(2) The Council may make regulations

(a) defining classes of specialists in the various branches of medicine;

(b) dividing the Medical Specialists Register into parts representing the classes of specialists as defined by Council;

(c) prescribing the qualifications required for registration in the Medical Specialists Register;

(d) providing for the suspension or revocation of any registration in the Medical Specialists Register;

(e) providing for the regulation and prohibition of the use terms, titles or designations by members indicating specialization in any branch of medicine; and

26(7) Seuls peuvent exercer la médecine dans le cadre de leurs fonctions au sein de la Fonction publique de la Province, les personnes qui sont immatriculées et titulaires d'un permis.

1989, c.45, art.15; 1997, c.71, art.1., art.16.

27 Abrogé: 1997, c.71, art.17.

28 Abrogé: 1997, c.71, art.17.

28.1 Abrogé : 2009, c.?, art. 11.

29 Abrogé:2009, c.?. art. 12.

30(1) Le Conseil tient un registre appelé le registre des médecins spécialistes dans lequel doivent être inscrits les noms, adresses, qualifications et spécialités des membres qui ont droit d'y être inscrits en vertu du la présente loi.

30(2) Le Conseil peut établir des règlements

a) définissant les catégories de médecins spécialistes des diverses disciplines de la médecine;

b) divisant le registre des médecins spécialistes en sections représentant les catégories de médecins spécialistes définies par le Conseil;

c) prescrivant les qualifications requises pour l'inscription au registre des médecins spécialistes;

d) prévoyant la suspension ou la révocation de toute inscription au registre des médecins spécialistes;

e) réglementant l'utilisation et l'interdiction de l'utilisation par les membres de termes, titres ou appellations indiquant leur spécialisation dans toute discipline de la médecine; et

(f) prescribing the duration of specialists' licences and registrations in the Medical Specialists Register.

30(3) The Council may direct the Registrar to enter in the Medical Specialists Register the name, address, qualifications and specialty of any medical practitioner who

(a) holds a licence;

(b) satisfies Council that he possesses the qualifications required for registration in the Medical Specialists Register; and

(c) complies with the requirements of section 34.

30(4) Upon receiving a direction from Council mentioned in subsection (3), the Registrar shall enter the name, address, qualifications and specialty of the person named therein, in the Medical Specialists Register, and issue a specialist's licence to such person for such period, and upon such conditions as Council may direct.

30(5) The Registrar shall enter in the Medical Specialists Register the name, address, qualifications and specialty of every person who, at the coming into force of this Act is registered in the Specialists Register under section 20 of the previous Act and who holds a licence and shall issue a specialist's licence to such persons.

30(6) Every licence issued under subsection (5) shall be subject to any conditions or limitations attached to the registration in the Specialists Register under section 20 of the previous Act.

1997, c.71, s.2, s.20

f) prescrivant la durée des permis de médecins spécialistes et de leur inscription au registre des médecins spécialistes.

30(3) Le Conseil peut ordonner au registraire d'inscrire au registre des médecins spécialistes les nom, adresse, qualifications et spécialités de tout médecin qui

a) est titulaire d'un permis;

b) démontre au Conseil qu'il possède les qualifications requises à l'inscription au registre des médecins spécialistes; et

c) se conforme aux prescriptions de l'article 34.

30(4) Dès qu'il reçoit un ordre du Conseil visé au paragraphe (3), le registraire inscrit les nom, adresse, qualifications et spécialités de la personne qui fait l'objet de l'ordre dans le registre des médecins spécialistes et lui délivre un permis de médecin spécialiste pour la durée et aux conditions que le Conseil impose.

30(5) Le registraire inscrit dans le registre des médecins spécialistes, les nom, adresse, qualifications et spécialités de chaque personne qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, est inscrite au registre des médecins spécialistes en vertu de l'article 20 de la loi antérieure et est titulaire d'un permis, et lui délivre un permis de médecin spécialiste.

30(6) Les permis délivrés en vertu du paragraphe (5) comportent les mêmes conditions ou limitations qui apparaissent au registre des médecins spécialistes en vertu de l'article 20 de la loi antérieure.

1997, c.71, art. 1, art. 2, art.20.

31(1) The Council shall keep a register called the Corporations Register.

31(2) The Council may make regulations

(a) requiring the filing of periodic returns by corporations registered in the Corporations Register;

(b) providing for the annual renewal of licences issued under this section, and prescribing the terms and conditions upon which renewals may be granted; and

(c) prescribing the types of names by which

(i) a professional corporation,

(ii) a partnership of two or more professional corporations, or

(iii) a partnership of one or more professional corporations and one or more individual practitioners may be known.

31(3) The Council may direct the Registrar to enter in the Corporations Register the name and address of any corporation which

(a) submits to the Registrar an application in the form prescribed by Council;

(b) pays the prescribed fees;

(c) satisfies the Registrar that it is a corporation in good standing under the *Business Corporations Act*;

(d) satisfies the Registrar that the articles or other constituting documents of the corporation do not prevent the

31(1) Le Conseil tient un registre appelé registre des corporations.

31(2) Le Conseil peut établir des règlements

a) prescrivant le dépôt de rapports périodiques par les corporations inscrites au registre des corporations;

b) prévoyant le renouvellement annuel des personnes délivrés en vertu du présent article, et prescrivant les modalités et conditions de ce renouvellement; et

c) prescrivant les appellations par lesquelles peut se faire connaître

(i) une corporation professionnelle,

(ii) une société formée d'au moins deux corporations professionnelles, ou

(iii) une société formée d'au moins une corporation professionnelle et d'au moins un ou plusieurs médecins pratiquant seuls.

31(3) Le Conseil peut ordonner au registraire d'inscrire au registre des corporations les nom et adresse de toute corporation qui

a) présente au registraire une demande rédigée selon le modèle de la formule prescrite par le Conseil,

b) paie les droits requis;

c) démontre au registraire qu'elle est en règle conformément à la *Loi sur les corporations commerciales;*

d) démontre au registraire que ses statuts ou ses actes constitutifs ne l'empêchent pas de fournir au public les

corporation from rendering the same medical services to the public that a member of the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick is authorized to render;

(e) satisfies the Registrar that the name of the corporation contains the words “Professional Corporation”, “Prof. Corp.” or “P.C.” or appropriately depicts, in accordance with the regulations, that it is engaged in the practice of medicine;

(f) satisfies the Registrar that the legal and beneficial ownership of all the issued voting shares, and all rights incidental to the ownership of the voting shares, of the professional corporation are vested exclusively

(i) in one or more members or the College, or

(ii) in corporations where the legal and beneficial ownership of all the issued voting shares, and all rights incidental to the ownership of the voting shares, of the corporations are vested in one or more members of the College,

and that no less than two-thirds of the directors of the professional corporation and all of the corporations holding voting shares in the professional corporation are at all times members of the College; and

(g) satisfies the Registrar that the persons who will carry on the practice of medicine or osteopathy on behalf of the corporation are members of the College.

31(4) For the purposes of paragraph 3(g), the practice of a member of the College shall be deemed not to be carried on by

mêmes services médicaux qu’un membre du Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick est autorisé à fournir;

e) démontre au registraire que le nom de la corporation contient les mots «corporation professionnelle», «corp. prof.» ou «C.P.» ou indique suffisamment, conformément aux règlements, qu’elle se livre à l’exercice de la médecine;

f) démontre au registraire que toutes les actions à droit de vote émises par elle et tous les droits y accessoires appartiennent exclusivement, tant légalement que bénéficiairement:

(i) soit à un ou plusieurs membres du Collège,

(ii) soit à des corporations dont toutes les actions à droit de vote émises par elles et tous les droits y accessoires appartiennent à un ou plusieurs membres du Collège,

et que deux tiers au moins de ses administrateurs et l’ensemble des corporations que détiennent des actions à droit de vote d’elle sont en tout temps membres du Collège; et

g) démontre au registraire que les personnes qui vont exercer la médecine ou l'ostéopathie au nom de la corporation sont membres du Collège.

31(4) Aux fins de l'alinéa 31(3)g), les employés de bureau, les secrétaires, les infirmières et autres auxiliaires que la

clerks, secretaries, nurses and other assistants employed by the corporation to perform services which are not usually and ordinarily consider by law, custom or practice to be services which may be performed only by a member of the College.

corporation emploie ne peuvent poser des actes qui sont ordinairement considérés par la loi, la coutume ou la pratique comme étant réservés au membre du Collège.

31(5) Upon receiving a direction from Council mentioned in subsection (3), the Registrar shall

(a) enter the name and address of the corporation named therein, in the Corporation Register; and

(b) issue a licence to such corporation for such period, and upon such conditions as Council may direct.

31(5) Dès qu'il reçoit un ordre du Conseil visé au paragraphe (3) le registraire

a) inscrit les nom et adresse de la corporation qui en fait l'objet, au registre des corporations; et

b) délivre un permis à cette corporation pour la durée et aux conditions que le Conseil impose.

31(6) A licence issued under subsection (5) expires on December 31 of the year for which it was issued.

31(6) Un permis délivré en vertu du paragraphe (5) expire le 31 décembre de l'année au titre de laquelle il a été délivré.

31(7) Where any of the conditions specified in subsection (3) no longer exist, the Registrar may revoke a licence issued under subsection (5) or withhold its renewal.

31(7) Le registraire peut révoquer un permis délivré en vertu du paragraphe (5) ou en refuser le renouvellement, lorsque les conditions énumérées au paragraphe (3) n'existent plus.

31(8) Where a professional corporation no longer qualifies under subsection (3) the Registrar may revoke the licence of the professional corporation.

31(8) Lorsqu’une corporation professionnelle n’a plus les qualifications requises au regard du paragraphe (3), le registraire peut en révoquer le permis.

31(9) A corporation to which a licence is granted under this section may practise medicine in its own name, subject to any conditions or limitations contained in such licence.

31(9) Une corporation à laquelle est accordée un permis en vertu du présent article peut exercer la médecine sous son propre nom, sous réserve des conditions ou limitations apparaissant à ce permis.

31(10) Where the licence of a corporation is revoked, or its renewal withheld pursuant to this section, the Registrar shall endorse the Corporations Register accordingly and send notice of same by ordinary mail to the last known address of the corporation, and to

31(10) Lorsqu’en application du présent article, le permis d’une corporation est révoqué ou son renouvellement est refusé, le registraire en fait mention dans le registre des corporations et envoie avis de ce fait par courrier ordinaire à la dernière adresse

the Minister of Health, and for all purposes the corporation shall be deemed to be no longer licensed as of the fourteenth day after the mailing of notice.

1989, c.45, s.20; 1993, c.76, s.6; 1997, c.71, s.2, s.21, s.22.; 2009, c.?, s.13

32(1) The Council shall keep a register called the Medical Education Register in which shall be entered the name, address and qualifications of all persons who are entitled under this Act to be registered therein.

32(2) The Council may make regulations

(a) prescribing the qualifications required for registration in the Medical Education Register,

(b) providing for the suspension or revocation of any registration in the Medical Education Register, and

(c) prescribing the extent to which persons registered in the Medical Education Register may engage in the practice of medicine.

32(3) The Council may direct the Registrar to enter in the Medical Education Register the name, address and qualifications of any person who

(a) is a student of a medical school approved by Council and is engaged in a program of pre-registration physician training acceptable to Council, or

(b) holds a medical degree from a medical school approved by Council and is engaged in a program of pre-registration physician training acceptable to Council, or

connue de la corporation ainsi qu'au ministre de la Santé. À toutes fins, la corporation est réputée ne plus être titulaire d'un permis à compter du quatorzième jour suivant la mise à la poste de l'avis.

1989, c.45, art.20; 1993, c.76, art.6; 1997, c.71, art.1, art.2, art.21, art.22.; 2009, c.?, art.13

32(1) Le Conseil tient un registre appelé registre d'enseignement médical dans lequel sont inscrits les nom, adresse et qualifications de toutes les personnes qui ont droit en vertu de la présente loi d'y être inscrites.

32(2) Le Conseil peut établir des règlements

a) prescrivant les qualifications requises à l'inscription au registre d'enseignement médical;

b) concernant la suspension ou la révocation de toute inscription au registre d'enseignement médical; et

c) prescrivant dans quelle mesure les personnes inscrites au registre d'enseignement médical peuvent exercer la médecine.

32(3) Le Conseil peut ordonner au registraire d'inscrire au registre d'enseignement médical les nom, adresse et qualifications de toute personne qui

a) est étudiant d'une faculté de médecine approuvée par le Conseil et suit un programme d'internat préparatoire à l'immatriculation jugé acceptable par le Conseil;

b) est titulaire d'un diplôme en médecine d'une faculté de médecine reconnue par le Conseil et suit un programme d'internat préparatoire à l'immatriculation;

(c) holds a medical degree from a medical school approved by Council and is engaged in a program of post-graduate training acceptable to Council, and

(d) satisfies Council that he possesses the qualifications required for registration in the Medical Education Register, and

(e) complies with the requirements of section 34.

32(4) Upon receiving a direction from Council mentioned in subsection (3), the Registrar shall enter the name, address and qualifications of the person named therein in the Medical Education Register.

32(4.1) The Registrar shall enter in the Medical Education Register the name, address and qualifications of every person who, at the coming into force of this Act, is registered in the Student Register or the Educational Register.

32(5) The Registrar may strike the name of any person from the Medical Education Register who

(a) ceases to be engaged in a program of pre-registration physician training or post-graduate training, or

(b) has been registered in the Medical Register.

1997, c.71, s.2.

32.1(1) The Council shall keep a register called the Physician Assistants Register in which shall be entered the name, address, and qualifications of all persons who are entitled under this Act to be registered therein.

2009, c.?, s. 14

c) est titulaire d'un diplôme en médecine d'une faculté de médecine reconnue par le Conseil et suit un programme d'internat supérieur jugé acceptable par le Conseil; et

d) démontre au Conseil qu'elle possède les qualifications requises pour l'inscription au registre d'enseignement médical; et

e) se conforme aux prescriptions de l'article 34.

32(4) Dès qu'il reçoit un ordre du Conseil visé au paragraphe (3), le registraire doit inscrire les nom, adresse et qualifications de la personne qui fait l'objet de l'ordre, au registre d'enseignement médical.

32(4.1) Le registraire inscrit au registre d'enseignement médical les nom, adresse et qualifications des personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi sont inscrites dans l'un ou l'autre des registres intitulés «Student Register» or «Educational Register».

32(5) Le registraire peut radier du registre d'enseignement médical le nom des personnes qui:

a) ne suivent plus le programme d'internat préparatoire à l'immatriculation ou le programme d'internat supérieur; ou

b) ont été inscrites au registre médical.

1989, c.45, art.21; 1997, c.71, art.1., art.2.

32.1(1) Le Conseil tient un registre appelé registre des adjoints au médecin dans lequel sont inscrits les nom, adresse et qualifications de toutes les personnes qui ont le droit d'y être inscrites en vertu de la présente loi.

2009, c.?, art. 14

32.1(2) The Council may make regulations

(a) governing the persons or classes of persons who may be registered in the Physician Assistants Register;

(b) dividing the Physician Assistants Register into parts representing the classes of persons who may be registered therein;

(c) prescribing the qualifications required for registration in the Physician Assistants Register;

(d) providing for the suspension or revocation of any registration in the Physician Assistants Register;

(e) prescribing the duration of licences issued under this section and registrations in the Physician Assistants Register;

(f) prescribing the extent to which and terms and conditions under which persons registered in the Physician Assistants Register may practice; and

(g) prescribing by whom applications may be made under this section, and the procedure on such applications.

32.1(3) The Council may direct the Registrar to enter in the Physician Assistants Register the name, address and qualifications of any person who are entitled to be so registered under the regulations.

2009, c.?, s.14

32.1(2) Le Conseil peut établir des règlements

a) régissant les personnes ou les catégories de personnes admissibles à l'inscription au registre des adjoints au médecin;

b) divisant le registre des adjoints au médecin en sections suivant les catégories de personnes qu'il vise;

c) précisant les qualifications requises pour l'inscription au registre des adjoints au médecin;

d) pourvoyant à la suspension ou à la révocation d'une inscription au registre des adjoints au médecin;

e) précisant la durée des permis délivrés en vertu du présent article et des inscriptions au registre des adjoints au médecin;

f) précisant dans quelle mesure et à quelles conditions les personnes inscrites au registre des adjoints au médecin peuvent exercer; et

g) précisant par qui les demandes peuvent être présentées en vertu du présent article et déterminant la procédure à suivre.

32.1(3) Le Conseil peut ordonner au registraire d'inscrire au registre des adjoints au médecin les nom, adresse et qualifications de toute personne admissible par application des règlements.

2009, c.?, s.14

33 Notwithstanding anything in this Act, where any person has been convicted or found to be guilty, by a court in or out of Canada, of any offence that is inconsistent with the proper professional behaviour of a physician or surgeon,

(a) Where such person applies for registration, the Registrar and Council may refuse to register such person, or

(b) where such person is a member or associate member, the Council may direct the Registrar to strike off the Register the name of such person,

but the Council may at any time permit such person to be registered or to remain registered upon such terms and conditions as it may direct.

1989, c.45, s.22.

34 Where any person applies to be registered under this *Act* they shall

(a) apply therefor in the prescribed manner,

(b) satisfy Council that he is the person named in any diploma or documentation submitted in support of such application.

(c) satisfy Council that he is of good character,

(d) provide such information as Council may require, and

(e) pay the prescribed fee.

1997, c.71 s.23.; 2009, c.?, s.15, 2009, c.?, s.15

33 Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la personne qui a été déclarée ou reconnue coupable, par un tribunal canadien ou étranger, d'une infraction aux normes de conduite professionnelle acceptables pour un médecin ou un chirurgien s’expose aux conséquences suivantes:

a) le registraire et le Conseil peuvent refuser sa demande d’immatriculation;

b) le Conseil peut ordonner au registraire de radier son nom du registre, si elle est déjà membre ou membre associé.

Le Conseil peut néanmoins lui permettre d’être immatriculée ou de le demeurer, et attacher des conditions à son immatriculation.

1989, c.45, art.22; 1997, c.71, art.1.

34 Toute personne qui souhaite être inscrite en vertu de la présente loi doit:

a) présenter sa demande de façon réglementaire;

b) démontrer au Conseil qu’elle est bien la personne dont le nom figure sur le diplôme ou dans la documentation appuyant la demande;

c) démontrer au Conseil son honorabilité;

d) fournir les renseignements que peut exiger le Conseil; et

e*)* payer les droits réglementaires

1989, c.45, art.23; 1997, c.71, art.23.; 2009, c.?, art. 15

PROVISIONAL REGISTRATION

34.1(1) Notwithstanding anything in this Act, where a person applies to be registered under this Act, and the Registrar is satisfied that such person

(a) meets, in a manner that would be satisfactory to Council,

(i) the requirements for registration in the relevant register, and

(ii) the requirements of section 34; and

(b) has paid the prescribed fee,

the Registrar may, before the matter is brought to Council for its direction, enter the name, address and qualifications of the person in the relevant register; and issue a license to such person.

34.1(2) Every registration made and every licence issued pursuant to this section shall be valid and remain in full force and effect until ratified, varied or cancelled at the next following meeting of Council.

34.1(3) Where the registration or licence of a person is varied or cancelled pursuant to subsection (2), the Registrar shall give notice to such person forthwith in accordance with section 72, and the registration or licence of that person shall be deemed to be varied or cancelled as of the date of the decision of Council.

34.1(4) A person whose registration or licence has been varied or cancelled pursuant to subsection (2) may request a hearing before Council.

2009, c.?, s.16

IMMATRICULATION PROVISOIRE

34.1(1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, lorsque le registraire constate qu'une personne qui demande à être immatriculée sous le régime de la présente loi

a) répond, d'une manière que le Conseil jugerait satisfaisante,

(i) aux conditions d'immatriculation du registre visé, et

(ii) aux prescriptions de l'article 34, et

b) a acquitté le droit prescrit,

il peut, avant de soumettre le cas au Conseil, inscrire les nom, l'adresse et les qualifications de la personne sur le registre approprié et délivrer un permis à cette personne.

34.1(2) Toute immatriculation effectuée en application du présent article et tout permis délivré en conséquence sont valides et produisent tous leurs effets jusqu'à leur ratification, modification ou annulation à la prochaine réunion du Conseil.

34.1(3) Lorsque l'immatriculation ou le permis d'une personne est modifié ou annulé en application du paragraphe (2), le registraire en avise immédiatement la personne conformément à l'article 72, et l'immatriculation ou le permis est réputé avoir été modifié ou annulé le jour où le Conseil l'a décidé.

34.1(4) La personne dont l'immatriculation ou le permis a été modifié ou annulé en application du paragraphe (2) peut demander au Conseil de l'entendre

2009, c.?, s.16

34.2(1) Where the Registrar is not satisfied with the evidence presented by a person applying for an enabling certificate or registration, he may refer the matter to the Complaints and Registrations Committee, and shall refer it if the applicant requests in writing.

34.2(1) Si le registraire n'est pas satisfait des preuves présentées par l'auteur d'une demande d'immatriculation, il peut en saisir le comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, et est tenu de le faire si l'intéressé l'exige par écrit.

34.2(2) Upon a referral pursuant to subsection (1), the Complaints and Registrations Committee, in consultation with the Registrar, shall consider the eligibility of the application and may make such inquiries or demand such further information as the Committee sees fit, and the Committee shall report its findings and recommendations to Council.

34.2(2) Saisi d'une mission au titre du paragraphe (1), le comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation étudie l'admissibilité de la demande en consultation avec le registraire et peut faire les enquêtes ou exiger les précisions qu'il juge utiles, avant de remettre ses conclusions et recommandations au Conseil.

34.2(3) Upon the Committee reporting to Council under subsection (2), Council shall consider the application in accordance with this Act.

34.2(3) Le comité lui ayant fait rapport en vertu du paragraphe (2), le Conseil étudie la demande.

1989, c. 45, s.24; 1997, c.71 s.24.; 2009, c.?, s.17

1989, c.45, art.24; 1997, c.71, art.1, art.24.; 2009, c.?, art.1

35(1) Every member and associate member shall pay to the Registrar, or such person as he may nominate,

(a) at the time that he is registered and

(b) on or before the first day of January in each year thereafter,

the prescribed annual fees.

35(1) Chaque membre et chaque membre associé payent les droits annuels réglementaires au registraire ou à la personne qu'il peut désigner

a) au moment de l'immatriculation; et

b) ensuite chaque année le premier janvier au plus tard.

35(2) Every member who is registered in the Medical Register or Regulated Licences Register shall pay to the New Brunswick Medical Society, or such person as it may nominate,

(a) within one month of the time that he is registered and

35(2) Chaque membre inscrit au registre médical paie à la Société médicale du Nouveau-Brunswick ou à la personne qu'elle peut nommer, sauf si la Société l'en exempte, la cotisation annuelle de membre de la Société médicale du Nouveau-Brunswick,

a) dans un délai d'un mois après son immatriculation; et

(b) on or before the first day of January in each year thereafter,

the prescribed annual fees of the New Brunswick Medical Society unless the Society has waived the member's obligation to pay the fee.

35(3) The licence and specialist's licence of any member or associate member who fails to pay prescribed annual fees as required by subsection (1) or (2), shall be suspended in accordance with the procedure prescribed by the regulations.

35(4) The Registrar shall forthwith notify in writing any person whose licence has been suspended under this section.

1989, c.45, s.25; 1997, c.71, s.25.; 2009, c.?, s.19.

36(1) Where the licence or specialist's licence of a member or associate member has been suspended under subsection, or in any other case where the licence or specialist's licence has expired or lapsed under this Act or the previous Act, such person may apply to the Registrar for relicensing.

36(2) Where a person referred to in subsection (1) satisfies the Registrar

(a) of his intention to practise medicine in the Province,

(b) as to his activities since the date of the suspension or expiry or lapsing of his licence,

(c) that he has maintained and possesses an appropriate level of medical skill and knowledge,

b) ensuite chaque année le premier janvier au plus tard.

35(3) Le défaut d'un membre ou d'un membre associé d'acquitter les droits et cotisations annuels prévus aux paragraphes (1) ou (2) entraîne la suspension de son permis et de son permis de médecin spécialiste conformément à la procédure prescrite par règlement

35(4) Le registraire avise sur-le-champ par écrit toute personne dont le permis a été suspendu en vertu du présent article.

1989, c.45, art.25; 1997, c.71, art.1., art.25.; 2009, c.?, art.19.

36(1) Le membre ou le membre associé dont le permis ou le permis de médecin spécialiste a été suspendu en vertu du paragraphe 35(3), ou la personne dont le permis ou le permis de médecin spécialiste a expiré ou est devenu caduc sous le régime de la présente loi ou de la loi antérieure, peut présenter une demande de renouvellement de permis au registraire.

36(2) Si l'intéressé visé au paragraphe (1) fournit au registraire la preuve

a) de son intention d'exercer la médecine dans la province,

b) de ses activités depuis la date de la suspension, de l'expiration ou de l'extinction par caducité de son permis,

c) qu'il a conservé et possède un niveau suffisant de compétence et de connaissance en médecine,

(d) as to his good standing in all jurisdictions in which he has practised medicine or osteopathy since the date of the suspension or expiry or lapsing of his licence, and

(e) that he has paid all fees or any other amounts owing to the College and such penalty as may be prescribed,

the Registrar may issue a licence to such person, and issue a specialist's licence to such person in the specialties in which he formerly held a specialist's licence.

36(3) Where the Registrar is not satisfied with the evidence presented pursuant to subsection (2), he may refer the matter to the Complaints and Registrations Committee, and shall refer it if the applicant requests in writing.

36(4) Upon a referral pursuant to subsection (3), the Complaints and Registrations Committee, in consultation with the Registrar, shall consider the eligibility of the application, and may make such inquiries or demand such further information as the Committee sees fit, and the Committee shall report its findings and recommendations to Council.

36(5) Upon the Committee reporting to Council pursuant to subsection (4), the Council may

(a) direct the Registrar to issue to the applicant a licence or specialist's licence,

(b) direct the Registrar to issue to the applicant a licence or specialist's licence subject to such conditions, limitations or restrictions as Council considers appropriate,

d) qu'il est en règle avec toutes les autorités sous lesquelles il a exercé la médecine ou l'ostéopathie depuis la date de la suspension, de l'expiration ou de l'extinction par caducité de son permis, et

e) qu'il a acquitté tous les droits et autres sommes payables au Collège, et toutes les amendes prescrites,

le registraire peut lui délivrer un permis et lui délivrer un permis de médecin spécialiste dans les spécialités pour lesquelles il était autrefois titulaire d'un permis de médecin spécialiste.

36(3) Si le registraire n’est pas satisfait des preuves qui lui ont été présentées en application du paragraphe (2), il peut soumettre la question au comité d’examen des plaintes et de l’immatriculation. Il est tenu de le faire si l’auteur de la demande l’exige par écrit.

36(4) Le comité d’examen des plaintes et de l’immatriculation saisi d’une question en application du paragraphe (3) examine l’admissibilité de la demande en consultation avec le registraire. Il peut faire les enquêtes ou exiger les précisions qu’il juge utiles, avant de présenter ses conclusions et recommandations au Conseil.

36(5) Le Conseil peut, une fois que le comité lui a remis son rapport en application du paragraphe (4),

a) ordonner au registraire de délivrer un permis ou un permis de médecin spécialiste à l’auteur de la demande,

b) ordonner au registraire de délivrer un permis ou un permis de médecin spécialiste à l’auteur de la demande sous réserve des conditions, limitations ou restrictions que le Conseil juge opportunes,

(c) adjourn further consideration of the application, pending completion of the applicant of such training, upgrading, clinical examinations or other examinations as the Council may designate, or

(d) direct the Registrar to refuse the application, where Council is not satisfied that the applicant meets the criteria set out in subsection (2).

1989, c.45, s.26.; 2009, c.?, s.20

37(1) Subject to appeal to Council, the Registrar may refuse to issue a licence or specialist's licence to any person under section 36 where it is established to the satisfaction of the Registrar that such person has been guilty of conduct for which a licence could be revoked or suspended.

37(2) The Council may refuse to direct that a licence or specialist's licence be issued to any person under section 36 where it is established to the satisfaction of Council that such person has been guilty of conduct for which a licence could be revoked or suspended.

1989, c.45, s.27

38 Every license or specialist's license issued under section 36 shall be subject to any conditions, limitations, or restrictions contained in the licenc or specialist's licence which had expired, lapsed, or been suspended under subsection 35(3), unless Council orders otherwise.

1989, c.45, s.28

c) suspendre l'étude de la demande jusqu'à ce que son auteur ait reçu la formation ou le perfectionnement, ou ait subi les examens cliniques ou autres, prescrits par le Conseil, ou

d) ordonner au registraire de refuser la demande, si le Conseil n'est pas convaincu que son auteur répond aux exigences énoncées au paragraphe (2).

1989, c.45, art.26; 1997, c.71, art.1.; 2009, c.?, art. 20

37(1) Sous réserve d'appel au Conseil, le registraire peut refuser de délivrer un permis ou un permis de médecin spécialiste sous le régime de l'article 36, s'il lui est démontré que l'intéressé a été coupable d'une conduite pouvant entraîner la révocation ou la suspension d'un permis.

37(2) Le Conseil peut refuser d'ordonner qu'un permis ou un permis de médecin spécialiste soit délivré sous le régime de l'article 36, s'il lui est démontré que l'intéressé a été coupable d'une conduite pouvant entraîner la révocation ou la suspension d'un permis.

1989, c.45, art.27; 1997, c.71, art.1.

38 Sauf ordonnance contraire du Conseil, chaque permis ou permis de médecin spécialiste délivré sous le régime de l'article 36 est soumis aux conditions, limitations et restrictions dont était assorti le permis ou le permis de médecin spécialist qui avait expiré ou était devenu caduc, ou qui avait été suspendu en vert du paragraphe 35(3).

1989, c.45, art.28

38.1(1) Where a person has obtained a licence under this *Act* by oral or written misrepresentation, the Registrar, upon receipt of evidence of the misrepresentation, shall refer the matter to the Council and, if so directed by the Council, shall cancel the licence and notify the person in writing of the cancellation.

38.1(2) A person whose licence has been cancelled pursuant to subsection (1) may request a hearing before Council.

2009, c.?, s.23

38.1(1) Lorsqu'une personne a obtenu un permis sous le régime de la présente loi au moyen d'assertions inexactes faites oralement ou par écrit, le registraire, sur réception d'une preuve de l'assertion inexacte, saisit le Conseil de l'affaire et, si celui-ci l'en ordonne, annule le permis et en avise l'intéressé par écrit.

38.1(2) La personne dont le permis a été annulé conformément au paragraphe (1) peut demander au Conseil de l'entendre.

2009, c.?, art.23

MEDICAL DIRECTORY

39 The Registrar shall cause to be published, in a manner and at times directed by Council, a directory which shall include

(a) the names of members who hold a licence; and

(b) the names and specialties of members who hold a specialist's licence.

1989, c.45, s.29.; 2009, c.?, s.23

ANNUAIRE MÉDICAL

39 Le registraire fait publier, à la fréquence et suivant les modalités définies par le Conseil, un annuaire comprenant:

a) les noms des membres qui sont titulaires d'un permis; et

b) les noms et spécialités des membres qui sont titulaires d'un permis de médecin spécialiste.

1989, c.45, art.29; 1997, c.71, art.1.; 2009, c.?, s.23

PRIVILEGES

40(1) A medical practitioner who holds a licence is, subject to any condition or limitation contained in his licence, and subject to subsection 26(5), entitled to practise medicine in the Province and to demand and recover in any court of law with full costs of suit, reasonable charges for professional services rendered, and the costs of any medicine or medical appliances rendered or supplied to any person.

PRIVILÈGES

40(1) Un médecin titulaire d'un permis a, sous réserve des conditions et limites apparaissant à son permis et des dispositions des paragraphe 26(5), le droit d'exercer la médecine dans la province, de réclamer des honoraires raisonnables pour les services professionnels rendus et de réclamer le paiement de tout médicament ou appareil médical fourni à toute personne et d'en poursuivre le recouvrement en justice avec la totalité des frais de justice.

40(2) A professional corporation which holds a licence is, subject to any condition or limitation contained in its licence, entitled to demand and recover in any court of law with full costs of suit, reasonable charges for services performed on its behalf and in its name by a medical practitioner who holds a licence, and the costs of any medicine or medical appliances rendered or supplied to any person.

40(2) Une corporation professionnelle titulaire d'un permis a, sous réserve de toute condition ou limitation apparaissant à son permis, le droit de réclamer des honoraires raisonnables pour les services rendus en son nom par un médecin titulaire d'un permis et de réclamer le paiement, de tout médicament ou appareil médical fourni à toute personne et d'en poursuivre le recouvrement en justice avec la totalité des frais de justice.

40(3) Repealed 2009, c.?, s.24.

40(3)Abrogé 2009, c.?, art.24.

40(4) The licence or specialist's licence of a member or associate member may only be surrendered by the member or associate member after notice in writing to the Council, and with the consent of Council.

40(4) Le membre ou le membre associé ne peut renoncer à son permis ou à son permis de médecin spécialiste qu'après en avoir avisé par écrit le Conseil et avoir obtenu son consentement.

40(5) A person may be struck from a register, on his initiative, only after notice in writing to the Council, and with the consent of the Council.

40(5) Quiconque désire être radié d'un registre doit d'abord en aviser par écrit le Conseil et obtenir son consentement.

40(6) Where a member or associate member ceases to be a member or associate member for any reason, or where a person ceases to be registered or licensed for any reason, such person remains subject to the jurisdiction of the College in respect of any disciplinary matter arising out of his conduct while a member or associate member, or while registered.

40(6) La personne qui cesse, pour quelque raison que ce soit, d'être membre, membre associé, immatriculée ou titulaire d'un permis demeure soumise à l'autorité du Collège pour tout ce qui a trait à des mesures disciplinaires découlant de sa conduite pendant qu'elle était membre, membre associé ou immatriculée.

1989, c. 45, s.30; 1997, c.71, s.26.; 2009, c.?, s.24.

1989, c.45, art.30. 1197, c.7, art. 26.; 2009, c.?, art. 24.

41 Repealed: 2009, c.?, s.25.

41 Abrogé: 2009, c.?, s.25.

42 Repealed: 2009, c.?, s.26.

42 Abrogé: 2009, c.?, s.26.

PROHIBITIONS

43(1) A person licensed under this Act who practices medicine in violation of any condition or limitation contained in his licence commits an offence.

43(2) A person who practices medicine

(a) while his licence is suspended or revoked, or

(b) without a licence,

commits an offence.

1989, c.45, s.33.; 2009. c.?, s.27.

44(1) A member or associate member of the College who leaves the Province and practises medicine on his return to the Province prior to providing the Registrar with a letter of good standing from all jurisdictions in which he had practised during such absence commits an offence.

44(2) Council may waive the requirements of subsection (1).

2009, c.?, s.28.

45(1) Except as provided in this Act and the regulations, no person, other than a medical practitioner who holds a licence or a professional corporation which holds a licence shall

(a) publicly or privately, for hire, gain or hope of reward, practise or offer to practise medicine;

(b) hold himself out in any way to be entitled to practise medicine; or

(c) use any title or description implying or designed to lead the public to believe that he is entitled to practise medicine.

INTERDICTIONS

43(1) Commet une infraction toute personne titulaire d'un permis en vertu de la présente loi qui exerce la médecine en violation d'une condition ou limitation apparaissant à son permis.

43(2) Commet une infraction la personne qui exerce la médecine

a) pendant que son permis est suspendu ou révoqué, ou

b) sans permis.

1989, c.45, art.33.; 2009, c. ?, art.27.

44(1) Commet une infraction tout membre ou membre associé du Collège qui quitte la province et à son retour se met à exercer la médecine avant d'avoir fourni au registraire une attestation certifiant qu'il est en règle avec les autorités sous lesquelles il a exercé durant son absence.

44(2) Le Conseil peut exempter des conditions requises au paragraphe (1).

2009, c.?, art.28.

45(1) Sauf dispositions contraires de la présente loi et des règlements, seul un médecin titulaire d'un permis ou une corporation professionnelle titulaire d'un permis peut

a) exercer ou offrir d'exercer la médecine à titre public ou privé contre salaire, rémunération ou avec l'espoir d'obtenir une récompense;

b) prétendre d'une façon quelconque avoir le droit d'exercer la médecine; ou

c) amener le public à croire qu'il a le droit d'exercer la médecine en présentant des titres ou de toute autre façon.

45(2) Except as provided in this Act and the regulations, no person, other than a Physician Assistant who holds a licence shall

(a) publicly or privately, for hire, gain, or hope of reward, practise or offer to practise as a Physician Assistant;

(b) hold himself out in any way to be entitled to practise as a Physician Assistant; or

(c) use any title or description implying or designed to lead the public to believe that he is entitled to practise as a Physician Assistant.

45(3) No person is entitled to receive a fee, reward or remuneration for

(a) professional services rendered to any person in the practise of medicine or

(b) any medicine or medical appliances supplied to any person in the practise of medicine or osteopathy,

unless licensed under this *Act* at the time the services were provided, or medicine or appliances were rendered.

1997, c.71, s.2, s.27.; 2009, c.?, s.29.

46 A person who knowingly furnishes false information in any application under this Act, or in any statement or return required to be furnished under this Act or the regulations, commits an offence.

1997, c.71, s.2.

45(2) Sauf dispositions contraires de la présente loi et des règlements, seul un adjoint au médecin titulaire d'un permis peut

a) exercer ou offrir d'exercer comme adjoint au médecin à titre public ou privé contre salaire, rémunération ou avec l'espoir d'obtenir une récompense;

b) prétendre d'une façon quelconque avoir le droit d'exercer comme adjoint au médecin; ou

c) amener le public à croire qu'il a le droit d'exercer comme adjoint au médecin en présentant des titres ou de toute autre façon.

45(3) Seules ont le droit de recevoir des honoraires, récompenses ou rémunérations

a) pour les services professionnels, rendus à toute personne à l'occasion de l'exercice de la médecine, ou

b) pour tout médicament ou appareil médical fourni à toute personne à l'occasion de l'exercice de la médecine,

les personnes qui sont titulaires d'un permis en vertu de la présente loi au moment de la prestation des services ou de la fourniture des médicaments ou appareils médicaux.

1989, c.45, art.34; 1997, c.71, art.2.; 2009, c. ?, art.29.

46 Commet une infraction quiconque fournit sciemment de faux renseignements dans une demande présentée en vertu de la présente loi, dans toute déclaration ou dans tout rapport exigé par la présente loi ou les règlements.

1997, c.71, art.2.

47 No person or persons shall trade or carry on business within New Brunswick under any name or title containing the words "Professional Corporation" or "Corporation Professionnelle" or the abbreviations "P.C.", or "C.P." unless that person or those persons are duly incorporated as a corporation and the corporation holds a licence, or unless otherwise expressly authorized by statute, and every person so trading or carrying on business commits an offence.

47 Seuls peuvent se livrer à une activité commerciale au Nouveau-Brunswick ou l'exercer sous un nom ou titre contenant les mots, «*Professional Corporation*» ou «Corporation professionnelle» ou l'abréviation, «P.C.» ou «C.P.», la ou les personnes régulièrement constituées en corporation dont la corporation est titulaire d'un permis ou la ou les personnes qui y sont expressément autorisées par la loi, et toute autre personne qui se livre à une telle activité ou l'exerce sous ce nom ou titre commet une infraction.

48 No shareholder of a professional corporation shall enter into a voting trust agreement, proxy or any other type of agreement vesting in a person who is not a member, the authority to exercise the voting rights attached to any or all of his shares, and every shareholder who does so commits an offence.

48 Tout actionnaire d'une corporation professionnelle qui passe un accord de vote, de vote par procuration ou tout autre genre d'accord visant à investir une personne qui n'est pas membre, de l'autorité d'exercer les droits de vote que lui confèrent une ou toute ses actions, commet une infraction.

48.1 A person who is engaged in a program of pre-registration physician training or a post-graduate physician training in the Province and who is not registered in the Medical Education Register, commits an offence.

48.1 Commet une infraction quiconque suit un programme d'internat préparatoire à l'immatriculation ou le programme d'internat supérieur dans la province et n'est pas inscrit au registre d'enseignement médical.

1989, c.45, art.35.

49(1) No prosecution for an offence under this Act or the regulations shall be commenced after two years from the date when the offence is alleged to have been committed.

49(1) Les poursuites relatives à une infraction en vertu de la présente loi et des règlements sont prescrites après un délai de deux ans à compter de la date de commission de l'infraction alléguée.

49(1.1) Subsection (1) hereof does not apply to any disciplinary proceeding pursuant to this Act.

49(1.1) Le paragraphe (1) du présent article ne s’applique pas aux procédures disciplinaires engagées sous le régime de la présente loi.

49(2) In any prosecution for an offence under this Act or the regulations, the onus of proof that a person accused of an offence has the right to practise medicine or that he comes within any of the exemptions provided by this Act, is on the person accused.

49(2) Dans toute poursuite relative à une infraction en vertu de la présente loi et des règlements, il incombe à la personne accusée de l'infraction de prouver qu'elle a le droit d'exercer la médecine ou qu'elle bénéficie des exemptions de la présente loi.

49(3) Where a violation of any provision of this Act or the regulations continues for more than one day, the offender is guilty of a separate offence for each day that the violation continues.

49(3) Quiconque enfreint une disposition de la présente loi et des règlements est coupable d'une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels l'infraction se poursuit.

49(4) For the purposes of this Act, proof of the performance of one act in the practice of medicine on one occasion is sufficient to establish that a person has engaged in the practice of medicine.

49(4) Pour l'application de la présente loi, il suffit de démontrer l'accomplissement d'un seul acte, à une seule occasion, dans l'exercice de la médecine pour prouver qu'une personne a exercé la médecine.

1989, c.45, s.36; 1997, c.71, s.2.; 2009, c.?, s.30.

1989, c.45, art.36; 1997, c.71, art.2.; 2009, c.?, art. 30.

50(1) A person who violates

(a) any provision of this Act,

(b) any provision of a regulation enacted under paragraphs 7(2) (q), (r), (s), or

(c) any provision of a regulation enacted under paragraphs 30(2)(e), 31(2)(a), or 31(2)(c)

commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

50(1) Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement maximale de six mois, ou des deux peines à la fois, quiconque enfreint:

a) toute disposition de la présente loi;

b) une disposition d'un règlement établi en vertu des alinéas 7(2)q), r) ou s), ou

c) une disposition d'un règlement établi en vertu des alinéas 30(2)e), 31(2)a) ou 31(2)c),

50(2) Any professional corporation, or any member, associate member, former member or former associate member who violates any provision of this Act or the regulations under this Act commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

50(2) Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement maximale de six mois, ou des deux peines à la fois, toute corporation professionnelle ou tout membre, membre associé, ancien membre ou ancien membre associé qui enfreint une disposition de la présente loi ou une disposition des règlements établis sous son régime.

50(3) All fees, fines and penalties payable under this Act belong to the College.

50(4) Any information to be laid pursuant to this Act may be laid by the Registrar of the College or any member of the College authorized by Council.

1989, c.45, s.37; 1997, c.71, s.2.

50(3) Toute somme payable sous le régime de la présente loi à titre de droits, d'amendes ou de sanctions est dévolue au Collège.

50(4) Toute dénonciation faite en application de la présente loi peut être déposée par le registraire du Collège ou par tout membre du Collège mandaté par le Conseil.

1989, c.45, art.37; 1997, c.71, art.2.

EXEMPTIONS

51 Nothing in this Act applies to or prevents

(a) a physician or surgeon entitled to practise medicine in any other province or country, from consulting in New Brunswick with a medical practitioner who holds a licence;

(b) the practise of a physician, surgeon or Physician Assistant employed by the Government of Canada in course of his employment by that Government;

(c) the domestic administration of family remedies;

(d) the furnishing of first aid or emergency assistance in the case of emergency, if such aid or assistance is given without hire, gain, or hope of reward;

(e) the manufacture, fitting or selling of artificial limbs, or similar appliances;

(f) a person from carrying on any occupation, calling, or profession authorized by an Act of the Province.

1989, c.45, s.38; 1997, c.71, s.28; 1998, c.58, s.4.; 2009, c. ?, s.31.

EXEMPTIONS

51 Rien dans la présente loi n'empêche

a) un médecin ou un chirurgien habilité à exercer la médecine dans une autre province ou un autre pays à donner une consultation au Nouveau-Brunswick à la demande d'un médecin titulaire d'un permis;

b) un médecin, un chirurgien ou un adjoint au médecin employé par le Gouvernement du Canada d'exercer dans le cadre de son emploi pour ce gouvernement;

c) l'administration domestique de médicaments familiaux;

d) l'administration des premiers soins ou d'assistance en cas d'urgence si ces premiers soins ou cette assistance sont prodigués sans salaire, gain ou espoir de récompense;

e) la fabrication, l'ajustement ou la vente de membres artificiels ou d'appareils semblables; ou

f) une personne d'exercer un métier ou une profession autorisés par une loi de la province.

1989, c.45, s.38; 1997, c.71, art.28; 1998, c.58, s.4, 2009, c.?, art.31.

52(1) Council may permit a member of a visiting force as defined in the *Visiting Forces Act*, R,S.C. 1985, chapter V-2, who is authorized to practise medicine with such force, to practise medicine in the course of his employment with that force.

52(2) A person who receives permission to practise medicine under subsection (1) is authorized to practise medicine among members of the force of which he is a member for such period as may be designated by Council.

52(3) No fee shall be charged by the Council for the granting of permission under subsection (1).

52(4) Every person who has received permission to practise medicine under section 28 of the previous Act is entitled to practise medicine under subsection (1).

1989, c.45, s.39.

52(1) Le Conseil peut permettre à un membre d'une force étrangère présente au Canada telle que définie dans la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada* L.R.C. de 1985, chapitre V-2, qui est autorisé à exercer la médecine dans cette force de l'y exercer dans le cadre de son emploi.

52(2) Une personne qui reçoit la permission d'exercer la médecine en vertu du paragraphe (1), est autorisée à exercer la médecine parmi les membres de la force dont il est membre pour la période que peut désigner le Conseil.

52(3) Le Conseil ne perçoit aucun droit lors de l'octroi de la permission visée au paragraphe (1).

52(4) Les personnes qui ont reçu la permission d'exercer la médecine en vertu de l'article 28 de la loi antérieure sont habilitées à exercer la médecine en vertu du paragraphe (1).

1989, c.45, art.39.

PATIENT RECORDS

52.1(1) In this section,

"Court" means The Court of Queen's Bench of New Brunswick;

"patient records" includes all documents, charts, laboratory specimens, x-rays, photographic film, or any other form of record including video and sound recordings, and information recorded or stored by means of any device, including the device or equipment used to store or record the information relating to the patients of a member or associate member including financial and accounting records.

DOSSIERS MÉDICAUX

52.1(1) Dans le présent article,

«Cour» s'entend de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick;

« dossiers médicaux » désigne l'ensemble de la documentation relative aux patients d'un membre ou d'un membre associé, y compris les documents, graphiques, spécimens de laboratoire, rayons X et pellicules photographiques, conservés sous quelque forme que ce soit, y compris par enregistrement vidéo ou sonore, ainsi que les données consignées ou préservées au moyen de tout appareil, y compris les

appareils et équipements servant à préserver ou consigner les données, et vise également les documents financiers et comptables.

52.1(2) Where

(a) a member or associate member

(i) dies, disappears, is incarcerated, leaves the Province, or surrenders his licence or specialist's licence,

(ii) is struck off a register or is the subject of suspension of licence or specialist's licence,

(iii) has been found to be an incapacitated or unfit member, or

(iv) neglects the practice of medicine, and

(b) adequate provision has not been made for the protection for his patients' interests,

the College may, on Preliminary Motion, with or without notice as the Court directs, request the Court to appoint a Custodian to take possession of the patient records for the member or associate member.

52.1(2) Le Collège peut, par voie de motion préliminaire précédée ou non d'un préavis selon ce qu'ordonne la Cour, demander à celle-ci de nommer un curateur chargé de prendre possession des dossiers médicaux d'un membre ou d'un membre associé lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:

a) le membre ou le membre associé en question

(i) est décédé, a disparu, est en prison, a quitté la province ou a renoncé à son permis ou à son permis de médecin spécialiste,

(ii) a été radié d'un des registres ou s'est fait suspendre son permis ou son permis de médecin,

(iii) a été déclaré frappé d'incapacité ou inapte, ou

(iv) néglige l'exercice de sa profession de médecin;

b) les dispositions voulues n'ont pas été prises pour protéger les intérêts de ses patients.

52.1(3) A Custodian appointed under subsection (2) shall:

(a) hold, protect and properly dispose of all patient records taken into custody; and

52.1(3) Le curateur nommé en vertu du paragraphe (2)

a) conserve et protège tous les dossiers médicaux saisis et en dispose ainsi qu'il convient; et

(b) distribute the patient records, as may be appropriate, to the physicians of the patients concerned, the duly appointed representatives of the patients, or the patients themselves.

52.1(4) In an Order made under subsection (2), or in a subsequent Order made on the application of the College or the Custodian, with or without notice as the Court directs, the Court may:

(a) authorize the Custodian to employ professional assistance to carry out his duties;

(b) direct any Sheriff to seize, remove and place in the possession of the Custodian patient records;

(c) where there are reasonable grounds to believe that any patient records may be found in any premises, safety deposit box, or other receptacle, direct the Sheriff to enter the premises or open the safety deposit box or other receptacle;

(d) direct the owner of any premises, or person in possession of any premises, or any bank or other depository of patient records to deal with, hold, deliver, or dispose of such patient records as the Court directs;

(e) give directions to the Custodian as to the disposition of patient records;

(f) make provision for the remuneration, disbursements and indemnification of the Custodian in the course of his duties;

b) distribue les dossiers médicaux aux médecins des patients concernés, aux représentants dûment désignés des patients concernés ou aux patients eux-mêmes, selon ce qui convient.

52.1(4) Dans l'ordonnance qu'elle rend en vertu du paragraphe (2) ou dans toute ordonnance qu'elle rend ultérieurement en réponse à une demande du Collège ou du curateur qui a été faite avec ou sans préavis, selon ce que la Cour en a décidé, celle-ci peut:

a) autoriser le curateur à acheter les services professionnels dont il a besoin pour s'acquitter de ses fonctions;

b) ordonner à tout shérif de saisir et d'emporter les dossiers médicaux, et de les remettre au curateur;

c) ordonner au shérif d'entrer dans tout lieu ou d'ouvrir tout coffret de sûreté ou autre contenant, si des motifs raisonnables font croire que des dossiers médicaux s'y trouvent;

d) ordonner au propriétaire ou à l'occupant de tout lieu, à une banque ou à tout autre dépositaire de dossiers médicaux de les conserver, de les remettre ou d'en disposer suivant les directives qu'elle donne;

e) donner des directives au curateur quant à la destination à donner aux dossiers médicaux;

f) pourvoir à la rémunération, au remboursement des dépenses et à l'indemnisation du curateur dans le cadre de ses fonctions;

(g) make provision for the discharge of a Custodian either before or after completion of the responsibilities imposed upon by any Order made under this section; and

g) prévoir les dispositions nécessaires pour donner quitus au curateur avant ou après l'accomplissement de la mission dont elle l'avait chargé aux termes d'une ordonnance rendue en vertu du présent article; et

(h) give such further directions as the Court considers are required in the circumstances.

h) donner toute autre directive qu'elle estime nécessaire en l'espèce.

52.1(5) The Custodian may give such notice in writing to patients, physicians, or the general public, as may be appropriate, that the Custodian has possession of the patient records of a member or associate member.

52.1(5) Le curateur peut, par écrit, aviser les patients, les médecins ou le public, selon ce qui convient, qu'il est en possession des dossiers médicaux d'un membre ou d'un membre associé.

52.1(6) The Custodian shall be under no obligation to maintain copies of any patient records distributed in accordance with paragraph (3)(b), and the written acknowledgement of receipt of records by the physician of the patient concerned, the duly appointed representative of the patient concerned, or the patient himself, shall discharge the Custodian of his responsibilities in respect of those records.

52.1(6) Le curateur n'est tenu en aucun cas de conserver des copies des dossiers médicaux distribués conformément à l'article (3)b). Dès le moment où le médecin du patient concerné, le représentant dûment désigné du patient concerné ou le patient lui-même accuse réception des dossiers par écrit, le curateur se trouve déchargé de toute responsabilité à l'égard de ces dossiers.

52.1(7) Subject to any Order of the Court, when the Custodian has distributed all patient records, or where one year has passed from the date of the Court Order appointing the Custodian, whichever is the earlier date, the Custodian shall report to the Council of the College, which may discharge the Custodian, or make any Order it deems appropriate regarding any patient records remaining in the hands of the Custodian, and the Custodian's compliance with the Order of the Council shall discharge the Custodian, in respect of those patient records affected.

52.1(7) Sous réserve d'une ordonnance de la Cour, lorsque le curateur a fini de distribuer tous les dossiers médicaux ou un an après la date de sa nomination par la Cour, selon ce qui survient d'abord, le curateur fait rapport au Conseil du Collège, qui peut lui donner quitus ou ordonner toute mesure jugée opportune quant à la manière de disposer des dossiers médicaux restants. Le curateur est déchargé de toute responsabilité à l'égard de ces dossiers dès le moment où il s'est conformé à l'ordonnance du Conseil.

52.1(8) The Court, upon the application of the College made either *ex parte* or on such notice as the Court directs, may remove a Custodian from office, and, if deemed

52.1(8) Si le Collège en fait la demande soit *ex parte*, soit sur préavis prescrit par la Cour, celle-ci peut démettre le curateur de ses fonctions, nommer, si elle le juge utile,

expedient, appoint another Custodian in his place, and may include in such Order such further directions as are required in the circumstances.

un curateur pour le remplacer, et donner toute autre directive qui s'impose en l'espèce.

52.1(9) A member or associate member in respect of whom an Order has been made under this section may, after giving notice to the College and to the Custodian, apply to the Court to vary or set aside an Order made under this section and to direct the Custodian to place all or part of the patient records back into the possession of the member or associate member upon such terms as may be just.

52.1(9) Le membre ou le membre associé qui a fait l'objet d'une ordonnance rendue en application du présent article peut, sur préavis au Collège et au curateur, demander à la Cour de modifier ou d'annuler toute ordonnance ainsi rendue et d'enjoindre au curateur de lui remettre tout ou partie des dossiers médicaux aux conditions estimées justes.

52.1(10) The court may give directions as to service of any notice required or Order made under this section.

52.1(10) La Cour peut donner des directives quant à la signification des préavis et des ordonnances prévus au présent article.

52.1(11) No action for damages lies against the College, the Council, or any committee, member, officer or employee of the College for anything done or omitted to be done in good faith under this section, or against a Custodian or any other person acting in good faith pursuant to this section or any Order issued under this section.

52.1(11) Nulle poursuite en dommages-intérêts ne peut être intentée soit contre le Collège, le Conseil ou un comité, un membre, un dirigeant ou un employé du Collège pour un acte commis ou omis de bonne foi dans l'application du présent article, soit contre le curateur ou toute autre personne agissant de bonne foi dans l'application du présent article ou dans l'exécution d'une ordonnance rendue sous son régime.

52.1(12) This section applies with all necessary modifications to former members and former associate members of the College.

52.1(12) Le présent article s'applique, avec les modifications qui s'imposent, aux anciens membres et aux anciens membres associés du Collège.

1989, c.45, s.40; 1997, c.71, s.29.; 2009, c.?, s.32.

1989, c.45, art.40; 1997, c.71, art.29.; 2009, c.?, s.32.

FAILURE TO REPORT

DÉFAUT DE SIGNALEMENT

52.2(1) If a member or associate member, in the course of the practice of medicine, has reasonable grounds to believe that another health professional has sexually abused a patient or client of the health professional, the member or the associate

52.2(1) Le membre ou le membre associé qui, pendant qu'il se livre à l'exercice de la médecine, a des motifs raisonnables de croire qu'un autre professionnel de la santé a abusé sexuellement d'un patient ou d'un client de ce professionnel, du membre ou du

member, the member or associate member shall file a report in writing with the governing body of the health professional within 21 days after the circumstances that gave rise to the reasonable grounds for the belief.

membre associé est tenu de le signaler par écrit auprès de l'organisme de contrôle du professionnel de la santé dans les vingt et un jours après la survenance des circonstances qui ont suscité ses soupçons.

52.2(2) A member or associate member is not required to file a report pursuant to subsection (1) if the member does not know the name of the health professional who would be the subject of the report.

52.2(2) Le membre ou le membre associé n'est pas tenu de signaler un abus sexuel en application du paragraphe (1) s'il ignore le nom du professionnel de la santé concerné.

52.2(3) A report filed pursuant to subsection (1) shall contain the following information:

(a) the name of the member or associate member filing the report;

(b) the name of the health professional who is the subject of the report;

(c) information which the member or associate member has of the alleged sexual abuse; and

(d) subject to subsection (4), if the grounds for the member or associate member filing the report are with respect to a patient or client of the health professional who is the subject of the report, the name of the patient or client.

52.2(3) Le signalement visé au paragraphe (1) contient les renseignements suivants :

a) le nom du membre ou du membre associé auteur du signalement;

b) le nom du professionnel de la santé concerné;

c) les renseignements que le membre ou le membre associé possède au sujet du prétendu abus sexuel;

d) sous réserve du paragraphe (4), le nom du patient ou du client, si les motifs du signalement se rapportent à un patient ou à un client du professionnel de la santé concerné.

52.2(4) The name of a client or patient of a health professional who may have been sexually abused by the health professional shall not be included in a report filed pursuant to subsection (1) unless the client or the patient or, if the client or the patient is incapable, the client's or the patient's representative, consents in writing to the inclusion of the client's or patient's name in the report.

52.2(4) N'est pas indiqué dans le signalement visé au paragraphe (1) le nom du client ou du patient d'un professionnel de la santé qui aurait été victime d'un abus sexuel commis par ce dernier, à moins que le client ou le patient lui-même, ou, s'il en est incapable, son représentant n'y consente par écrit.

52.2(5) If a member or associate member is required to file a report under subsection (1) because of information obtained from the member's or associate member's patient,

52.2(5) Si le membre se voit tenu de signaler un abus sexuel en application du paragraphe (1) à cause de renseignements obtenus de son patient, il fera du mieux qu'il

the member or associate member shall use their best efforts to advise the patient of their obligation prior to filing the report.

pourra, avant de signaler l'abus, pour lui faire comprendre qu'il est obligé d'agir ainsi.

52.2(6) In this section, the definition of "sexual abuse", with the necessary modifications, applies in determining whether another health professional may have sexually abused a patient or client.

52.2(6) Dans le présent article, la définition «abus sexuel» s'applique, avec les modifications qui s'imposent, pour déterminer si un autre professionnel de la santé a abusé sexuellement d'un patient ou d'un client.

1997, c.71, s.30.; 2009, c.?, s.34

1997, c.71, art.30.; 2009, c.?, art.34

52.3(1**)** If a member or associate member has information concerning another member, associate member, or former member, from whatever source which suggests, if the information is true, that the other member, associate member, or former member, may be guilty of professional misconduct under this Act or the regulations, or may be incapacitated or unfit to practise under this Act or the regulations, the member or associate member shall report such information to the Registrar without delay.

52.3(1) Le membre ou le membre associé qui a des renseignements au sujet d'un autre membre, membre associé ou ancien membre, quelle qu'en soit la source, qui laissent entendre, s'ils sont vrais, que cet autre membre, membre associé ou ancien membre serait coupable d'une faute professionnelle, frappé d'incapacité ou inapte à exercer au regard de la présente loi ou des règlements doit en faire part sans délai au registraire.

52.3(2) This section does not apply to information received through an assessment conducted pursuant to section 62.1.

52.3(2) Le présent article ne s'applique pas à des renseignements reçus dans le cadre d'une évaluation effectuée sous le régime de l'article 62.1.

52.4(1) Following any action taken against a member or an associate member by any other licensing authority, by any healthcare institution, by any professional association, by any governmental agency, by any law enforcement agency, or by any court, for any act or conduct which could constitute professional misconduct under this Act or the regulations, or for any act or conduct which could lead to a finding under this Act or the regulations that the member or associate member is incapacitated or unfit to practise, the member or associate member shall report information regarding such action to the Registrar without delay**.**

52.4(1) Le membre ou le membre associé qui fait l'objet de mesures de la part d'un autre organisme habilitant, d'un établissement de soins de santé, d'un ordre professionnel, d'un organisme gouvernemental, d'un organisme d'application de la loi ou d'un tribunal judiciaire pour des actes ou une conduite susceptibles de constituer une faute professionnelle au regard de la présente loi ou des règlements ou qui pourraient permettre de conclure qu'il est, aux yeux de la présente loi ou des règlements, frappé d'incapacité ou inapte à exercer doit en faire part sans délai au registraire.

52.4 (2) Following the commencement of any proceedings concerning or related to a member's or associate member's provision of medical services, the member or associate member shall report information regarding such action to the Registrar without delay.

2009, c.?, s.35.

52.4(2**)** Le membre ou le membre associé qui fait l'objet d'une procédure quelconque relativement à la prestation de services médicaux doit en faire part sans délai, dès l'introduction de l'instance, au registraire.

2009, c.?, s.35.

INJUNCTION

53(1) Where a member or associate member does or attempts to do anything contrary to the provisions of this Act or any regulation passed under the authority of this Act, the doing of such thing may be restrained by an injunction of The Court of Queen's Bench of New Brunswick at the instance of the Council.

53(2) Where a person other than a member or associate member does or attempts to do anything contrary to the provisions of this Act, the doing of such thing may be restrained by an injunction of The Court of Queen's Bench of New Brunswick at the instance of the Council.

1997, c.71, s.2.

INJONCTION

53(1) Lorsqu'un membre ou membre associé fait ou tente de faire quoi que ce soit de contraire aux dispositions de la présente loi ou de tout règlement établi sous son régime, la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, à la requête du Conseil, peut s'y opposer par voie d'injonction.

53(2) Lorsqu'une personne autre qu'un membre ou un membre associé fait ou tente de faire quoi que ce soit de contraire aux dispositions de la présente loi, la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brusnwick, à la requête du Conseil, peut s'y opposer par voie d'injonction.

1997, c.71, art.2.

DISCIPLINE

54(1) The College and the member or associate member whose conduct or fitness to practise is being investigated have the right to be represented by counsel on an inquiry by a Board of Inquiry, and on the hearing of any appeal.

54(2) For the purposes of this section, "Counsel" means a member in good standing of the Law Society of New Brunswick.

1989, c.45, s.41.; 2009, c.?, s.36.

DISCIPLINE

54(1) Le Collège et le membre ou le membre associé dont la conduite ou l'aptitude à exercer fait l'objet d'une enquête ont le droit de se faire représenter par un avocat, lors de l'enquête par une commission d'enquête et à l'audition de tout appel.

54(2) Aux fins du présent article, « avocat » désigne un membre en règle du Barreau du Nouveau-Brunswick.

1989, c.45, art.41, 2009, c.?, art.36.

55(1) The College, Council, Complaints and Registration Committee, Review Committee or Board of Inquiry may employ, at the expense of the College, such legal or other assistance as they consider necessary for the purposes of carrying out any inquiry by the Complaints and Registration Committee, Review Committee or a Board of Inquiry.

55(1) Le Collège, le Conseil, le comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, le comité de révision ou la commission d'enquête peuvent acheter, aux frais du Collège, tous les services juridiques ou autres qu'ils estiment nécessaires en vue d'exécuter toute enquête menée par le comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, le comité de révision ou la commission d'enquête.

55(2) A judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick may, on the application of the College, the Council, the Registrar, the Complaints and Registration Committee, the Review Committee, a Board of Inquiry, a witness or any person having an interest in the proceedings other than a member or associate member under investigation, make an order directing that the identity of any person or witness, and any evidence that could disclose the identity of a person or witness, not to be published in any document or be broadcast in any manner.

55(2) Un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut, à la demande du Collège, du Conseil, du registraire, du comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, du comité de révision, d'une commission d'enquête, d'un témoin ou de toute personne concernée par la procédure autre que le membre ou le membre associé faisant l'objet de l'enquête, interdire que l'identité d'une personne ou d'un témoin de même que toute preuve permettant de les identifier ne puissent être publiées ou diffusées d'aucune façon.

1997, c.71, s.31.; 2009, c.?, s.37.

1997, c.71, art.31.; 2009, c.?, art.37.

55.1 Every person involved in the administration of this Part, and any member of the Council, a Board of Inquiry, or a committee of Council or the College, shall maintain confidentiality with respect to all information that comes to his knowledge regarding patients, and with respect to all matters that come to his knowledge relating to a peer assessment pursuant to section 62.1 except,

55.1 Toute personne participant à l'application de la présente partie et tout membre du Conseil, d'une commission d'enquête ou d'un comité du Conseil ou du Collège est tenu de respecter le caractère confidentiel de l'information qu'il ou elle reçoit au sujet des patients ou relativement à une évaluation collégiale effectuée sous le régime de l'article 62.1, sauf :

(a) in connection with the administration of this Part, and the regulations or proceedings thereunder;

a) pour l'application de la présente partie et des règlements et procédures régis par elle;

(b) to one's own legal counsel;

b) dans des communications avec son propre avocat;

(c) as otherwise required by law; or

c) si la loi l'exige;

(d) with the consent of the person to whom the information relates; or

(e) as may be authorized by the Council or the Registrar if disclosure is considered to be in the public interest.

1989, c.45, s.43, 1997, c.71, s.2, s.32.; 2009, c,?, s.38.

d) avec le consentement de l'intéressé; ou

e) avec l'autorisation du Conseil ou du registraire, donnée au nom de l'intérêt public.

1989, c.45, art.43; 1997, c.71, art.2, art.32.; 2009, c.?, s.38.

INVESTIGATIONS

55.2(1) The Registrar, with the approval of the President of the College or the Executive Committee, or the Complaints and Registration Committee, may appoint one or more investigators to assist them in their investigation to determine if a member or associate member has committed an act of professional misconduct or the member or associate member is unfit to practise.

55.2(2) An investigator appointed under subsection (1) may at any reasonable time, and upon producing proof of his or her appointment, enter and inspect the business premises of a member or associate member and examine anything found there that the investigator has reason to believe will provide evidence in respect of the matter being investigated.

55.2(3) Subsection (2) applies notwithstanding any provision in any Act relating to the confidentiality of health records.

55.2(4) No person shall obstruct, or cause to be obstructed, an investigator while the investigator is performing his or her duties under this Part.

55.2(5) No person shall withhold, conceal or destroy, or cause to be withheld, concealed or destroyed, anything that is relevant to an investigation under this Part.

1997, c.71 , s.33.;2009, c.?, s.39, s.40.

ENQUÊTES

55.2(1) Le registraire peut, moyennant l'approbation du président du Collège, du Comité de direction ou du comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés de les assister dans toute enquête visant à déterminer si un membre ou un membre associé a commis une faute professionnelle ou s'il est inapte à exercer.

55.2(2) Tout enquêteur nommé en vertu du paragraphe (1) peut, à tout moment raisonnable et après avoir produit une preuve de sa nomination, entrer dans les locaux professionnels d'un membre ou d'un membre associé, inspecter les lieux et y examiner toute chose dont il a raison de croire qu'elle servira de moyen de preuve dans l'enquête..

55.2(3) Le paragraphe (2) s’applique malgré toute disposition légale relative à la confidentialité des dossiers médicaux.

55.2(4) Il est interdit à quiconque d’entraver le travail d’un enquêteur ou de permettre qu’il soit fait entrave à l’exercice de ses fonctions prévues par la présente partie.

55.2(5) Il est interdit à quiconque de dissimuler, de cacher ou de détruire, ou de permettre que soit dissimulée, cachée ou détruite, toute chose utile à une enquête menée en vertu de la présente partie.

1997, c.71 , s.33.; 2009, c.?, s.39, art.40.

55.3(1) A judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick may, upon the *ex parte* application of the College, issue a warrant authorizing an investigator to enter and search a place, examine and seize and remove anything that is relevant to the investigation, if the judge is satisfied that the investigator has been properly appointed and there are reasonable grounds for believing that

(a) the member or associate member being investigated has committed an act of professional misconduct, is incompetent or incapacitated, and

(b) there is something relevant to the investigation at that place.

55.3(2) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter the place by force.

55.3(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1), shall produce his or her identification and a copy of the warrant, upon request, to any person at that place.

55.3(4) A person conducting an entry or search under this Part who finds anything not described in the warrant that the person believes on reasonable grounds will provide evidence in respect of the matter being investigated, may seize and remove that thing.

1997, c.71 , s.33.; 2009, c.?, s.41.

55.4(1) An investigator may copy, at the expense of the College, a document that the investigator may examine under subsection 55.2(2) or under the authority of a warrant under subsection 55.3(1).

55.3(1) Un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut, à la demande ex parte du Collège, délivrer un mandat autorisant un enquêteur à perquisitionner dans un local et à y examiner, saisir et emporter toute chose utile à l'enquête, s'il est convaincu que l'enquêteur a été régulièrement nommé et que des motifs raisonnables permettent de croire:

a) que le membre ou le membre associé qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle, est incompétent ou est incapable; et

b) que quelque chose d'utile à l'enquête se trouve dans ce local.

55.3(2) L'enquêteur perquisiteur habilité par un mandat délivré en vertu du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et entrer dans les lieux par la force.

55.3(3) L'enquêteur perquisiteur habilité par un mandat délivré en vertu du paragraphe (1) doit, sur demande, présenter une pièce d'identité et une copie du mandat à toute personne qui se trouve dans les lieux.

55.3(4) La personne effectuant une perquisition en vertu de la présente partie qui découvre une chose non indiquée dans le mandat mais dont elle a des motifs raisonnables de croire qu'elle servira de moyen de preuve dans l'enquête peut s'en saisir et l'emporter.

1997, c.71 , s.33.; 2009, c.?, s.41.

55.4(1) L'enquêteur peut, aux frais du Collège, copier tout document qu'il est autorisé à examiner soit en vertu du paragraphe 55.2(2), soit par mandat délivré en vertu du paragraphe 55.3(1).

55.4(2) An investigator may remove a document referred to in subsection (1) if it is not practicable to copy it in the place where it is examined or a copy is not sufficient for the purposes of the investigation, and may remove any object relevant to the investigation and shall provide the person in whose possession it was with a receipt for the document or object.

55.4(2) L'enquêteur peut emporter tout document visé au paragraphe (1), s'il n'est pas pratique de le copier à l'endroit où il a été examiné ou si une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête, ainsi que tout objet utile à l'enquête, et remet un reçu à la personne qui avait la possession du document ou de l'objet.

55.4(3) An investigator, where a copy can be made, shall return a document removed under subsection (2) within a reasonable time.

55.4(3) Lorsqu'une copie peut être faite, l'enquêteur retourne le document emporté en vertu du paragraphe (2) dans un délai raisonnable.

55.4(4) A copy of a document certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document itself.

55.4(4) Dans toute procédure, la copie d'un document certifiée conforme par l'enquêteur est admise en preuve tout comme l'est le document lui-même et sa valeur probante est la même.

55.4(5) In this section, "document" means a record of information in any form and includes any part of it.

55.4(5) Dans le présent article, «document» s'entend de tout enregistrement d'information, et de toute partie d'un enregistrement, quelle qu'en soit la forme.

1997, c.71, s.33.

1997, c.71, s.33.

55.5 An investigator shall report the results of the investigation in writing to the Registrar and the Registrar shall report the results to the Complaints and Registration Committee.

55.5 L'enquêteur fait rapport par écrit au registraire des résultats d'une enquête et le registraire fait rapport au comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation des résultats.

1997, c.71, s.33.

1997, c.71, art.33.

55.6(1) The Registrar, or his delegate, after giving written notice to the administration of the Regional Health Authority, may, for purposes of investigating the medical care provided to a patient by a physician,

a) inspect and receive information from the medical records, or from notes, charts, and other material relating to patient care, reproduce and retain copies thereof; and

55.6(1) Sur préavis écrit à l'administration de la régie régionale de la santé, le registraire ou son délégué peut, pour faire enquête sur les soins médicaux qu'un médecin a fournis à un patient,

a) examiner les dossiers médicaux ou les notes, graphiques et autres matériaux relatifs aux soins donnés au patient, recueillir des renseignements sur eux, les reproduire et en prendre copie; et

b) interview hospital staff and medical staff with respect to the admission, treatment, care, conduct and control and discharge of patients, or any class of patients and the general management of the hospital insofar as it relates to the hospitalization of the patient or patients whose care and treatment are being investigated by the College.

55.7(1) If the Registrar, or his delegate, wishes to interview a member of the hospital staff or medical staff, the Registrar, or his delegate, as the case requires, shall give written notice to the administration of the Regional Health Authority of the subject matter of the interview and the identity, if known, of the person to be interviewed.

55.7(2) The administration of the Regional Health Authority who receives written notice under subsection (1) shall forthwith give written notice to each person who may be interviewed of the subject matter of the interview.

2009, c.?, s.42.

56 A member or associate member may be found to be guilty of professional misconduct if

(a) he has pleaded guilty to an offence, or has been found guilty by a court of competent jurisdiction of an offence which, in the opinion of the Complaints and Registration Committee, the Review Committee, a Board of Inquiry or Council, relates to his suitability to practise medicine, notwithstanding that the member or associate member has been granted an absolute discharge or conditional discharge under the *Criminal Code*, R.S.C. 1985, chapter C-46, the *Food and Drugs Act*, R.S.C. 1985, chapter F-27, or the *Controlled Drugs and Substances Act,* S.C. 1996, chapter 19;

b) interroger le personnel hospitalier et le personnel médical relativement à l'admission, au traitement, à la prise en charge, à la surveillance et au renvoi des patients et aux soins qu'ils ont reçus, ainsi que la direction générale de l'hôpital en ce qui concerne l'hospitalisation du patient ou des patients objets des soins et du traitement sur lesquels le Collège fait enquête.

55.7(1) S'il souhaite interroger un membre du personnel hospitalier ou du personnel médical, le registraire ou son délégué informe d'abord l'administration de la régie régionale de la santé par écrit de l'objet de l'entrevue et de l'identité, si elle est connue, de la personne interrogée.

55.7(2) Sur réception de l'avis écrit prévu au paragraphe (1), l'administration de la régie régionale de la santé informe immédiatement chaque personne susceptible d'être interrogée de l'objet de l'entrevue.

2009, c.?, art.2.

56 Un membre ou un membre associé peut être déclaré coupable d'une faute professionnelle,

a) même s'il a reçu une absolution inconditionnelle ou sous condition en vertu du *Code criminel*, L.R.C. de 1985, chapitre C-46, de la *Loi sur les aliments et drogues,* L.R.C. de 1985, chapitre F-27, ou de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances,* L.R.C. de 1996, chapitre C-19, s'il a plaidé coupable à une infraction, ou si un tribunal compétent l'a déclaré coupable d'une infraction qui, de l'opinion du comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, du comité de révision, de la commission d'enquête ou du Conseil, se rapporte à son aptitude à exercer la médecine;

(b) his rights or privileges under the *Food and Drugs Act,* R.S.C. 1985, chapter F-27, the *Controlled Drugs and Substances Act* S.C. 1996, chapter 19, or the regulations under such Act, have been restricted or withdrawn; or

(c) he has committed a breach of any provision of this Act or the regulations.

1985, c.76, s.1; 1989, c.45, s.44; 1997, c.71, s.2, s.34; 1998, c.58, s.5.; 2009, c.?, S.43.

56.1(1) Council or the Executive Committee may, without notice, direct the Registrar to suspend or impose conditions or restrictions on a member's or associate member's licence if it is of the opinion that such action is necessary in the public interest.

56.1(2) If a direction has been given under subsection (1), Council or the Executive Committee shall

(a) refer the matter immediately to the Complaints and Registration Committee, the Review Committee, or a Board of Inquiry;

(b) direct the Registrar to immediately advise the member or associate member of such action;

(c) direct the Registrar to immediately advise the Regional Health Authorities, the Minister of Health, as well as such other officials, agencies, and persons as the Council or Executive Committee feels it necessary to inform;

(d) where it considers it in the public interest to do so, may direct the Registrar to notify the public generally in regard to the matter.

b) si ses droits ou privilèges découlant de la *Loi sur les aliments et drogues,* L.R.C. de 1985, chapitre F-27, la *Loi sur les stupéfiants*, L.R.C. de 1985, chapitre N-1, ou de leurs règlements d'application ont été limités ou retirés; ou

c) s'il a commis une infraction contre les dispositions de la présente loi ou ses règlements d'application.

1985, c.76, art.1; 1989, c.45, art.44; 1997, c.71, art.2., art.3; 1998, c.58, art.5.; 2009, c.?, art.43.

56.1(1) Le Conseil ou le Comité de direction peuvent, sans préavis, donner au registraire la directive de suspendre le permis d'un membre ou d'un membre associé ou de l'assortir de conditions ou de restrictions, s'ils estiment que l'intérêt public commande pareille mesure.

56.1(2) Lorsqu'une directive a été donnée en vertu du paragraphe (1), le Conseil ou le Comité de direction

a) renvoient l'affaire immédiatement au comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, au comité de révision ou à une commission d'enquête;

b) chargent le registraire d'informer immédiatement le membre ou le membre associé de la mesure prise;

c) chargent le registraire d'aviser immédiatement les régies régionales de la santé, le ministre de la Santé ainsi que tout autre haut responsable, organisme ou personne que le Conseil ou le Comité de direction jugent nécessaire d'informer;

d) jugeant qu'il en va de l'intérêt public, chargent le registraire d'informer le public en général de l'affaire.

56.1(3) Where direction is given under subsection (1), the member or associate member may, at any time, through written submission, request that the Council or Executive Committee reconsider or vary its order.

56.1(4) The conditions or restrictions on a member's or associate member's licence shall not be stayed by a court of competent jurisdiction unless the member or associate member establishes to the court a *prima facie* case that public interest favours the granting, varying or staying the direction taken under subsection (1).

56.1(5) The direction under subsection (1) takes effect immediately and can not be stayed by any court of competent jurisdiction notwithstanding any appeal or application for judicial review of the direction.

2009, c.?, s.44.

56.2 Repealed: 2009, c.?, s.45.

56.3 Repealed: 1997, c.71, s.37.

56.4 Repealed: 1997, c.71, s.38.

57(1) The Council shall maintain a standing committee which shall be known as the Complaints and Registration Committee.

57(2) The Committee shall be composed of

(a) one member of Council who shall be chairman of the Committee;

(b) not less than two other members of the College; and

(c) not less than two other persons who have never been members of the College but may be members of Council.

56.1(3) Lorsqu'une directive est donnée en vertu du paragraphe (1), le membre ou le membre associé peut à tout moment demander au Conseil ou au Comité de direction, par écrit, de réviser ou de modifier son ordonnance.

56.1(4) Un tribunal compétent ne peut surseoir à l'application des conditions ou restrictions rattachées au permis d'un membre ou d'un membre associé que si le membre ou le membre associé démontre au tribunal que, jusqu'à preuve du contraire, il est dans l'intérêt public que la directive prévue au paragraphe (1) soit donnée ou modifiée ou qu'il soit sursis à son application.

56.1(5) La directive donnée en vertu du paragraphe (1) prend effet immédiatement et un tribunal compétent ne peut surseoir à son application, même si elle fait l'objet d'un appel ou d'un recours en révision.

2009, c.?, art. 44.

56.2 Abrogé: 2009, c. ?, art.45.

56.3 Abrogé: 1997, c.71, art.37.

56.4 Abrogé: 1997, c.71, art.38.

57(1) Le Conseil maintient un comité permanent intitulé comité des plaintes et de l'immatriculation.

57(2) Le comité se compose

a) d'un membre du Conseil chargé de la présidence;

b) d'au moins deux autres membres du Collège; et

c) d'au moins deux autres personnes qui n'ont jamais été membres du Collège, mais qui peuvent être des membres du Conseil.

57(3) The President may appoint a person to replace a member of the Committee who is unable or unwilling to act with respect to any matter referred to the Committee and this person shall replace the member during all proceedings relating to the matter.

57(3) Le président peut, pendant la durée des travaux du comité relatifs à une affaire, remplacer tout membre du comité qui ne peut ou ne souhaite pas y participer.

57(4) Three members of the Committee constitute a quorum for the transaction of the business of the Committee.

57(4) Trois membres du comité forment un quorum suffisant pour en régler les affaires.

57(5) The Committee shall:

(a) within one hundred and twenty days of the College receiving notice of such, consider and investigate any matter, whether or not a written complaint has been received, regarding the actions or conduct of any member or associate member of the College; and

(b) perform such other duties as may be assigned to it by Council.

57(5) Le comité

a) même sans être saisi d'une plainte écrite, étudie, dans les cent vingt jours qui suivent, toute affaire qui vient à la connaissance du Collège concernant les actes ou la conduite de tout membre ou membre associé du Collège et fait enquête sur cette affaire; et

b) remplit toutes autres fonctions qui peuvent lui être confiées par le Conseil.

57(6) No action may be taken by the Committee under subsection (8) unless

(a) the member or associate member has been notified of the complaint and given at least two weeks to submit in writing to the Committee any explanations or representations he may wish to make concerning the matter; and

(b) the Committee has examined, or has made a reasonable effort to examine, all records and other documents relating to the complaint.

57(6) Le comité peut prendre des mesures prévues au paragraphe (8) uniquement dans les cas où

a) le membre ou le membre associé a été avisé de la plainte et a disposé d'au moins deux semaines pour soumettre par écrit au comité les explications ou les doléances qu'il peut souhaiter faire connaître en la matière; et

b) le comité a examiné, ou a fait un effort raisonnable pour examiner, tous les dossiers et autres documents relatifs à la plainte.

57(7) The Committee may require the member or associate member to

(a) submit to physical or mental examinations by such qualified persons as the Committee designates;

57(7) Le comité peut ordonner au membre ou au membre associé:

a) de subir des examens physiques ou mentaux pratiqués par des personnes compétentes que désigne le comité;

(b) submit to an inspection or audit of the practice of the member or associate member by such qualified persons as the Committee designates;

b) de soumettre sa pratique à une inspection ou à une vérification pratiquées par des personnes compétentes que désigne le comité;

(c) submit to such examinations as the Committee directs to determine whether the member or associate member is competent to practise medicine;

c) de subir les examens qu'indique le comité afin de déterminer s'il a la compétence nécessaire pour exercer la médecine;

(d) produce records and accounts kept with respect to the member's or associate member's practice.

d) de produire les dossiers, livres et comptes qu'il tient dans le cadre de sa pratique médicale.

57(7.1) Where the member or associate member fails to comply with any order under subsection (7), the Committee may suspend or restrict the licence of the member or associate member until the member or associate member complies.

57(7.1) Lorsque le membre ou le membre associé omet de se conformer à un ordre donné en vertu du paragraphe (7), le comité peut suspendre ou restreindre son permis jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

57(7.2) No member, associate member or person shall conceal or withhold from the Committee or destroy anything that may be relevant to its investigation.

57(7.2) Il est défendu à un membre, à un membre associé ou à toute autre personne de cacher au comité, de taire ou de détruire quoi que ce soit qui puisse être utile à la vérification des plaintes.

57(7.3) The provisions of this section require a member, associate member or person to produce documents or things notwithstanding any provision in any other Act or law relating to the confidentiality of medical, hospital or health records.

57(7.3) Les dispositions du présent article obligeant un membre, un membre associé ou une autre personne à produire des documents ou autres choses l'emportent sur toute autre disposition légale ou règle de droit relative à la confidentialité des dossiers médicaux, d'hôpital ou de services de santé.

57(7.4) The Committee may require any other member or associate member to produce records with respect to the member or associate member.

57(7.4) Le comité peut obliger tout autre membre ou membre associé à produire des dossiers et archives relatifs au membre ou au membre associé.

57(7.5) Where a member or associate member fails to comply with subsection (7.4), the Committee may suspend or restrict the licence of that member or associate member until the member or associate member complies.

57(7.5) Lorsqu'un membre ou un membre associé omet de se conformer au paragraphe (7.4), le comité peut suspendre ou restreindre son permis jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

57(8) The Committee

(a) may recommend that no further action be taken;

(b) may at any time refer a complaint or complaints, in whole or in part, or any other allegations, issues or information that arose during the course of their investigation, to the Review Committee for the purposes of section 58, and the reference is deemed to be a complaint for all purposes of this Act;

(c) may recommend that the matter be referred, in whole or in part, to a Board of Inquiry for the purposes of section 59; or,

(c.1) may recommend that the member, or associate member, be cautioned, counseled, or censured; or

(d) may make any other recommendations it considers appropriate.

57(8) Le comité peut

a) recommander qu'aucune autre mesure ne soit prise;

b) renvoyer à tout moment au comité de révision, pour l'application de l'article 58, une ou plusieurs plaintes, en tout ou en partie, de même que les autres allégations, questions ou renseignements qui sont apparus au cours de son enquête, le renvoi ayant valeur de plainte au regard de la présente loi;

c) recommander que la totalité ou une partie de la question soit soumise à la commission d'enquête aux fins de l'article 59;

c.1) recommander que le membre ou le membre associé reçoive un avertissement, des services de counseling ou une remontrance; ou

d) faire toute autre recommandation qu'il juge utile.

57(8.1) Where a matter is referred, in whole or in part, to the Review Committee pursuant to paragraph (8)(b), subsections (9), (10) and (11) do not apply to any such matter, or part of a matter which has been referred, but the Complaints and Registrations committee shall advise Council of the referral.

57(8.1) Lorsqu'une question est soumise en tout ou en partie au comité de révision en vertu de l'alinéa (8)b), les paragraphes (9), (10) et (11) ne s'appliquent pas à la question soumise en tout ou en partie, mais le comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation avise le Conseil du renvoi.

57(9) The Committee shall report its findings and recommendations in writing to Council.

57(9) Le Comité présente au Conseil ses conclusions et recommandations par écrit.

57(10) Upon the Committee reporting to Council,

(a) Council may adopt the recommendations of the Committee, or may take such other action as Council considers appropriate; and

(b) the Registrar shall cause to be served upon the member, associate member and the complainant, a copy of the findings and recommendations of the Committee and the order of the Council.

57(11) Where the member, associate member or complainant is not satisfied with the order of the Council, other than an order that the matter be referred to the Review Committee or a Board of Inquiry, the matter shall be referred to the Review Committee if the member, associate member or complainant files a written statement with the Registrar within thirty days after service of the order of the Council.

57(12) Nothing precludes the Committee from reconsidering any findings or recommendation made by it, and the Committee may, on its own motion or on a request by the member, associate member or Council or any other person having an interest in the findings or recommendation, reconsider any findings or recommendation made by it and vary or revoke any findings or recommendation made by it.

1989, c.45, s.45; 1997, c.71, s.3.,s.39, s.40., s.41, s.42., s.43, s.44., s.45.; 2009, c.?, s.46.

58(1) Council shall maintain a standing committee which shall be known as the Review Committee.

57(10) Dès que le comité a présenté ses conclusions et recommandations au Conseil,

a) le Conseil peut adopter les recommandations du comité ou peut prendre toute mesure qu'il estime appropriée; et

b) le registraire fait signifier au membre, au membre associé et au plaignant une copie des conclusions et recommandations du comité et de l'ordonnance du Conseil.

57(11) Lorsque le membre, le membre associé ou le plaignant n'est pas satisfait de l'ordonnance du Conseil, autre que celle enjoignant que la question soit soumise au comité de révision ou à la commission d'enquête, la question doit être soumise au comité de révision si le membre, le membre associé ou le plaignant dépose une déclaration écrite auprès du registraire dans les trente jours de la signification de l'ordonnance du Conseil.

57(12)Rien n'empêche le comité de reconsidérer ses conclusions ou ses recommandations, soit de sa propre initiative, soit à la demande du membre concerné, du membre associé concerné, du Conseil ou de toute autre personne qu'elles intéressent, puis de les modifier ou de les révoquer.

1989, c.45, art..45; 1997, c.71, art.1, art..3, art.39, art.40, art.41, art.42, art.43, art.44, art.45.; 2009, c.?, art.46.

58(1) Le Conseil maintient un comité permanent intitulé comité de révision.

58(2) The Committee shall be composed of

(a) one member of Council who shall be Chairman of the Committee;

(b) not less than two other members of the College; and

(c) not less than one other person who has never been a member or the College but may be a member of Council.

58(3) The President may appoint a person to replace a member of the Committee who is unable or unwilling to act with respect to any matter referred to the Committee and this person shall replace the member during all proceedings relating to the matter.

58(4) Three members of the Committee constitute a quorum for the transaction of the business of the Committee.

58(5) The Committee shall:

(a) consider and investigate any matter, whether or not a written complaint has been received, referred from the Complaints and Registration Committee, Council, or from the Registrar regarding the actions or conduct of any member or associate member of the College; and

(b) perform such other duties as may be assigned to it by Council.

58(6) The Committee

(a) may make rules under which its investigation is to be held, and may do all things necessary to provide a full and proper investigation;

(b) shall consider the allegations, hear the evidence and ascertain the facts of each case in such manner as it deems fit; and

58(2) Le comité se compose

a) d'un membre du Conseil chargé de la présidence;

b) d'au moins deux autres membres du Collège;

c) d'au moins une autre personne qui n'a jamais été membre du Collège, mais qui peut être un membre du Conseil.

58(3) Le président peut, pendant la durée des travaux du comité relatifs à une affaire, remplacer tout membre du comité qui ne peut ou ne souhaite pas y participer.

58(4) Trois membres du comité forment un quorum suffisant pour en régler les affaires.

58(5) Le comité

a) même sans être saisi d'une plainte écrite, étudie toute affaire que lui a déféré le comité des plaintes et de l'immatriculation, le Conseil ou le registraire concernant les actes ou la conduite de tout membre ou membre associé du Collège et fait enquête sur cette affaire; et

b) remplit toutes autres fonctions que peut lui confier le Conseil.

58(6) Le comité

a) peut établir les règles de procédure de son enquête et peut faire toutes choses pour que l'enquête soit complète et convenable;

b) doit considérer les allégations, entendre les témoignages et vérifier les faits de chaque affaire de la façon qu'il estime appropriée, et

(c) may order the member or associate member to

(i) submit to physical or mental examinations by such qualified persons as the Committee designates;

(ii) submit to an inspection or audit of the practice of the member or associate member by such qualified persons as the Committee designates;

(iii) submit to such examinations as the Committee directs to determine whether the member or associate member is competent to practise medicine;

(iv) produce records and accounts kept with respect to the member's or associate member's practice.

58(7) Where the member or associate member fails to comply with any order under paragraph (6)(c), the Committee may suspend or restrict the licence of the member or associate member until the member or associate member complies.

58(8) No member, associate member or any other person shall conceal or withhold from the Committee or destroy anything that may be relevant to its investigation.

58(9) The provisions in this section require a member, associate member or any other person to produce documents or things notwithstanding any provision in any other Act or law relating to the confidentiality of medical, hospital or health records.

58(10) The Committee may require any other member or associate member to produce records with respect to the member or associate member.

c) peut ordonner au membre ou au membre associé :

(i) de subir des examens physiques ou mentaux pratiqués par des personnes compétentes que désigne le comité;

(ii) de soumettre sa pratique à une inspection ou à une vérification pratiquées par des personnes compétentes que désigne le comité;

(iii) de subir les examens qu'indique le comité afin de déterminer s'il a la compétence nécessaire pour exercer la médecine;

(iv) de produire les dossiers, livres et comptes qu'il tient dans le cadre de sa pratique médicale.

58(7) Lorsque le membre ou le membre associé omet de se conformer à un ordre donné en vertu de l'alinéa (6)c), le comité peut suspendre ou restreindre son permis jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

58(8) Il est défendu à un membre, à un membre associé ou à toute autre personne de cacher au comité, de taire ou de détruire quoi que ce soit qui puisse être utile à la vérification des plaintes.

58(9) Les dispositions du présent article obligeant un membre, un membre associé ou une autre personne à produire des documents ou autres choses l'emportent sur toute autre disposition légale ou règle de droit relative à la confidentialité des dossiers médicaux, d'hôpital ou de services de santé.

58(10) Le comité peut obliger tout autre membre ou membre associé à produire des dossiers et archives relatifs au membre ou au membre associé.

58(11) Where a member or associate member fails to comply with subsection (7.4) the Committee may suspend or restrict the licence of that member or associate member until the member or associate member complies.

58(11) Lorsqu'un membre ou un membre associé omet de se conformer au paragraphe (10), le comité peut suspendre ou restreindre son permis jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

58(12) The Committee

(a) may recommend to Council that no further action be taken;

(a.1) may recommend to Council that the member or associate member be cautioned, counseled, or censured;

(b) may recommend to Council that a Board of Inquiry be appointed to consider the complaint or complaints, in whole or in part, or any other allegations, issues or information that arose during the course of their investigation, and the recommendation is deemed to be a complaint for all purposes of this Act; or

(c) subject to the member or associate member's agreement that the Committee has jurisdiction to do so, may find that the member or associate member is guilty of professional misconduct or is an incapacitated or unfit member or associate member and may make such recommendations to Council in regard to such as it considers appropriate, in accordance with the objects of this Act.

58(12) Le comité peut :

a) recommander au Conseil de ne prendre aucune autre mesure;

a.1) recommander au Conseil que le membre ou le membre associé reçoive un avertissement, des services de counseling ou une remontrance;

b) recommander au Conseil qu'une commission d'enquête soit constituée pour examiner la ou les plaintes, en tout ou en partie, de même que les autres allégations, questions ou renseignements qui sont apparus au cours de son enquête, sa recommandation ayant valeur de plainte au regard de la présente loi; ou

c) si le membre ou le membre associé lui en reconnaît le pouvoir, déclarer le membre ou le membre associé coupable d'une faute professionnelle ou le déclarer inapte ou frappé d'incapacité et faire au Conseil les recommandations qu'il juge indiquées à cet égard, compte tenu des objets de la présente loi.

58(13) Upon the Committee reporting to Council, the Registrar shall cause to be served upon the member or associate member and the complainant, a copy of the findings and recommendations of the Committee.

58(13) Le registraire fait signifier au membre ou au membre associé et au plaignant une copie des conclusions et recommandations du comité dès leur présentation au Conseil.

58(14) Where the Committee has found a member or associate member to be guilty of professional misconduct or has found that a member or associate member is an incapacitated or unfit member, Council may, upon the expiry of thirty days after service of the findings and recommendations of the Committee, adopt the recommendations of the Committee, or may make such other order as Council considers just.

58(14) Lorsque le comité a déclaré un membre ou un membre associé coupable d'une faute professionnelle, ou l'a déclaré inapte ou frappé d'incapacité, le Conseil peut, à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la signification des conclusions et recommandations du comité, adopter les recommandations de ce dernier, ou peut rendre toute ordonnance que le Conseil estime juste.

58(15) The Registrar shall cause to be served on the member or associated member, a copy of the order of Council.

58(15) Le registraire fait signifier au membre ou au membre associé une copie de l'ordonnance du Conseil.

58(16) Notwithstanding subsections (11) and (12), where the Committee has found a member or associate member to be guilty of a professional misconduct, or has found that a member or associate member is an incapacitated or unfit member, the complainant and the member or associate member may waive the fifteen day period in subsection (11), and Council may then deal with the matter pursuant to subsection (12).

58(16)) Lorsque le comité a déclaré un membre coupable d’une faute professionnelle ou l’a déclaré inapte à exercer sa profession ou frappé d’incapacité, le plaignant et le membre peuvent, par dérogation aux paragraphes (11) et (12), renoncer au délai de quinze jours prévu au paragraphe (11). Le Conseil peut alors poursuivre l’affaire en conformité avec le paragraphe (12).

58(17) Nothing precludes the Committee from reconsidering any findings or recommendation made by it, and the Committee may, on its own motion or on a request by the member, associate member or Council or any other person having an interest in the findings or recommendation, reconsider any findings or recommendations made by it and vary or revoke any findings or recommendation made by it.

58(17) Rien n'empêche le comité de reconsidérer ses conclusions ou ses recommandations, soit de sa propre initiative, soit à la demande du membre, du membre associé, du Conseil ou de toute autre personne qu'elles intéressent, puis de les modifier ou de les révoquer.

2009, c.?, s.47.

2009, c.?, art.47.

59(1) Council may appoint a Board of Inquiry for the purposes of determining any allegations of professional misconduct by a member or an associate member, or any allegation that a member or associate member is an incapacitated or unfit member

59(1) Le Conseil peut former une commission d'enquête afin de vérifier les accusations de faute professionnelle alléguées contre un membre ou un membre associé, ou les accusations alléguant qu'un membre ou un membre associé est inapte ou frappé d'incapacité,

(a) on its own motion; or

(b) when the Review Committee or Complaints and Registration Committee recommends that a matter be referred in whole or in part, to a Board of Inquiry.

59(2) A Board of Inquiry shall be composed of at least three persons

(a) at least two of whom are members or former members of the College or the profession, and

(b) at least one of whom has never been a member of the College or the profession.

59(3) The Council shall appoint one of the members of the Board of Inquiry to be Chairman.

59(4) A majority of the members of a Board of Inquiry constitute a quorum, one of whom shall be a person who has never been a member of the College or the profession.

59(4.1) Only members of a Board of Inquiry who were present throughout the hearing shall participate in the Board's decision.

59(5) A Board of Inquiry may make rules under which the inquiry is to be held, and may do all things necessary to provide a full and proper inquiry.

59(6) No member of a Board of Inquiry shall communicate outside the hearing, in relation to the subject matter of the hearing, with a party or the party's counsel or representative, a complainant or a witness unless the other party has been given notice of the subject matter or the communication and an opportunity to be present during the communication.

a) de sa propre initiative; ou

b) lorsque le comité de révision ou le comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation recommande que la totalité ou une partie d'une affaire soit soumise à une commission d'enquête.

59(2) La commission d'enquête se compose d'au moins trois personnes, dont

a) deux au moins sont membres ou anciens membres du Collège ou de la profession, et

b) au moins une n'a jamais été membre du Collège ou de la profession.

59(3) Le Conseil charge un des membres de la commission d'enquête de la présider.

59(4) La majorité des membres d'une commission d'enquête forment un quorum suffisant, à condition qu'une personne qui n'a jamais été membre du Collège ou de la profession en fasse partie.

59(4.1) Seuls les membres d'une commission d'enquête qui ont assisté à toute l'audience prennent part à la décision.

59(5) Une commission d'enquête peut établir les règles de procédure de l'enquête et faire tout ce qui est nécessaire afin de mener une enquête complète et pertinente.

59(6) Il est défendu aux membres d'une commission d'enquête de communiquer en dehors de l'audience avec une partie ou avec l'avocat ou le représentant de celle-ci, avec un plaignant ou avec un témoin concernant l'objet de l'audience, à moins que l'autre partie ait été avisée de l'objet de la communication et ait eu l'occasion d'y assister.

59(7) The testimony of witnesses shall be taken under oath or solemn affirmation which the Chairman of the Board of Inquiry is authorized to administer, and there shall be a full right to examine, cross-examine and re-examine witnesses.

59(8) Upon the application of

(a) any party to the inquiry,

(b) the Chairman of the Board of Inquiry, or

(c) counsel for the College, the Council or the Board of Inquiry,

and on payment of the fees prescribed by the Rules of Court, the Registrar of the College shall sign and issue a Summons to Witness for the purpose of procuring the attendance and evidence of witnesses before the Board of Inquiry.

59(9) The rules of evidence in an inquiry, and the proceeding and penalties in the case of a failure to appear to any Summons to Witness issued under this section shall be pursuant to the Rules of Court governing civil trials in The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

59(10) Unless waived by the parties, the Board of Inquiry

(a) shall have the proceedings and the evidence taken, transcribed and certified by an official court reporter or other stenographer duly sworn for that purpose; or

(b) shall have the proceedings and the evidence recorded by a sound recording machine, and transcribed and certified by an official court reporter or a

59(7) Les témoins rendent leurs témoignages sous serment ou par affirmation solennelle que le président de la commission d'enquête est autorisé à recevoir; les témoins peuvent subir de plein droit un interrogatoire, un contre-interrogatoire et un réinterrogatoire.

59(8) À la demande

a) d'une des parties à l'enquête;

b) du président de la commission d'enquête; ou

c) de l'avocat du Collège, du Conseil ou de la commission d'enquête,

et sur versement des droits prescrits par les Règles de procédure, le registraire peut signer et délivrer une assignation à témoin afin de requérir la présence et les témoignages des témoins devant la commission d'enquête.

59(9) Les règles de preuve utilisées dans une enquête, de même que la procédure suivie et les peines imposées en cas de désobéissance à une assignation à témoin délivrée sous le régime du présent article, sont régies par les Règles de procédure applicables aux procès civils tenus devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

59(10) Sauf dispense des parties, la commission d'enquête

a) fait prendre en note les travaux et les témoignages et les fait transcrire et certifier par un sténographe judiciaire officiel ou tout autre sténographe qui a été régulièrement assermenté à cette fin; ou

b) fait enregistrer les travaux et les témoignages à l'aide d'un appareil d'enregistrement sonore et les fait transcrire et certifier par un sténographe

stenographer appointed by the Minister of Justice under subsection 4(1) of the *Recording of Evidence by Sound Recording Machine Act.*

59(10.1) For the purposes of subsection (10)

"official court reporter" means a court reporter appointed under the Court *Reporters Act* or a stenographer appointed under the *Recording of Evidence by Sound Recording Machine Act*

"sound recording machine" means any device, machine or system approved by the Minister of Justice under the *Recording of Evidence by Sound Recording Machine Act* for the purpose of making a record of voice or other sound.

59(11) It is the duty of the member or associate member whose conduct or fitness to practise is being inquired into to appear at the inquiry, but in the event of non-attendance by such member or associate member, the Board of Inquiry upon proof by affidavit or statutory declaration of the service of the notice required by subsection (12), may proceed with the inquiry, and without further notice to such member or associate member, make a report of its findings and take such other action as it is authorized to take under this Act.

59(12) A notice of inquiry shall be served at least thirty days before the holding of the inquiry upon the member or associate member whose conduct or fitness to practise is being inquired into upon a complainant.

59(13) A notice of an inquiry shall state the subject matter of the inquiry and the time and place of the holding of the inquiry, and shall be signed by the Registrar, or the Chairman of the Board of Inquiry.

judiciaire officiel ou tout autre sténographe officiel nommé par le ministre de la Justice en vertu du paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'enregistrement des témoignages à l'aide d'appareils* d'enregistrement sonore.

59(10.1) Aux fins du paragraphe (10)

« appareil d'enregistrement sonore » désigne un appareil, une machine ou un système d'un type approuvé par le ministre de la Justice en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des témoignages à l'aide d'appareils* d'enregistrement sonore, afin d'enregistrer la voix ou d'autres sons;

« sténographe judiciaire officiel » désigne un sténographe judiciaire nommé en vertu de la Loi sur les sténographes judiciaires ou un sténographe nommé en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des témoignages à l'aide d'appareils* d'enregistrement sonore.

59(11) Le membre ou le membre associé dont la conduite ou l'aptitude à exercer font l'objet de l'enquête est tenu d'y assister, mais au cas où il n'y assisterait pas, la commission d'enquête peut, après que la signification de l'avis prescrit par le paragraphe (12) lui a été démontrée par affidavit ou déclaration solennelle, procéder à l'enquête et, sans qu'un autre avis ne soit signifié au membre ou au membre associé, elle présente ses conclusions et prend toute autre mesure que l'autorise à prendre la présente loi.

59(12) Une convocation à l'enquête doit être signifiée au moins trente jours avant la tenue de cette dernière au membre ou au membre associé dont la conduite ou l'aptitude à exercer font l'objet de l'enquête.

59(13) Une convocation à une enquête indique l'objet de l'enquête, la date, l'heure et le lieu où elle se tiendra et comporte la signature du registraire ou celle du président de la commission d'enquête.

59(13.1) During the course of a hearing the Board of Inquiry may amend any minor defect or error in the notice of inquiry or complaint before the Board if the amendment is necessary to determine the merits of the allegations in the notice of inquiry or complaint.

59(14) A Board of Inquiry

(a) shall consider the allegations, hear the evidence and ascertain the facts of each case in such manner as it deems fit;

(b) may, at any time, make an order under subsection 59(14.6) or (14.8);

(c) shall determine whether, on the balance of probabilities, the member or associate member is guilty of professional misconduct, or is an incapacitated or unfit member;

(d) where it finds that the member or associate member is guilty of professional misconduct, may recommend to Council that

(i) the licence or specialist's licence, or both, of the member or associate member be revoked, and that his name be stricken from the registers in which it is entered;

(ii) the licence or specialist's licence, or both, of the member or associate member be suspended

(A) for a fixed period, or

(B) for an indefinite period until the occurrence of some specified future event;

59(13.1) Pendant l'audience, la commission d'enquête peut corriger toute erreur matérielle constatée dans l'avis d'enquête qui la concerne ou la plainte dont elle est saisie, si cette correction est nécessaire pour trancher sur le fond.

59(14) Une commission d'enquête

a) étudie les allégations, entend les témoignages et vérifie les faits de chaque affaire, de la manière qu'elle estime appropriée;

b) peut à tout moment prendre les mesures prévues aux paragraphes 59(14.6) ou (14.8);

c) détermine si, par prépondérance de la preuve, le membre ou le membre associé est coupable d'une faute professionnelle ou s'il est inapte ou frappé d'incapacité;

d) peut, lorsqu'elle déclare un membre ou un membre associé coupable d'une faute professionnelle, recommander au Conseil

(i) que le permis ou le permis de médecin spécialiste – ou les deux – du membre ou du membre associé soient révoqués et que son nom soit radié des registres où il est inscrit;

(ii) que le permis ou le permis de médecin spécialiste – ou les deux – du membre ou du membre associé soient suspendus

(A) pour une période déterminée, ou

(B) pour une période indéterminée jusqu'à la survenance d'un événement déterminé;

(iii) conditions, limitations or restrictions be imposed on the licence or specialist's licence, or both, of the member or associate member;

(iv) the member or associate member be reprimanded;

(v) such fine as the Board of Inquiry considers appropriate to a maximum of ten thousand dollars be paid by the member or associate member to the College;

(vi) the imposition of a penalty be suspended for such period and upon such terms as the Board of Inquiry designates; or

(vii) the member or associate member pay the costs of the Council in accordance with paragraph (e.1) and section 60;

(e) where it finds that the member or associate member is an incapacitated or unfit member, may recommend to Council that

(i) the licence or specialist's licence, or both, of the member or associate member be revoked and that his name be stricken from the registers in which it is entered;

(ii) the licence or specialist's licence, or both, of the member or associate member be suspended

(A) for a fixed period, or

(B) for an indefinite period until the occurrence of some specified future event;

(iii) que le permis ou le permis de médecin spécialiste – ou les deux – du membre ou du membre associé soient assortis de conditions, limitations ou restrictions;

(iv) que le membre ou le membre associé fasse l'objet d'une réprimande;

(v) qu'une amende jugée suffisante par la commission d'enquête, jusqu'à concurrence de dix mille dollars, soit payée par le membre ou le membre associé au Collège;

(vi) que l'imposition d'une peine soit différée pour une période et aux conditions que fixe la commission d'enquête; ou

(vii) que le membre paie les frais du Conseil conformément à l'alinéa e.1) et à l'article 60;

e) lorsqu'elle déclare le membre ou le membre associé inapte ou frappé d'incapacité, peut recommander au Conseil

(i) que le permis ou le permis de médecin spécialiste – ou les deux – du membre ou du membre associé soient révoqués et que son nom soit radié des registres ou il est inscrit;

(ii) que le permis ou le permis de médecin spécialiste – ou les deux – du membre ou du membre associé soient suspendus

(A) pour une période déterminée, ou

(B) pour une période indéterminée jusqu'à la survenance d'un événement déterminé;

(iii) conditions, limitations or restrictions be imposed on the licence or specialist's licence, or both, of the member or associate member;

(iii.1) the final order of Council be suspended or postponed for such period and upon such terms as the Board considers appropriate;

(iv) that the member or associate member undergo such treatment or re-education as the Board considers necessary; or

(v) the member or associate member pay the costs of the Council in accordance with paragraph (e.1) and section 60;

(e.1) where it considers a complaint or complaints arising out of more than one incident, and finds that all of the complaints or incidents have not been proven, may recommend to Council that the member or associate member pay a portion of the costs of the Council in accordance with section 60 that the Board considers appropriate in the circumstances; and

(f) shall report its findings and recommendations in writing to Council.

59(14.1) If during the course of a hearing, the evidence shows that the member or associate member whose conduct is the subject of the hearing may be guilty of professional misconduct, or may be incapacitated or unfit to practise, for reasons different from or in addition to the subject matter of the hearing, the Board of Inquiry shall notify the member or associate member that it intends to consider the evidence and conduct and adjourn the hearing for any length of time that the Board considers sufficient to give the

(iii) que le permis ou le permis de médecin spécialiste – ou les deux – du membre ou du membre associé soient assortis de conditions, limitations ou restrictions;

(iii.1) que l'ordonnance finale du Conseil soit suspendue ou remise à plus tard pour la durée et aux conditions que la commission juge opportunes;

(iv) que le membre ou le membre associé subisse le traitement ou reçoive la rééducation que la commission estime nécessaire; ou

(v) que le membre ou le membre associé paie les frais du Conseil conformément à l'alinéa e.1) et à l'article 60;

e.1) lorsqu'elle examine une ou plusieurs plaintes découlant de plus d'un événement et conclut que les plaintes et événements n'ont pas été entièrement prouvés, peut recommander au Conseil que le membre ou le membre associé paie, conformément à l'article 60, la partie des frais du Conseil que la commission estime justifiée dans les circonstances; et

f) présente un rapport écrit de ses conclusions et recommandations au Conseil.

59(14.1) Si, pendant l'audience, la preuve soulève la possibilité que le membre ou le membre associé en cause soit coupable de faute professionnelle, frappé d'incapacité ou inapte à exercer pour d'autres raisons que celles qui ont suscité l'enquête, la commission d'enquête l'avise de son intention d'examiner la preuve et la conduite en question, et ajourne l'audience pour une durée qui lui paraît suffisante pour permettre au membre ou au membre associé de répondre à ces nouvelles allégations.

member or associate member an opportunity to respond to the new facts or subject matter of the hearing.

59(14.2) Subject to subsection (14.1), the Board of Inquiry may, for any reasons that may be revealed by the evidence, substitute the reasons for, or amend or add to, the complaint that it was appointed to hear and find a member or associate member guilty of professional misconduct or unfit to practise.

59(14.3) Evidence against a member or associate member is not admissible at a hearing of a Board of Inquiry unless the member or associate member is given, at least ten days before the hearing,

(a) in the case of documentary evidence, an opportunity to examine the documents;

(b) in the case of evidence of an expert, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence of the expert; and

(c) in the case of evidence of a witness, the identity of the witness and a written summary of the evidence of the witness.

59(14.4) Evidence on behalf of a member or associate member is not admissible at a hearing of a Board of Inquiry unless the College or its counsel is given, at least ten days before the hearing,

(a) in the case of documentary evidence, an opportunity to examine the documents;

(b) in the case of evidence of an expert, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence of the expert; and

59(14.2) Sous réserve du paragraphe (14.1), la commission d’enquête peut, pour les raisons révélées par la preuve, remplacer, modifier ou compléter celles qui avaient donné lieu à la plainte faisant l’objet de l’enquête, et reconnaître le membre coupable de faute professionnelle ou inapte à exercer.

59(14.3) Aucune preuve contre le membre ou le membre associé n'est admise à l'audience de la commission d'enquête, sans qu'il lui ait été fourni, au moins dix jours avant l'audience,

a) dans le cas d'une preuve documentaire, l'occasion d'examiner les documents;

b) dans le cas d'une preuve d'expert, l'identité de l'expert et un exemplaire de son rapport ou, s'il n'y a aucun rapport écrit, un résumé écrit de son témoignage;

c) dans le cas d'une preuve testimoniale, l'identité du témoin et un résumé écrit de son témoignage.

59(14.4) Aucune preuve en faveur du membre ou du membre associé n'est admise à l'audience de la commission d'enquête, sans qu'il n'ait été fourni au Collège ou à son avocat, au moins dix jours avant l'audience,

a) dans le cas d'une preuve documentaire, l'occasion d'examiner les documents;

b) dans le cas d'une preuve d'expert, l'identité de l'expert et un exemplaire de son rapport ou, s'il n'y a aucun rapport écrit, un résumé écrit de son témoignage; et

(c) in the case of evidence of a witness, the identity of the witness, and a written summary of the evidence of the witness.

c) dans le cas d'une preuve testimoniale, l'identité du témoin et un résumé écrit de son témoignage.

59(14.5) A Board of Inquiry may, in its discretion, allow the introduction of evidence that is or may be inadmissible under subsections (14.3) or (14.4) and may make the directions it considers necessary to ensure that the member or associate member or the College is not prejudiced.

59(14.5) La commission d'enquête peut, à son appréciation, admettre des preuves qui sont – ou pourraient être – inadmissibles au regard des paragraphes (14.3) ou (14.4), et donner toute directive qu'elle estime nécessaire pour assurer que le membre, le membre associé ou le Collège ne soit pas lésé.

59(14.6) The Board of Inquiry may require the member or associate member to

(a) submit to physical or mental examinations by such qualified persons as the Board of Inquiry designates;

(b) submit to an inspection or audit of the practice of the member or associate member by such qualified persons as the Board of Inquiry designates;

(c) submit to such examinations as the Board of Inquiry directs to determine whether the member or associate member is competent to practise medicine;

(d) produce records and account kept with respect to the member's or associate member's practice.

59(14.6) La commission d'enquête peut obliger le membre ou le membre associé

a) à subir des examens physiques ou mentaux pratiqués par des personnes compétentes qu'elle désigne;

b) à soumettre sa pratique à une inspection ou à une vérification pratiquées par des personnes compétentes qu'elle désigne;

c) à subir les examens qu'elle indique afin de déterminer s'il a la compétence nécessaire pour exercer la médecine;

d) à produire les dossiers, livres et comptes qu'il tient dans le cadre de sa pratique médicale.

59(14.7) Where the member or associate member fails to comply with subsection (7), the Board of Inquiry may suspend or restrict the registration, licence, or specialist licence, or both, of the member or associate member until the member or associate member complies.

59(14.7) Lorsque le membre ou le membre associé omet de se conformer au paragraphe (14.6), la commission d'enquête peut suspendre ou restreindre son immatriculation, son permis ou son permis de médecin spécialiste, ou l'ensemble de ceux-ci, jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

59(14.8) The Board of Inquiry may require any other member or associate member to produce records with respect to the member or associate member.

59(14.8) La commission d'enquête peut obliger tout autre membre ou membre associé à produire des dossiers et archives relatifs au membre ou au membre associé.

59(14.9) Where a member or associate member fails to comply with subsection (14.8), the Board of Inquiry may suspend or restrict the licence of that member or associate member until the member or associate member complies.

59(14.9) Lorsqu'un membre ou un membre associé omet de se conformer au paragraphe (14.8), la commission d'enquête peut suspendre ou restreindre son permis jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

59(14.10) No member, associate member or any other person shall conceal or withhold from the Board of Inquiry or destroy anything that may be relevant to this investigation.

59(14.10) Il est défendu à un membre, à un membre associé ou à toute autre personne de cacher à la commission d'enquête, de taire ou de détruire quoi que ce soit qui puisse être utile à l'enquête.

59(14.11) The provisions of this section require the member, associate member or other person to produce documents notwithstanding any provision in any other Act or law relating to the confidentiality of medical, hospital, or health records.

59(14.11) Les dispositions du présent article obligeant un membre, un membre associé ou une autre personne à produire des documents l'emportent sur toute autre disposition légale ou règle de droit relative à la confidentialité des dossiers médicaux, d'hôpital ou de services de santé.

59(15) When making recommendations to Council pursuant to paragraphs (14)(d) or (e), the Board may recommend a fine or other penalty in lieu thereof, or any combination of the penalties which are set out therein, or the Board may make such other recommendations as it considers appropriate, in accordance with the objects of this Act.

59(15) Parmi les mesures qu'elle recommande au Conseil en application des alinéas (14)d) ou e), la commission peut recommander, au lieu, une amende ou quelque autre peine, ou une combinaison des peines y prévues, ou elle peut faire toute autre recommandation qu'elle juge opportune et qui est compatible avec les objets de la présente loi.

59(15.1) Notwithstanding the death of a member of a Board of Inquiry, or his disability or inability to act with respect to a hearing in progress, such hearing may continue with the remaining members whose findings and recommendations shall constitute and be for all purposes the report of the Board, or if the taking of evidence has not commenced at the time when such member of the Board dies or becomes disabled or unable to continue to act, the Council may in its discretion appoint another member to take the place of such member or reconstitute the Board of Inquiry.

59(15.1) Nonobstant le décès d'un membre d'une commission d'enquête, ou son incapacité ou empêchement de participer ou de continuer de participer à une audience en cours, celle-ci peut se poursuivre avec la participation des autres membres, et leurs conclusions et recommandations constituent à toutes fins le rapport de la commission. Si aucune preuve n'a encore été entendue au moment du décès, de l'incapacité ou de l'empêchement, le Conseil a la liberté de nommer un autre membre à sa place ou de reformer la commission d'enquête.

59(16) Upon the Board of Inquiry reporting its findings and recommendations to Council,

(a) the Registrar shall cause to be served on the member and the person at whose request the Board was established, a copy of the report and recommendations of the Board; and

(b) Council may adopt the Recommendations of the Board, or may make such other order as Council considers just.

59(17) The Registrar shall cause to be served on the member or associate member a copy of the order of the Council.

59(18) An order of the Council directing the Registrar to revoke, suspend or impose conditions or limitations on a member's or associate member's licence based on

(a) a decision of a Board of Inquiry finding the member or associate member guilty of professional misconduct or unfit to practise, or

(b) the member or associate member admitting that he is guilty of professional misconduct or that he is unfit to practise,

takes effect immediately notwithstanding any appeal or application for judicial review of the order or decision and continues in full force and effect until a court of competent and final jurisdiction has finally disposed of the matter.

59(19) A revocation or suspension of, or the imposition of conditions or limitations on, a member's licence, an associate member's licence or a specialist's licence takes effect

59(16) Dès que la commission d'enquête présente ses conclusions et ses recommandations au Conseil,

a) le registraire fait signifier au membre et à la personne qui a demandé la constitution de la commission, une copie du rapport et des recommandations de la commission; et

b) le Conseil peut adopter les recommandations de la commission ou peut rendre toute autre ordonnance qu'il estime juste.

59(17) Le registraire fait signifier au membre ou au membre associé une copie de l'ordonnance du Conseil.

59(18) Prend effet immédiatement toute ordonnance du Conseil prescrivant au registraire de révoquer ou de suspendre le permis d'un membre ou d'un membre associé, ou de l'assortir de conditions ou de limitations, pour l'un ou l'autre des motifs suivants:

a) la commission d'enquête a, dans sa décision, reconnu le membre ou le membre associé coupable de faute professionnelle ou inapte à exercer;

b) le membre ou le membre associé a admis qu'il était coupable de faute professionnelle ou inapte à exercer,

même si l'ordonnance ou la décision font l'objet d'un appel ou d'un recours en révision, et demeure en vigueur tant qu'un tribunal compétent de dernier ressort n'a pas tranché la question.

59(19) Lorsque les conclusions de la commission d'enquête ou l'ordonnance du Conseil font l'objet d'un appel ou d'un recours en révision, les mesures de

immediately and shall not be stayed by a court of competent jurisdiction and shall continue until the matter is finally disposed of by a court of competent and final jurisdiction if the findings of the Board of Inquiry or the order of Council are appealed or are subject to judicial review unless the member establishes to the court a *prima facie* case that he would suffer irreparable harm and that the public interest favours granting the stay.

révocation ou de suspension du permis d'un membre, d'un membre associé ou d'un médecin spécialiste, ainsi que les conditions ou limitations y rattachées, prennent effet immédiatement, un tribunal compétent ne surseoira pas à leur application et elles conserveront tous leurs effets jusqu'à ce que le Conseil ou un tribunal compétent de dernier ressort ne règle définitivement l'affaire, à moins que le membre ne démontre au tribunal, jusqu`à preuve du contraire, qu'il s'expose à un préjudice irréparable et qu'il est dans l'intérêt public qu'il soit sursis à l'application de ces mesures.

1997, c.71, s.55, s.56, s.57, s.58, s.59, s.60, s.61, s.62, s.63, s.64, s.65, s.66, s.67.; 2009, c.?, s.48

1997, c.71, art..1, art.55, art.56, art.57, art.58, art.59, art.60, art.61, art.62, art.63, art.64, art.65, art.66, art.67.; 2009, c.?, art.48

59.1(1) A complainant, if any, may attend a hearing held pursuant to section 59 in its entirety, or in part, with or without counsel, and may make a written or oral submission, personally or through their counsel, to the Board of Inquiry.

59.1(1) Les plaignants éventuels peuvent assister aux audiences tenues sous le régime de l'article 59, en entier ou en partie, accompagnés ou non de leur avocat, et présenter, en personne ou par le ministère de leur avocat, à la commission d'enquête, des observations écrites ou orales.

59.1(2) A complainant attending a hearing held pursuant to section 58 or 59 shall not be considered a party to the hearing and they or their counsel shall not be permitted to call evidence or to examine or cross-examine witnesses.

59.1(2) Les plaignants qui assistent aux audiences tenues sous le régime des articles 58 ou 59 ne sont pas considérés parties à l’audience, et ni eux ni leur avocat n’ont la possibilité de présenter des preuves ou d’interroger ou de contre-interroger les témoins.

59.1(3) Repealed, 2009, c.?, s.49

59.1(3) Abrogé, 2009, c.?, s.49

59.2(1) Subject to subsection (2), a hearing shall be open to the public.

59.2(1) Subject to subsection (2), a hearing shall be open to the public.

59.2(2) Council or a Board of Inquiry may make an order that the public, in whole or in part, be excluded from a hearing or any part of it if satisfied that

(a) matters involving public security may be disclosed;

59.2(2) Le Conseil ou la commission d'enquête peuvent ordonner le huis-clos total ou partiel pour tout ou partie d'une audience, s'ils sont convaincus :

a) qu'il y a risque de divulgation de renseignements touchant à la sécurité publique;

(b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the harm created by disclosure would out weigh the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public; or

(c) the safety of a person may be jeopardized.

59.2(3) Where it thinks fit, Council or a Board of Inquiry may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed at a hearing, including orders prohibiting publication or broadcasting of those matters.

59.2(4) No order shall be made under subsection (3) that prevents the publication of anything that is contained in the register and available to the public.

59.2(5) A Board of Inquiry may make an order that the public be excluded from the part of a hearing dealing with a motion of an order pursuant to subsection (2).

59.2(6) A Board of Inquiry may make any order necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed in the submissions relating to any motion described in subsection (5), including prohibiting the publication or broadcasting of those matters.

59.2(7) Council or a Board of Inquiry shall state its reasons for any order under this section and any such order and the reasons for it shall be made available to the public in writing.

b) que, compte tenu de la nature des renseignements financiers, personnels ou autres qui risquent d'être divulgués à l'audience, la prévention du préjudice découlant de pareille divulgation doit l'emporter sur l'application du principe de la publicité; ou

c) la sécurité d'une personne pourrait être compromise.

59.2(3) S'ils le jugent opportun, le Conseil ou la commission d'enquête peuvent ordonner les mesures qu'ils estiment nécessaires pour éviter que des renseignements divulgués à une audience soient rendus publics, dont l'interdiction de publier ou de diffuser ces renseignements.

59.2(4) Nulle mesure ne peut être ordonnée en vertu du paragraphe (3) qui empêche la publication de renseignements qui sont contenus dans le registre et auxquels le public a accès.

59.2(5) La commission d'enquête peut ordonner le huis-clos pour toute partie de l'audience consacrée à l'étude d'une motion visant l'application du paragraphe (2).

59.2(6) La commission d'enquête peut ordonner les mesures nécessaires pour éviter que des renseignements divulgués dans les débats entourant la motion visée au paragraphe (5) soient rendus publics, dont l'interdiction de publier ou de diffuser ces renseignements.

59.2(7) Le Conseil ou la commission d'enquête motive les mesures qu'il ordonne en vertu du présent article et le public a accès, sous forme écrite, à ces mesures motivées.

59.3 Where Council or a Board of Inquiry makes an order pursuant to subsection 59.2(2) wholly or partly, because of the desirability of avoiding disclosure of matters in the interest of a person affected, subject to section 59.1,

(a) the Board shall allow the parties, the complainant, and their legal and personal representatives; and

(b) the Board shall may allow such other persons as it considers appropriate,

to attend the hearing.

2009, c.?, s.50

59.3 Lorsque le Conseil ou la commission d'enquête ordonnent tout ou partie des mesures prévues au paragraphe 59.2(2) pour éviter qu'une divulgation soit faite au détriment de l'intéressé, la commission, sous réserve de l'article 59.1 :

a) utorise les parties et le plaignant, ainsi que leurs représentants juridiques et personnels, à assister à l'audience;

b) peut autoriser toute autre personne qu'elle juge appropriée à assister à l'audience.

2009, c.?, s.50

COSTS

60(1) When Council, after an inquiry by the Review Committee or a Board of Inquiry, orders

(a) that the licence or specialist's licence of a member or associate member be revoked or suspended,

(b) that conditions, limitations or restrictions be imposed on the licence or specialist's licence of a member or associate member, or

(c) that a member or associate member be reprimanded

Council shall assess the costs of the Council, and may order that the member or associate member pay the costs of the Council in whole or in part.

60(2) When a member or associate member is ordered to pay the costs of the Council, in whole or in part, under subsection (1), Council may make it a condition of the registration or licence of the

FRAIS

60(1) Lorsque le Conseil, à la suite d'une enquête menée par le comité de révision ou une commission d'enquête, ordonne

a) que le permis ou le permis de médecin spécialiste d'un membre ou d'un membre associé soit révoqué ou suspendu,

b) que le permis ou le permis de médecin spécialiste d'un membre ou d'un membre associé soit assorti de conditions, limitations ou restrictions, ou

c) qu'un membre ou un membre associé fasse l'objet d'une réprimande,

le Conseil évalue les frais du Conseil et peut ordonner au membre ou au membre associé de payer tout ou partie des frais du Conseil.

60(2) Lorsque le Conseil ordonne à un membre ou à un membre associé de payer tout ou partie des frais du Conseil en vertu du paragraphe (1), il peut aussi assujettir l'immatriculation ou le permis du membre ou

member or associate member that such costs be paid forthwith, or at such time and on such terms as Council may fix.

60(3) The costs of the Council required to be paid under subsection (1) are a debt due to the College and if the costs of the Council are not paid by the member or associate member within the time specified by Council under subsection (2) the Registrar may file the order of Council with a Clerk of The Court of Queen's Bench of New Brunswick and when so filed payment of the costs of the Council as set out in the order of Council may be enforced as a judgment of The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

2009, c.?, s.51

APPEAL

61(1) Any party to a proceeding before a Board of Inquiry, or the Review Committee may appeal on any point of law from

(a) the findings of the Board of Inquiry; or

(b) an order of Council

to the Court of Appeal of New Brunswick by giving notice of appeal within thirty days of the service of the order of Council, or within such further time as may be allowed by The Court of Appeal of New Brunswick or a judge thereof.

61(2) The notice of appeal shall be served upon the Registrar.

61(3) The record on appeal

(a) from the findings of a Board of Inquiry shall consist of a copy of the transcript of the proceedings and the

du membre associé à l'acquittement immédiat de ces frais ou à leur acquittement dans les délais et aux conditions qu'il détermine.

60(3) Les frais du Conseil imposés en vertu du paragraphe (1) deviennent une créance du Collège et, s'ils ne sont pas payés par le membre ou le membre associé dans les délais impartis par le Conseil en vertu du paragraphe (2), le registraire peut déposer l'ordonnance du Conseil à un des greffes de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, sur quoi le recouvrement des frais du Conseil fixés dans l'ordonnance du Conseil ouvre droit aux mesures d'exécution forcée propres à un jugement de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

2009, c.?, s.51

APPEL

61(1) Toute partie à une procédure devant une commission d'enquête ou le comité de révision peut, sur une question de droit, interjeter appel

a) des conclusions de la commission d'enquête; ou

b) d'une ordonnance du Conseil

devant la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick en donnant un avis d'appel dans un délai de trente jours à compter de la signification de l'ordonnance du Conseil, ou dans le délai supplémentaire accordé par la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick ou un de ses juges.

61(2) L'avis d'appel doit être signifié au registraire.

61(3) Le dossier d'appel

a) des conclusions de la commission d'enquête consiste en une copie conforme des procédures suivies et des

evidence before the Board of Inquiry, certified by the Chairman of the Board of Inquiry as being the record made of the proceedings and the evidence;

(b) from an order of Council shall consist of a copy of the order of Council, and the findings and recommendation of the Review Committee or Board of Inquiry, certified by the Registrar.

témoignages donnés devant la commission d'enquête, certifiés par son président comme étant le dossier des procédures et des témoignages;

b) de l'ordonnance du Conseil consiste en une copie de cette ordonnance, des conclusions et recommandations du comité de révision ou de la commission d'enquête, certifiés par le registraire.

61(3.1) A judge of the Court of Appeal may, on the application of the College, Council, the Registrar, a witness or any person having an interest in the proceedings other than the member, make an order directing that the identity of any person or witness, and any evidence that could disclose the identity of a person or witness, not be published in any document or be broadcast in any manner.

61(3.1) Un juge de la Cour d'appel peut, à la demande du Collège, du Conseil, du registraire, d'un témoin ou de toute personne concernée par l'instance, autre que le membre, interdire la publication ou la diffusion de l'identité de toute personne ou témoin, ainsi que de toute preuve susceptible de la révéler.

61(4) Notwithstanding the Rules of Court, The Court of Appeal of New Brunswick may receive and consider any further evidence which it considers relevant.

61(4) Par dérogation aux Règles de procédure, la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick peut recevoir et prendre en considération tout témoignage supplémentaire qu'elle estime utile.

61(5) The Court of Appeal of New Brunswick may make such order as to costs as may be just.

61(5) Le Cour d'appel du Nouveau-Brunswick peut rendre une ordonnance quant aux frais d'après ce qui peut être juste.

61(6) The Rules of Court governing appeals from The Court of Queen's Bench of New Brunswick to The Court of Appeal of New Brunswick which are not inconsistent with this Act, shall apply *mutatis mutandis* to appeals to The Court of Appeal of New Brunswick under this section.

61(6) Les Règles de procédure qui régissent les appels devant la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick des décisions rendues par la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick et, qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi, s'appliquent *mutatis mutandis* aux appels interjetés devant la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick en vertu du présent article.

1997, c.71, s.3, s.73.; 2009, c.?,s.52

1989, c. 45, art.49; 1997, c.71, art.1; art.3, art.73.; 2009, c.?,s.52

REGISTRAR TO GIVE NOTICE

61.1(1) The Registrar shall give public notice of the imposition of the suspension or revocation of a member's licence or specialist's licence by Council as a result of proceedings before the Review Committee or a Board of Inquiry including notice to the Minister of Health and any Regional Health Authority at which the member or associate member held privileges and to any other employer of the member or associate member.

61.1(2) Public notice under subsection (1) shall state the finding of the Review Committee or a Board of Inquiry, and the penalty imposed by Council and, in the case of a finding of professional misconduct, a brief description of the nature of the professional misconduct, and shall be given within two weeks after the finding of the Committee or the Board.

1997, c.71, s.74.; 2009, c.?, s.53

ANNONCE DU REGISTRAIRE

61.1(1) Le registraire annonce publiquement la suspension ou la révocation par le Conseil du permis d'un membre – ou de son permis de médecin spécialiste – à la suite des procédures engagées devant le comité de révision ou une commission d'enquête, et en informe le ministre de la Santé, toute régie régionale de la santé qui avait accordé des privilèges au membre ou au membre associé et tout autre employeur du membre ou du membre associé.

61.1(2) L'annonce publique visée au paragraphe (1) indique la conclusion du comité de révision ou de la commission d'enquête de même que la peine imposée et, s'il y a eu faute professionnelle, donne une description sommaire de la nature de la faute; elle est faite dans les deux semaines qui suivent la conclusion du comité ou de la commission.

1997, c.71, art.74.; 2009, c.?, art.53

RECORDS TO BE AVAILABLE TO PUBLIC

61.2(1) The Registrar shall forthwith enter into the records of the College

(a) the decision of every proceeding before the Review Committee, a Board of Inquiry or Council that

(i) resulted in the suspension or revocation of a member's licence or specialist's licence by Council, or

(ii) was directed by Council to be entered in the records of the College and made available to the public, and

PUBLICITE DES ACTES

61.2(1) Le registraire inscrit sans délai dans les actes du Collège:

(a) a décision de toute procédure engagée devant le comité de révision, une commission d'enquête ou le Conseil

(i) qui a entraîné la suspension ou la révocation du permis d'un membre ou de son permis de médecin spécialiste par le Conseil, ou

(ii) dont l'inscription et la publicité ont été ordonnées par le Conseil; et

(b) where the decision under paragraph (a) is appealed, a notation that it is under appeal.

61.2(2) Where an appeal referred to in paragraph (1)(b) is finally disposed of, the notation shall be removed and the records adjusted accordingly.

61.2(3) For the purposes of paragraph (1)(a), "decision", when used in reference to a proceeding before the Review Committee, a Board of Inquiry or Council, means the Committee's or Board's finding, and the penalty imposed by Council, and in the case of a finding of professional misconduct, a brief description of the nature of the professional misconduct.

61.2(4) The Registrar shall provide the information contained in the records referred to in subsection (1) to any person who inquires about a member or former member

(a) for an indefinite period if the member or former member was found to have sexually abused a patient, and

(b) for a period of not less than five years following the conclusion of the proceedings referred to in subsection (1) in all other cases.

61.2(5) The Registrar, upon payment of a reasonable fee, shall provide a copy of the information contained in the records referred to in subsection (1) that pertain to a member or former member to a person who requests a copy.

1997, c.71, s.74.

ANNUAL REPORT RESPECTING COMPLAINTS

61.3 The Registrar shall submit a written report annually to the Council containing a summary of the complaints received during

b) si cette décision est portée en appel, une note indiquant ce fait.

61.2(2) Une fois qu'il a été statué sur l'appel visé à l'alinéa (1)b), la note est retirée et les actes sont mis à jour en conséquence.

61.2(3) Pour l'application de l'alinéa (1)a), «décision», à propos d'une procédure devant le comité de révision, une commission d'enquête ou le Conseil, désigne la conclusion du comité ou de la commission, la peine qu'a imposée le Conseil et, s'il y a eu faute professionnelle, une description sommaire de la nature de la faute.

61.2(4) Le registraire fournit à toute personne qui se renseigne sur un membre ou un ancien membre les renseignements inscrits dans les actes visés au paragraphe (1)

a) à tout moment, si le membre ou l'ancien membre a été déclaré coupable d'avoir abusé sexuellement d'un patient;

b) pendant une période minimale de cinq ans après la fin de la procédure visée au paragraphe (1) dans tous les autres cas.

61.2(5) Sur demande et moyennant la perception d'un droit raisonnable, le registraire fournit copie des renseignements contenus dans les actes visés au paragraphe (1) qui concernent un membre ou un ancien membre.

1997, c.71, art.74.

RAPPORT ANNUEL DES PLAINTES

61.3 Le registraire remet chaque année au Conseil un rapport écrit contenant un résumé des plaintes reçues au cours de

the preceding year by source and type of complaint and the disposition of the complaints.

1997, c.71, s.74.

l'année précédente, présentées selon leur provenance et leur genre, et des décisions prises à leur égard.

1997, c.71, art.74.

MEASURES TO PREVENT SEXUAL ABUSE

61.4(1) The College shall undertake measures for prevention of the sexual abuse of patients by its members.

61.4(2) The measures referred to in the subsection (1) shall include

a) education of members about sexual abuse,

(b) guidelines for the conduct of members with patients,

(c) providing information to the public respecting the guidelines, and

(d) informing the public as to the complaint procedures under this Act.

61.4(3) Measures referred to in subsection (2) may, where appropriate, be taken jointly with other organizations or associations of health professionals.

1997, c.71, s.74.

MESURES DE PREVENTION

61.4(1) Le Collège prendra des mesures tendant à prévenir la perpétration d'abus sexuels par ses membres à l'égard de leurs patients.

61.4(2) Les mesures mentionnées au paragraphe (1) consistent notamment:

a) à éduquer les membres en matière d'abus sexuels;

b) à établir des lignes directrices concernant la conduite des membres à l'égard des patients;

c) à renseigner le public sur ces lignes directrices;

d) à renseigner le public sur les procédures de plaintes prévues par la présente loi.

61.4(3) Les mesures mentionnées au paragraphe (2) peuvent, s'il convient, être exécutées de concert avec d'autres organisations ou associations de professionnels de la santé.

1997, c.71, art.74.

COUNCIL TO REPORT TO MINISTER

61.5(1) The Council shall report to the Minister of Health and Community Services within two years after the commencement of this section, and within thirty days at any time thereafter on the request of the

RAPPORT DU CONSEIL AU MINISTRE

61.5(1) Dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, et par la suite dans tout délai de trente jours à la demande du ministre de la Santé et des Services communautaires, le Conseil fera

Minister, respecting the measures it is taking and has taken to prevent and deal with the sexual abuse of patients by members of the College.

rapport au ministre au sujet des mesures qu'il prend et qu'il a prises pour prévenir la perpétration d'abus sexuels à l'égard des patients de la part des membres du Collège et y remédier.

61.5(2) The Council shall report annually to the Minister of Health and Community Services respecting any complaints received concerning sexual abuse of patients by members or former members of the College.

61.5(2) Chaque année, le Conseil fait rapport au ministre de la Santé et des Services communautaires des plaintes reçues relativement à la perpétration d'abus sexuels à l'égard des patients de la part des membres et anciens membres du Collège.

61.5(3) A report under subsection (2) shall be made within two months after the end of each calendar year and shall contain the following information:

(a) the number of complaints received during the calendar year for which the report is made and the date each complaint was received;

(b) with respect to each complaint received during the calendar year for which the report is made

(i) a description of the complaint in general non-identifying terms;

(ii) the order of Council with respect to the complaint and the date of the order;

(iii) if allegations are referred to the Complaints and Registration Committee, the Review Committee or a Board of Inquiry, the findings and decision of the Committee or Board and the date or the decision; and

(iv) whether an appeal was made from the findings and decision of the Committee or a Board and the date and outcome of the appeal; and

61.5(3) Le rapport visé au paragraphe (2), établi dans les deux mois qui suivent la fin de chaque année civile, contient les renseignements suivants:

a) le nombre de plaintes reçue au cours de l'année civile concernée et la date de réception de chaque plainte;

b) par rapport à chaque plainte reçue au cours de l'année civile concernée,

(i) une description générale, non personnalisée, de la plainte;

(ii) l'ordonnance du Conseil rendue à la suite de la plainte, ainsi que sa date;

(iii) si des allégations ont été renvoyées au comité d'examen des plaintes et de l'immatriculation, au comité de révision ou à une commission d'enquête, les conclusions et la décision du comité ou de la commission et la date de la décision;

(iv) une indication que les conclusions et décisions du comité ou d'une commission ont fait ou non l'objet d'un appel et, si oui, la date et l'issue de l'appel;

(c) with respect to each complaint reported in a previous calendar year, a report on the status of the complaint in accordance with paragraph (b) if the proceedings initiated as a result of the complaint were not finally determined in the calendar year in which the complaint was first received.

1997, c.71, s.74.

c) pour chacune des plaintes mentionnées au cours de l'année civile précédente, des précisions suivant l'alinéa b) sur l'état de la plainte, si la procédure engagée à la suite de la plainte n'a pas abouti à une décision finale au cours de l'année civile où la plainte a été initialement reçue.

1989, c.45, art.49; 1997, c.71, art.74.

REINSTATEMENT

62(1) A person whose licence or specialist's licence has been revoked by an order of Council under subsection 58(12) or subsection 59(16) may, at the expiration of one year from the date the order takes effect or the expiration of any period designated by the Council in its order, whichever is the longer period, apply to Council for

(a) the entering of his name, address and qualifications on the Medical Register and, if applicable, the Medical Specialists Register;

(b) the issuance of a licence; and

(c) the issuance of a specialist's licence in any specialty in which he held a specialist's licence at the time of such order of Council.

62(1.1) Any subsequent application by a person under subsection (1) shall not be made earlier than six months after a previous application.

62(2) Council, upon

(a) being satisfied as to the intention of such person to practise medicine in the Province of New Brunswick;

RÉINTÉGRATION PAR LE CONSEIL

62(1) Une personne dont le permis ou le permis de médecin spécialiste a été révoqué par une ordonnance du Conseil en vertu du paragraphe 58(12) ou 59(16) peut, à l'expiration d'une année à compter de la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance ou à l'expiration de toute période désignée dans l'ordonnance, suivant laquelle de ces deux périodes est la plus longue, demander au Conseil

a) d'inscrire ses nom, adresse et qualifications au registre médical et s'il y a lieu au registre des médecins spécialistes;

b) la délivrance d'un permis; et

c) la délivrance d'un permis de médecin spécialiste dans une des spécialités dans laquelle il était titulaire d'un permis de médecin spécialiste au moment de l'ordonnance du Conseil.

62(1.1) Un délai de six mois doit précéder le renouvellement de la demande présentée en vertu du paragraphe (1).

62(2) Le Conseil, dès

a) qu'il a vérifié l'intention de cette personne de pratiquer la médecine dans la province du Nouveau-Brunswick,

(b*)* being satisfied as to the activities of such person since the time of the order of Council;

(c*)* such person producing a letter of good standing from all jurisdictions in which he had practised medicine or osteopathy since the date of such order of Council and

(d*)* such person undergoing such clinical or other examinations as Council may designate,

may direct the Registrar

(e*)* to enter the name, address and qualifications of such person in the Medical Register;

(f*)* to issue a licence to such person; and

(g) to enter the name, address, qualifications and specialties of such person in the Medical Specialists Register, and to issue a specialists licence to him in any specialty in which he held a specialist's licence at the time of the order of Council under subsection 58(12) or subsection 59(16),

upon such terms and conditions as Council may direct.

1989, c.45., s.50; 1997, c.71, s.75, s.76.; 2009, c.?, s.54.

b) qu'il a vérifié les activités de cette personne depuis la date de l'ordonnance du Conseil,

c) que la personne a produit une lettre de recommandation des organismes sous la juridiction desquels elle a exercé la médecine ou l'ostéopathie depuis la date de l'ordonnance du Conseil, et

d) que la personne a subi les examens cliniques ou autres que le Conseil peut imposer,

peut ordonner au registraire

e) d'inscrire les nom, adresse et qualifications de cette personne au registre médical,

f) de délivrer un permis à cette personne, et

g) d'inscrire les nom, adresse, qualifications et spécialités de cette personne au registre des médecins spécialistes et de lui délivrer un permis de médecin spécialiste en la spécialité dans laquelle il était titulaire d'un permis de médecin spécialiste au moment de l'ordonnance du Conseil rendue en vertu du paragraphe 58(12) ou 59(16),

aux conditions que peut fixer le Conseil.

1989, c.45, art.50; 1997, c.71, art.1, art.75, art.76.; 2009, c.?, s.54.

PEER ASSESSMENT

62.1 Repealed: 1993, c.76, s.2.

62.1(1) In this section and in sections 62.2 and 69

ÉVALUATION COLLÉGIALE

62.1 Abrogé: 1993, c.76, art.2.

62.1(1) Pour l'application du présent article et des articles 62.2 et 69:

"Agreement" means the agreement among any or all of the Licensing Authorities or Medical Societies in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland referred to in subsection (3);

"Assessment" means an assessment pursuant to a peer assessment program established under this section;

"Assessors" means the assessors appointed by the Peer Assessment Committee under subsection (5);

"Licensing Authorities" means the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick, the Provincial Medical Board of Nova Scotia, the College of Physicians and Surgeons of Prince Edward Island, and the Newfoundland Medical Board, or their successors;

"Medical Societies" means the New Brunswick Medical Society, the Medical Society of Nova Scotia, the Medical Society of Prince Edward Island, Canadian Medical Association, Prince Edward Island Division, and the Newfoundland Medical Association, or their successors.

62.1(2) The Council may establish a Peer Assessment Committee.

62.1(3) The College may

(a) enter into an agreement with any or all of the other Licensing authorities and Medical Societies for the establishment of a joint Peer Assessment Committee; and

(b) agree with the other Licensing Authorities and Medical Societies to amend the agreement from time to time.

«accord» désigne l'acccord visé au paragraphe (3) et conclu entre des organismes habilitants ou des sociétés médicales des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;

«évaluateurs» s'entend des évaluateurs que désigne le comité d'évaluation collégiale en vertu du paragraphe 62.1(5);

«évaluation» s'entend d'une évaluation faite dans le cadre d'un programme d'évaluation collégiale établi en vertu du présent article;

«organisme habilitant» désigne le Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick, le Provincial Medical Board de la Nouvelle-Écosse, le College of Physicians and Surgeons of Prince Edward Island et le Newfoundland Medical Board, ou leurs successeurs;

«sociétés médicales» désigne la Société médicale du Nouveau-Brunswick, la Medical Society of Nova Scotia, la Medical Society of Prince Edward Island, Canadian Medical Association, Prince Edward Island Division et la Newfoundland Medical Association, ou leurs successeurs.

62.1(2) Le Conseil peut établir un comité d'évaluation collégiale.

62.1(3) Le Collège peut

a) conclure avec les autres organismes habilitants et sociétés médicales - ou avec certains d'entre eux - accord prévoyant l'établissement d'un comité conjoint d'évaluation collégiale;

b) s'entendre avec les autres organismes habilitants et sociétés médicales pour modifier l'accord.

62.1(4) The Agreement shall

(a) authorize the Peer Assessment Committee to do or cause to be done, on behalf of the parties, any or all such things as the parties thereto are otherwise empowered to do and deem necessary for the development and administration of a peer assessment program;

(b) provide for the financing of the operations of the Peer Assessment Committee and for cost-sharing arrangements;

(c) provide for the preparation of an annual budget and its approval by the Licensing Authorities and Medical Societies;

(d) provide for equal representation from each of the Licensing Authorities and Medical Societies which are signatories to the Agreement;

(e) provide for the incorporation of the Peer Assessment Committee if considered advisable to achieve the objectives of the Committee; and

(f) contain such other provisions as may be necessary or desirable to provide for the administration of the Peer Assessment Committee and for its operations.

62.1(5) The Peer Assessment Committee may appoint members of the College or persons licensed as medical practitioners in Nova Scotia, Prince Edward Island, or Newfoundland, or in other provinces of Canada, as Assessors for the purposes of the application of the peer assessment program to members of the College.

62.1(4) L'accord comporte les caractéristiques suivantes:

a) il autorise le comité d'évaluation collégiale à faire – ou à faire faire - pour le compte des parties, toutes les choses qu'elles-mêmes ont le pouvoir de faire et qu'elles jugent nécessaires à l'élaboration et à l'administration d'un programme d'évaluation collégiale;

b) il prévoit le financement du fonctionnement du comité d'évaluation collégiale et le partage des frais;

c) il prévoit les modalités d'élaboration du budget annuel et de son adoption par les organismes habilitants et les sociétés médicales;

d) il assure une égale représentation de chacun des organismes habilitants et des sociétés médicales qui en est partie;

e) il prévoit la constitution en corporation du comité d'évaluation collégiale si cette mesure est jugée utile;

f) il contient toute autre disposition nécessaire ou utile à l'administration ou au fonctionnement du comité d'évaluation collégiale.

62.1(5) Le comité d'évaluation collégiale peut désigner des évaluateurs parmi les membres du Collège ou les personnes habilitées à exercer la médecine en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve, ou dans une autre province du Canada, pour l'application du programme d'évaluation collégiale aux membres du Collège.

62.1(6) Subject to the approval of the Council, the Peer Assessment Committee shall develop and administer a peer assessment program including:

(a) the assessment of the standards of practice of members including, but not limited to:

(i) standards for the clinical assessment and care of patients, and

(ii) standards for the maintenance of records of care administered to patients,

(b) the selection and education of Assessors,

(c) communication with physicians to be assessed,

(d) budgetary and expense arrangements,

(e) the preparation of assessment reports,

(f) the development of policy and procedures of the Peer Assessment Committee and their delegation to subcommittees, Assessors, or employees as the Committee deems appropriate; and

(g) such further activities, including the establishment of other committees or subcommittees, for the better administration of the peer assessment program.

62.1(7) Every member whose standards of practice are the subject of an Assessment shall co-operate fully with the Peer Assessment Committee and Assessors.

62.1(6) Sous réserve du l'approbation du Conseil, le comité d'évaluation collégiale élabore et administre un programme d'évaluation collégiale visant en particulier:

a) l'évaluation des pratiques suivies par les membres en ce qui concerne notamment:

(i) l'évaluation clinique des patients et les soins cliniques aux patients, et

(ii) la tenue des archives où sont consignés les soins donnés aux patients;

b) le choix et la formation des évaluateurs;

c) les communications avec les médecins visés;

d) les arrangements nécessaires par rapport au budget et aux dépenses;

e) l'établissement des rapports d'évaluation;

f) l'élaboration des règles de fonctionnnement du comité d'évaluation collégiale, et la délégation de cette initiative aux sous-comités, aux évaluateurs ou au personnel selon le bon jugement du comité;

g) toute autre activité, y compris la création d'autres comités ou sous-comités, favorable à l'administration du programme.

62.1(7) Tout membre dont les pratiques font l'objet d'une évaluation est tenu de collaborer pleinement avec le comité d'évaluation collégiale et les évaluateurs.

62.1(8) Without limiting the generality of the co-operation required by subsection (7), a member shall:

(a) permit Assessors to enter and inspect the premises where the member engages in the practice of medicine;

(b) permit the Assessors to inspect the member's records of care administered to patients;

(c) provide to the Peer Assessment Committee and Assessors, in the form required, information requested by the Committee or Assessors, as the case may be, in respect of the clinical assessment and care of patients by the member or the member's records of care administered to patients;

(d) confer with the Peer Assessment Committee or Assessors when required to do so by the Committee or Assessors;

(e) permit the reassessments the Peer Assessment Committee or Assessors deem necessary for the proper administration of a peer assessment program; and

(f) comply with the remedial recommendations of the Peer Assessment Committee.

62.1(9) Upon completion of an assessment, an Assessor shall report to the Peer Assessment Committee who may

(a) receive the report of the Assessor and make no recommendations to the member assessed, or

62.1(8) Outre l'obligation générale formulée au paragraphe (7), le membre doit:

a) permettre aux évaluateurs d'entrer dans les lieux où il exerce la médecine et d'en faire l'inspection;

b) permettre aux évaluateurs d'examiner les archives qu'il tient des soins donnés à ses patients;

c) fournir au comité d'évaluation collégiale et aux évaluateurs, dans la forme requise, les renseignements demandés par le comité ou les évaluateurs, selon le cas, en ce qui concerne l'évaluation clinique des patients et les soins cliniques à ses patients, ou les archives qu'il tient des soins donnés à ses patients;

d) discuter avec le comité d'évaluation collégiale ou les évaluateurs lorsqu'ils le lui demandent;

e) permettre au comité d'évaluation collégiale ou aux évaluateurs de faire toutes nouvelles évaluations jugées nécessaires à la bonne administration d'un programme d'évaluation collégiale; et

f) se conformer aux mesures correctives recommandées par le comité d'évaluations collégiale.

62.1(9) Une fois l'évaluation terminée, l'évaluateur fait rapport au comité d'évaluation collégiale, qui peut

a) recevoir le rapport et s'abstenir de faire des recommandations au membre visé; ou

(b) confer with the member assessed and make any remedial recommendations to him as the Committee considers appropriate, and direct the member to comply with the recommendations.

b) discuter avec le membre visé et lui recommander toute mesure corrective jugée opportune, lui enjoignant de s'y conformer.

62.1(10) Costs incurred by the member in implementing the remedial recommendations made by the Committee shall be payable by the member and shall not be the responsibility of the Peer Assessment Committee, the Licensing Authorities or the Medical Societies.

62.1(10) Les frais que le membre engage pour se conformer aux mesures correctives recommandées par le comité sont à la charge du membre et non du comité d'évaluation collégiale, des organismes habilitants ou des sociétés médicales.

62.1(11) Where an Assessor or a member of the Peer Assessment Committee learns, in the course of an assessment, that a member of the College may be guilty of professional misconduct, or may be incapacitated or unfit to practise, the Assessment shall be terminated, the member shall be advised, and the matter shall be referred to the College to be dealt with as a complaint. The Assessor or a member of the Peer Assessment Committee shall not provide any information to the College except the information necessary to identify the nature of the complaint. Nothing in this subsection prevents any other person from providing evidence to establish the professional misconduct, incapacity or fitness to practise of a member.

62.1(11) Lorsqu'un évaluateur ou un membre du comité d'évaluation collégiale apprend, au cours d'une évaluation, qu'un membre du Collège pourrait être soit coupable d'une faute professionnelle, soit frappé d'incapacité ou inapte à exercer sa profession, l'évaluation cesse, le membre en est avisé et la question est déférée au Collège pour qu'elle soit traitée comme une plainte. L'évaluateur ou le membre du comité d'évaluation collégiale ne fournit au Collège que l'information nécessaire à la description de la nature de la plainte. Toute autre personne, cependant, peut apporter des preuves à l'appui de la plainte.

62.1(12) Each year the Peer Assessment Committee shall prepare and publish a report on its activities for the preceding year.

62.1(12) Chaque année, le comité d'évaluation collégiale prépare et publie le rapport de ses activités.

1989, c.45, s.52; 1993, c.76, s.2.

1989, c.45, art.51.; 1993, c.76, art.2.

62.2(1) In this section

"Legal Proceeding" means

62.2(2) Pour l'application du présent article

«poursuite» s'entend

(a) a proceeding in any court, including a proceeding for the imposition of punishment by fine, penalty or imprisonment to enforce an Act of the Legislature or a regulation made under that Act, or any civil proceeding, and

a) d'une poursuite judiciaire, telle qu'une poursuite civile ou une poursuite visant l'application d'une peine par voie d'amende, de sanction ou d'emprisonnement pour faire respecter une loi de la province ou son règlement d'application;

(b) a disciplinary proceeding pursuant to this Act or pursuant to the governing legislation of any of the other Licensing Authorities

b) d'une procédure disciplinaire prévue par la présente loi par la loi régissant l'un des autres organismes habilitants;

"Witness" means any member or associate member or officer or employee of the College, any Assessor or former Assessor, and any other person who, in connection with, or in the course of, a Legal Proceeding is called upon to provide information, to answer, orally or in writing, a question, or to produce a document, whether under oath or not.

«témoin» désigne tout membre, membre associé, dirigeant ou employé du Collège, tout évaluateur ou ancien évaluateur, et quiconque est appelé, sous serment ou non, à fournir de l'information, à répondre à une question verbalement ou par écrit, ou à produire un document en marge ou au cours d'une poursuite.

62.2(2) A Witness in a Legal Proceeding, whether a party or not, is excused from

62.2(2) Tout témoin, qu'il soit ou non partie à la poursuite, est dispensé

(a) providing any information obtained by the Witness in the course of or in relation to an assessment; and

a) de fournir des renseignements qu'il a obtenus au cours ou au sujet d'une évaluation;

(b) producing any document made by the Peer Assessment Committee, an Assessor appointed under this section, or any other document which was prepared pursuant to or in relation to an assessment.

b) de produire tout document établi par le comité d'évaluation collégiale ou un évaluateur désigné en vertu du présent article, ou tout autre document rédigé à la suite ou au sujet d'une évaluation.

62.2(3) Subsection (2) does not apply to

62.2(3) Le paragraphe (2) ne s'applique

(a) records maintained by hospitals as required by the *Public Hospitals Act* or regulations; or

a) ni aux dossiers que tiennent les hôpitaux en conformité avec la *Loi sur les hôpitaux publics* et ses règlements;

(b) medical records maintained by attending physicians pertaining to a patient.

b) ni aux dossiers médicaux d'un patient que tiennent les médecins traitants.

62.2(4) Notwithstanding that a Witness

(a) is or has been an Assessor or a member of, or a member of a subcommittee of,

(b) has participated in the activities of, or

(c) has prepared a document for or has provided information to,

the Peer Assessment Committee, the Witness is not, subject to subsection (2), excused from answering any question or producing any document that the witness is otherwise bound to answer or produce.

62.2(4) Sous réserve du paragraphe (2), le témoin n'est pas dispensé de l'obligation de répondre à des questions ou de produire des documents du seul fait

a) qu'il est - ou a été - évaluateur pour le compte du comité d'évaluation collégiale ou d'un sous-comité d'évaluation collégiale ou d'un sous-comité, ou membre d'un tel comité ou sous-comité;

b) qu'il a participé aux activités du comité d'évaluation collégiale; ou

c) qu'il a rédigé un document pour le comité d'évaluation collégiale ou lui a fourni des renseignements.

62.2(5) An Assessor or a member of the Peer Assessment Committee shall not provide evidence against a member in a disciplinary matter with respect to information given by the member to the Assessor or a member of the Peer Assessment Committee in the course of an Assessment of the member unless the member has knowingly given false information during the Assessment or the disciplinary matter. Nothing in this subsection prevents any other person from providing evidence against a member in a disciplinary matter with respect to the information given by the member in the course of his or her Assessment.

1993, c.76, s.3.

62.2(5) Dans une affaire disciplinaire, il est défendu à un évaluateur ou à un membre du comité d'évaluation collégiale de témoigner contre un membre à propos d'un renseignement qu'il a reçu de ce dernier au cours d'une évaluation faite à son sujet, à moins que le membre en question n'ait fait sciemment de fausses déclarations pendant l'évaluation ou l'affaire. Toute autre personne, cependant, peut témoigner contre le membre en question pendant l'affaire à propos d'un tel renseignement.

1993, c.76, art.3.

63 Sections 54 to 62.2 and all regulations under this Act which are applicable to members of the College apply with all necessary modifications to former

63 Les articles 54 à 62.2 et tous les règlements pris en vertu de la présente loi qui s'appliquent aux membres du Collège s'appliquent également, avec les

members, associate members, and former associate members unless otherwise expressly provided by this Act or the regulations.

1989, c.45, s.52; 1993, c.76, s.4; 1997, c.71, s.2.

modifications qui s'imposent, aux anciens membres, aux membres associés et aux anciens membres associés, sauf dispositions contraires et expresses de la présente loi et des règlements.

1989, c.45, art.52; 1993, c.76, art.4; 1997, c.71, art.2.

PROFESSIONAL CORPORATIONS

64(1) The relationship of a member or associate member to a professional corporation, whether as a shareholder, director, officer or employee, does not affect, modify or diminish the application to him of the provisions of this Act or the regulations.

64(2) The liability of any person carrying on the practise of medicine or osteopathy is not affected by the fact that the practise of medicine is carried on by such person as an employee of and on behalf of a professional corporation.

1997, c.71, s.2.; 2009, c.?, s.55

65(1) Nothing contained in this Act shall affect, modify or limit any law applicable to the confidential or ethical relationships between a medical practitioner and a person receiving the professional services of a medical practitioner.

65(2) The relationship between a professional corporation carrying on the practice of medicine and a person receiving the professional services of the corporation is subject to all applicable laws relating to the confidential and ethical relationship between a medical practitioner and his patient.

CORPORATIONS PROFESSIONNELLES

64(1) La relation d'un membre ou d'un membre associé avec une corporation professionnelle, que ce soit à titre d'actionnaire, d'administrateur, de dirigeant ou d'employé ne touche, ne modifie ni ne diminue l'application à ce membre ou à ce membre associé des dispositions de la présente loi et des règlements.

64(2) La responsabilité d'une personne exerçant la médecine n'est pas moins engagée du fait qu'elle exerce sa profession à titre d'employée d'une corporation professionnelle et au nom de cette dernière.

1989, c.45, art.53.; 2009, c.?, art.55

65(1) Aucune disposition de la présente loi ne touche, ne modifie ni ne limite la portée de toute loi applicable au caractère confidentiel ou déontologique de la relation existant entre le médecin et la personne qui reçoit ses services professionnels.

65(2) La relation entre une corporation professionnelle se livrant à la pratique de la médecine et une personne qui reçoit les services professionnels de la corporation est assujettie à toutes les lois applicables au caractère confidentiel et déontologique de la relation existant entre un médecin et son patient.

65(3) All rights and obligations pertaining to communications made to, or information received by, medical practitioners apply to the shareholders, directors, officers and employees of a professional corporation.

2009, c.?, s.56.

66 The words "duly qualified medical practitioner', "duly qualified practitioner", "legally qualified medical practitioner", "physician" or any like words or expressions implying a person recognized by law as a medical practitioner or member of the medical profession in the Province, when used in any provision of an Act of the Legislature or any regulation, rule or order made before, at or after the commencement of this Act, or when used in any public document, shall be read as including a professional corporation which holds a licence to practise medicine issued under subsection 31(5).

1997, c.71, s.2.

LIMITATIONS OF ACTIONS

67 No action or other proceeding shall be brought against a member or associate member for negligence or malpractice by reason of professional services given or rendered by him but within

(a) two years from the day when in the matter complained of, such professional services terminated;

(b) one year after the person commencing the action knew or ought to have known the facts upon which he alleges negligence, malpractice, or

65(3) Tous les droits et toutes les obligations relatifs aux communications ou aux renseignements reçus par des médecins s'appliquent aux actionnaires, administrateurs, dirigeants et employés d'une corporation professionnelle.

2009, c.?, s.56.

66 Les mots «médecin dûment qualifié», «médecin légalement qualifié», «médecin» ou tous mots ou expressions semblables indiquant qu'une personne est légalement reconnue comme médecin ou membre du corps médical de la province, lorsqu'ils sont utilisés dans toutes dispositions d'une loi de la Législature de tout règlement, règle, ordre, ordonnance, règlement administratif ou arrêté pris antérieurement, concomitamment ou postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, ou lorsqu'ils sont utilisés dans tout document public, sont réputés comprendre une corporation professionnelle titulaire d'un permis autorisant à exercer la médecine délivré en vertu du paragraphe 31(5).

1989, c.45, art.54.

PRESCRIPTIONS

67 Toute action ou autre procédure intentée à l'encontre d'un membre ou d'un membre associé pour négligence ou faute professionnelle, en raison de services professionnels qu'il a fournis ou rendus, se prescrit

a) par deux ans à compter de la date où, dans la question en cause, ces services professionnels ont pris fin;

b) par un an à compter de la date où la personne intentant l'action a connu ou devrait avoir connu les faits relativement auxquels elle allègue la négligence ou la faute professionnelle, ou

(c) where the person entitled to bring an action is at the time the cause of action accrues, an infant, mental incompetent, or of unsound mind, one year from the date when such person becomes of full age, or of sound mind, or as the case may be,

whichever is longer.

1997, c.71, s.77.

68 Where

(a) a member or associate member of the College

(b) a physician or surgeon entitled to practise medicine in this province, or any other province or country, or

(c) a person entitled to practise osteopathy in this province, or any other province or country,

voluntarily renders first aid or emergency treatment without the expectation of monetary compensation to a person outside of a hospital or doctor's office, or in any other place not having proper and necessary medical facilities, that member, physician, surgeon, or person shall not be liable for the death of such person, or damages alleged to have been sustained by such person by reason of an act or omission in the rendering of such first aid or emergency treatment unless it is established that such injuries were, or such death was caused by conduct on the part of such member, associate member, physician, surgeon or person, which, if committed by a person of ordinary experience, learning and skill, would constitute negligence.

c) lorsque la personne habilitée à intenter une action est, à la date où naît la cause d'action, mineure, incapable mentale ou privée de raison, par un an à compter de la date où cette personne atteint sa majorité ou devient saine d'esprit, selon le cas,

le plus long de ces délais étant pris en condidération.

1989, c.45, art.55; 1997, c.71, art.77.

68 Dans le cas où

a) un membre ou en membre associé du Collège,

b) un médecin ou un chirurgien habilité à exercer la médecine dans la province ou toute autre province ou pays, ou

c) une personne habilitée à exercer l'ostéopathie dans la province ou toute autre province ou pays,

prodigue volontairement les premiers soins ou un traitement d'urgence, sans espoir de rémunération, à un patient dans un lieu qui n'est pas un hôpital ou le bureau d'un médecin, ou dans tout autre lieu ne disposant pas des installations médicales appropriées et nécessaires, ce membre, ce membre associé, ce médecin, ce chirurgien ou cette personne ne peuvent être tenus responsables de la mort de ce patient ou des dommages que ce dernier allègue avoir subi en raison d'une action ou d'une omission commise dans l'administration des premiers soins ou du traitement d'urgence, à moins qu'il ne soit établi que ces blessures ou que cette mort résultent d'une conduite qui aurait constitué une négligence de la part du membre. Du membre associé, du médecin, du chirurgien ou de la personne, si cette conduite avait été celle d'une personne d'expérience, de connaissances et de qualifications ordinaires.

69 No action or other proceeding for damages or any other remedy may be brought against the Licensing Authorities, Medical Societies or the Peer Assessment Committee, the Registrar, an officer or employee of the Licensing Authorities. Medical Societies or the Peer Assessment Committee, an Assessor, a member of a committee or subcommittee of the Licensing Authorities, Medical Societies or the Peer Assessment Committee, or a member of the Council or committee of Council, or of a Board of Inquiry

(a) for any act or failure to act, or any proceeding initiated or taken, in good faith under this Act, or in carrying out their duties or obligations as an officer, employee or member under this Act. or

(b) for any decision or order made or enforced in good faith under this Act.

1989, c.45, s.56; 1993, c.76, s.5; 1997, c.71, s.3; 1998, c.58, s.7.; 2009, c.?, s.57.

69 Aucune action ou autre procédure en dommages-intérêts ou pour quelque recours que ce soit ne peut être intentée contre les organismes habilitants, les sociétés médicales ou le comité d'évaluation collégiale, le registraire, un dirigeant ou un employé des organismes habilitants, des sociétés médicales ou du comité d'évaluation collégiale, un évaluateur, un membre d'un comité ou d'un sous-comité des organismes habilitants, des sociétés médicales ou du comité d'évaluation collégiale ou un membre du Conseil, d'un comité du Conseil ou d'une commission d'enquête

a) pour des actes faits, des omissions ou des procédures engagées de bonne foi en vertu de la présente loi ou dans l'exécution, en leur qualité de dirigeants, d'employés ou de membres, des fonctions ou des obligations que leur impose la présente loi ou les règlements, ou;

b) pour des décisions ou des ordonnances rendues ou exécutées de bonne foi en vertu de la présente loi.

1989, c.45, art.56; 1993, c.76, art.5; 1997, c.71, art.1; art.78; 1998, c.58, s.7.; 2009, c.?, s.57.

69.1 No action or other proceeding for damages or any other remedy may be brought against the Council, or any other person, including a member, who, in good faith, makes a complaint to the College, or provides such other report as may be required under this *Act* or the regulations

(a) that a member or associate member is guilty of professional misconduct; or

(b) that a member or associate member is unfit to practise.

1997, c.71, s.79, 2009, c.?, s.58.

69.1 Aucune action ou autre procédure en dommages-intérêts ou pour quelque recours que ce soit ne peut être intentée contre le Conseil ou toute autre personne, y compris un membre, qui de bonne foi, dans une plainte déposée auprès du Collège ou un signalement qu'exige la présente loi ou les règlements, déclare qu'un membre ou un membre associé :

a) est coupable d'une faute professionnelle;

b) est inapte à exercer.

1997, c.71, art.79, 2009, c.?, art.58.

EVIDENCE

70(1) A certificate purporting to be signed by the Registrar stating that any person named therein was or was not, on a specified day or during a specified period, registered and licensed, constitutes *prima facie* evidence in any court of that fact without proof that the person signing it is the Registrar, or of his signature.

70(2) A certificate purporting to be signed by the Registrar stating that a corporation named therein was or was not, on a specified day or during a specified period, registered and licensed as a professional corporation, constitutes *prima facie* evidence in any court of that fact without proof that the person signing it is the Registrar, or of his signature.

1989, c.45, s.57.

71 The presence of the name of any person or corporation in a document purporting for any year to be an annual list published by the Registrar pursuant to section 39 constitutes *prima facie* evidence in any court of the fact that a person or corporation whose name so appears is or was registered and licensed at the time of publication of such annual list.

71.1 A certificate of the Registrar issued under sections 70 or 71 constitutes *prima facie* evidence in any proceeding under this Act or the regulations of the College of the facts stated in the certificate without proof that the person signing the certificate is the Registrar, or of his signature.

PREUVES

70(1) Un certificat réputé être signé par le registraire indiquant qu'une personne y nommée, était ou n'était pas, un jour précis ou pendant une période précise, inscrite et titulaire d'un permis, constitue une preuve *prima facie* de ce fait, devant toute cour sans qu'il soit nécessaire de prouver que son signataire est le registraire et que la signature y apposée est la sienne.

70(2) Un certificat réputé être signé par le registraire indiquant qu'une corporation y nommée, était ou n'était pas, un jour précis ou pendant une période précise, inscrite et titulaire d'un permis à titre de corporation professionnelle, constitue une preuve *prima facie* de ce fait devant toute cour sans qu'il soit nécessaire de prouver que son signataire est le registraire et que la signature y apposée est la sienne.

1997, c.71, art.1.

71 La présence du nom de toute personne ou corporation dans un document réputé être, au titre d'une année quelconque, une liste annuelle publiée par le registraire conformément à l'article 39, constitue une preuve *prima facie* devant toute cour du fait qu'une personne ou qu'une corporation dont le nom figure sur cette liste, est ou était immatriculée et titulaire d'un permis au moment de la publication de cette liste.

1989, c.45, art.58.

71.1 Le certificat délivré par le registraire en vertu des articles 70 ou 71 vaut preuve *prima facie* des faits y déclarés dans toute procédure engagée en vertu de la présente loi ou des règlements du Collège, sans qu’il ne soit nécessaire d’attester l’identité du signataire ni de confirmer sa signature.

71.2(1) Every person employed, retained or appointed for the purpose of the administration of this Act, and every member of Council or a committee of the College shall not be compelled to give testimony in a legal proceeding with regard to matters that come to their knowledge in the course of their duties.

71.2(2) No record of a proceeding or investigation under this Act, no report, document or thing prepared for or statement given at a proceeding or in the course of an investigation under this Act, and no order or decision made in a proceeding under this Act, is admissible as evidence in a legal proceeding other than a proceeding under this Act.

71.2(3) In this section, “legal proceeding” means any civil proceeding, discovery, inquiry, proceeding before a tribunal, Board, Commission, inquest or arbitration, in which evidence may be given and includes an action or proceeding for the imposition of punishment by fine, penalty, or imprisonment for the violation of an act of the Province, but does not include any proceeding or hearing conducted pursuant to this *Act* or the regulations.

1997, c.71, s.80.; 2009, c.?, s.59.

71.2(1) Aucune personne employée, retenue ou nommée pour appliquer la présente loi, ni aucun membre du Conseil ou d'un comité du Collège, ne peut être contraint à témoigner dans une instance judiciaire au sujet de ce dont elle ou il a pris connaissance dans l'exécution de ses fonctions.

71.2(2) Les actes des procédures engagées ou des enquêtes effectuées en vertu de la présente loi, de même que les rapports, documents ou autres choses préparés, les déclarations faites et les ordonnances et décisions rendues à cet effet ne sont pas admissibles en preuve dans une instance judiciaire, sauf dans une procédure engagée en vertu de la présente loi.

71.2(3) Dans le présent article, « instance judiciaire » vise toute procédure civile, tout interrogatoire préalable, toute enquête, toute procédure devant un tribunal administratif, un conseil, une commission, une commission d'enquête ou un arbitre dans le cadre desquels de la preuve peut être donnée, y compris une action ou une instance visant l'application d'une peine sous forme d'amende, de pénalité ou d'emprisonnement, à l'exclusion toutefois d'une procédure engagée – ou d'une audience tenue – sous le régime de la présente loi ou des règlements.

1997, c.71, s.80.; 2009, c.?, art.59.

NOTICES

72(1) Service of any notice, order or other document under this Act or the regulations may be made

(a) upon a member or associate member by registered letter addressed to such person at his address as set forth in the register; and

AVIS

72(1) La signification de tout avis, toute ordonnance, ou autre document en vertu de la présente loi et des règlements peut s'effectuer

a) auprès d'un membre ou d'un membre associé par courrier recommandé envoyé à cette personne à l'adresse apparaissant au registre; et

(b) upon any other person by registered letter.

72(2) If service is made by registered letter, service shall be deemed to be made on the third day after the notice, order or other document is mailed, and proof that the notice, order or other document was addressed and posted in accordance with subsection(1) is proof of service.

1997, c.71, s.2.

73 Service of any document on the College, may be made by service on the Registrar.

b) auprès de toute autre personne par courrier recommandé.

72(2) Si la signification s'effectue par courrier recommandé, elle est réputée faite le troisième jour qui suit l'envoi par la poste de l'avis, de l'ordonnance ou de tout autre document, et la preuve que cet avis, cette ordonnance ou cet autre document, était adressé et posté conformément au paragraphe (1) constitue la preuve de la signification.

1989, c.45, art.59; 1997, c.71, art.2.

73 La signification de tout document au Collège peut s'effectuer par une signification au registraire.

1997, c.71, art..1.

PART III

THE NEW BRUNSWICK MEDICAL SOCIETY

74(1) The New Brunswick Medical Society, continued by Section 3 of the previous Act, is hereby continued as a body corporate and politic without share capital.

74(2) The Society shall have perpetual succession and a common seal, with power to acquire, hold, lease, mortgage or otherwise dispose of real property, and may sue and be sued.

74(3) The objects of the Society are

(a) the advancement of medical science in all its branches, the promotion of health and the improvement of medical services;

PARTIE III

LA SOCIÉTÉ MÉDICALE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

74(1) La Société médicale du Nouveau-Brunswick, reconduite par l'article 3 de la loi précédente est reconduite par les présentes à titre de corporation sans capital social.

74(2) La Société a un caractère permanent et un sceau commun et est dotée du pouvoir d'acquérir, de détenir, de céder à bail, d'hypothéquer des biens réels et d'en disposer de toute autre façon, et elle peut poursuivre et être poursuivie en justice.

74(3) Les objets de la Société sont les suivants:

a) l'avancement de la science médicale dans toutes ses disciplines, la promotion de la santé et l'amélioration des services médicaux;

(b) the prevention of disease in co-operation with health officers, Boards of Health and all others engaged in such works;

b) la prévention des maladies en coopération avec les médecins-hygiénistes, les commissions sanitaires et toute autre personne ou tout autre organisme qui y sont engagés;

(c) the maintenance of high scientific and social status for its members;

c) le maintien à un niveau élevé du statut scientifique et social de ses membres;

(d) the co-operation of its members in the protection of their rights;

d) la coopération de ses membres à la protection de leurs droits;

(e) the regulation of a minimum scale of fees for members of the Society; and

e) la réglementation d'une échelle d'honoraires destinée à ses membres; et

(f) the consideration of all matters concerning the good and welfare of members of the Society.

f) la prise en considération de toutes les questions relatives au bien-être de ses membres.

74(4) In addition to any other power conferred by this or any other Act, the Society may do such things as it considers appropriate to advance the objects of the Society and in particular, but not so as to limit the foregoing, the Society

74(4) En plus de tout autre pouvoir que lui confère la présente loi ou toute autre loi, la Société peut faire tout ce qu'elle juge approprié à la réalisation de ses objets et elle peut en particulier, sans limiter la portée de ce qui précède

(a) may promote medical science and related arts and sciences;

a) promouvoir la science médicale et les disciplines et sciences qui s'y rattachent;

(b) may promote measures designed to improve standards of hospital and medical services;

b) mettre en oeuvre des mesures destinées à l'amélioration des normes en vigueur dans les hôpitaux et les services médicaux;

(c) may borrow money to carry on its business and affairs and give security for any money so borrowed;

c) emprunter de l'argent pour mener ses activités et affaires et déposer un cautionnement pour toute somme empruntée;

(d) may invest its money in such manner as it sees fit;

d) investir son argent de la manière qu'elle estime appropriée;

(e) may establish local and regional districts;

e) établir des districts locaux et régionaux;

(f) may fix and collect fees payable to it by its members;

(g) may enter into agreements respecting its business and affairs;

(h) may publish or promote the publication of journals, newsletters, reports, brochures or other papers relative to its interests;

(i) may act as agent within the Province for the Canadian Medical Association or other association representing medical practitioners, and may collect and remit fees levied by any such association;

(j) may receive gifts and bequests from any person and may make gifts to promote its interests;

(k) may act on behalf of any of its members; and

(l) may do all such other things as are desirable to carry on its business and affairs.

f) fixer et percevoir les droits que doivent lui verser ses membres;

g) passer des ententes relativement à ses activités et affaires;

h) publier des journaux, bulletins, rapports, brochures ou autres publications relatives à ses intérêts, ou en promouvoir la publication;

i) remplir dans la province les fonctions d'agent de l'Association médicale du Canada ou de toute autre association représentant les médecins et percevoir et remettre les droits établis par ces associations;

j) recevoir des cadeaux et legs de toute personne et faire des cadeaux afin de promouvoir ses intérêts;

k) agir au nom d'un de ses membres; et

l) faire quoi que ce soit de souhaitable afin de mener ses activités et affaires.

1989, c.45, art..60.

75(1) The membership of the Society at the coming into force of the Act shall consist of those persons registered and licensed under the previous Act.

75(2) A person who is registered in the Medical Register and holds a licence under this Act, is entitled to be a member of the Society and to have full voting rights therein upon payment of the prescribed membership fees.

75(3) Subject to the regulations, the Society may admit persons to different classes of membership in the Society.

75(1) Sont membres de la Société lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, les personnes immatriculées et titulaires d'un permis en vertu de la loi précédente.

75(2) Une personne inscrite au registre médical et titulaire d'un permis en vertu de la présente loi a le droit d'être membre de la Société et d'avoir le droit de vote, sur paiement de la cotisation d'adhésion.

75(3) Sous réserve des règlements administratifs, la Société peut admettre des personnes à des catégories différentes de membre de la Société.

1989, c.45, art.61.

76 The Society shall maintain its head office at the City of Fredericton in the Province of New Brunswick.

76 La Société établit en permanence son siège social dans la cité de Fredericton au Nouveau-Brunswick.

77(1) Subject to the regulations, there shall be an annual meeting of the Society at such time and place as the Board of Directors may determine.

77(1) Sous réserve des règlements administratifs, la réunion annuelle de la Société se tient aux date, heure et lieu que peut fixer le conseil d'administration.

77(2) Subject to the regulations, the Society may hold such general or special meetings as are necessary.

77(2) Sous réserve des règlements administratifs, la Société peut tenir les assemblées générales ou extraordinaires qui sont nécessaires.

78(1) There shall be a Board of Directors of the Society, to be elected from its members.

78(1) Il est établi un conseil d'administration de la Société, élu parmi ses membres.

78(2) Notwithstanding subsection (1), the persons who at the coming into force of this Act make up the Executive of the Society under the previous Act, shall constitute the Board of Directors until the election of members to the Board of Directors under subsection (1).

78(2) Par dérogation au paragraphe (1), les personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, forment le bureau de direction de la Société en vertu de la loi antérieure constituent le conseil d'administration en attendant l'élection des membres du conseil d'administration visée au paragraphe (1).

78(3) The Board of Directors shall, subject to this Act, govern, control and administer the affairs of the Society.

78(3) Le conseil d'administration, sous réserve de la présente loi, dirige, contrôle et administre les affaires de la Société.

1989, c.45, art..62.

79 The persons who at the coming into force of this Act are the officers of the Society under subsection 6(2) of the previous Act, shall continue to hold office until new officers are elected or appointed under this Act to succeed them.

79 Les personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont dirigeants de la Société en vertu du paragraphe 6(2) de la loi antérieure continuent à remplir leurs fonctions jusqu'à l'élection ou la nomination de nouveaux dirigeants en vertu de la présente loi.

1989, c.45, art.63.

80(1) The Society may make by-laws

80(1) La Société peut établir des règlements administratifs

(a) prescribing the terms and conditions for membership in the Society;

a) prescrivant les conditions d'admission des membres de la Société;

(b) prescribing various classes of membership and the fees payable therefor:

b) prescrivant les diverses catégories de membres et les droits à payer pour chacune d'elle;

(c) respecting the honour and integrity of the medical profession;

c) concernant l'honneur et l'intégrité de la profession médicale;

(d) respecting the co-operation of its members in the protection of their rights;

d) concernant la coopération de ses membres à la protection de leurs droits;

(e) respecting assistance to medical associations and agencies engaged in health services;

e) concernant l'assistance à apporter aux associations médicales et aux agences fournissant des services sanitaires;

(f) providing for the election or appointment of members of the Board of Directors and officers of the Society, and prescribing their duties;

f) prévoyant l'élection ou la nomination des membres du Conseil d'administration et des dirigeants de la Société et prescrivant leurs attributions;

(g) providing for the establishment of committees;

g) prévoyant la création de comités;

(h) providing for the establishment of local and regional districts;

h) prévoyant la création de districts locaux et régionaux;

(i) respecting the calling of meetings, and the procedure thereat including the fixing of quorums; and

i) concernant la convocation, la procédure et le quorum des réunions; et

(j) for the better administration of the Society;

j) en vue d'une meilleure application de la présente loi;

if

si

(k) notice of motion of the by-law is given in writing to all voting members of the Society at least one month prior to the meeting at which the regulation is to be considered; and

k) l'avis de motion du règlement administratif est donné par écrit à tous les membres de la Société au moins un mois avant la réunion pendant laquelle ce règlement sera étudié; et

(l) two-thirds of the voting members of the Society votes, in person or by proxy, in favour of the regulation.

l) les deux tiers des membres de la Société ayant le droit de vote, votent en faveur du règlement, en personne ou par procuration.

1989, c., art.64.

80.1 No action for damages lies against the Society, an officer or employee of the Society, or a member of the board of Directors or a Committee appointed by the Board

(a) for any proceedings in good faith under this Act, or

(b) for any order made or enforced in good faith under this Act.

1989, c.45, s.65.

80.1 Il ne peut être intenté de poursuites en dommages-intérêts contre la Société, contre un dirigeant ou un employé de la Société, contre un membre du conseil d'administration ou contre un comité formé par le conseil

a) pour des procédures engagées de bonne foi sous le régime de la présente loi; ni

b) pour des ordonnances rendues ou exécutées de bonne foi sous le régime de la présente loi.

1989, c.45, art.65.

PART IV

81(1) ***Section 20 of The Chiropractic Act, Chapter 64 of the Acts of New Brunswick, 1958, is amended by striking out the words "the New Brunswick Medical Act, 1958" where they appear therein and substituting therefor the words*** "*the Medical Act*".

81(2) ***Clause 4(2)(b) of the Dental Technicians Act, 1957 Chapter 71 of the Acts of New Brunswick, 1957, is repealed and the following substituted therefor:***

(b) a medical practitioner who holds a license within the meaning of *the Medical Act;*

81(3) ***Subsection 13(3) of The Radiological Technicians Act, 1958, Chapter 78 of the Acts of New Brunswick, 1958, is amended by striking out the words "the New Brunswick Medical Society or Dental Society" where they appear therein and substituting therefor the words*** "the

PARTIE IV

81(1) ***L'article 20 de la loi intitulée «The Chiropractic Act», chapitre 64 du recueil intitulé «Acts of New Brunswick, 1958» est modifié par la suppression des mots «the New Brunswick Medical Act, 1958» et leur remplacement par les mots «****the Medical Act****».***

81(2) ***L'alinéa 4(2)b) de la loi intitulée «The Dental Technicians Act, 1957», chapitre 71 du recueil intitulé «Acts of New Brunswick, 1957» est abrogé et remplacé par ce qui suit:***

b) a medical practitioner who holds a license within the meaning of the *Medical Act*.

81(3) ***Le paragraphe 13(3) de la loi intitulée «The Radiological Technicians Act, 1958, » chapitre 78 du recueil intitulé «Acts of New Brunswick, 1958» est modifié par la suppression des mots «the New Brunswick Medical Society or Dental Society» et leur remplacement par les mots*** «the College of Physicians and

College of Physicians and Surgeons of New Brunswick who hold a licence, or to members of the New Brunswick Dental Society".

Surgeons of New Brunswick who hold a license, or to members of the New Brunswick Dental Society».

81(4) ***Subsection 8(1) of The Occupational Therapy Act, Chapter 58 of the Acts of New Brunswick, 1977, is amended by striking out the words "the New Brunswick Medical Society" where they appear therein and substituting therefor the words*** "the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick".

81(4) ***Le paragraphe 8(1) de la Loi sur l'ergothérapie, chapitre 58 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1977, est modifié par la suppression des mots «la Société médicale du Nouveau-Brunswick» et son remplacement par les mots*** «le Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick».

81(5) ***Paragraph 14(B) of An Act to Incorporate the New Brunswick Guild of Dispensing Opticians, Chapter 68 of the Acts of New Brunswick, 1976, is amended by striking out the words "the New Brunswick Medical Society" where they appear therein and by substituting therefor the words*** "the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick".

81(5) ***L'alinéa 14b) de la Loi constituant en corporation l'Association des opticiens d'ordonnance du Nouveau-Brunswick, chapitre 68 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976 est modifié par la suppression des mots «la Société médicale du Nouveau-Brunswick» et leur remplacement par les mots*** «le Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick».

81(6) ***Paragraph 3oA(1)(b) of The Pharmaceutical Act 1958, Chapter 77 of the Acts of New Brunswick, 1958, is amended by striking out the words "the New Brunswick Medical Society" where they appear therein and by substituting therefor the words*** "the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick".

81(6) ***L'alinéa 30A(1)(b) de la Loi intitulée The Pharmaceutical Act, 1958, chapitre 77 du recueil intitulé «Acts of New Brunswick, 1958», est modifié par la suppression des mots «The New Brunswick Medical Society» et leur remplacement par les mots «****the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick****».***

1989, c.45, art.66.

82 ***The Medical Act, Chapter 74, Acts of New Brunswick, 1958, is repealed.***

82 ***La Loi intitulée «Medical Act», chapitre 74 du recueil intitulé «Acts of New Brunswick, 1958» est abrogée****.*

83(1) Nothing in this Act shall affect the powers and duties, tenure of office or terms of remuneration of any officer of the Society or the Medical Council of New Brunswick, or any committee or Board of Inquiry appointed before the commencement of

83(1) Aucune disposition de la présente loi ne touche les pouvoirs, fonctions, attributions, ou modalités de rémunération de tout dirigeant de la Société ou du Conseil médical du Nouveau-Brunswick, ou de tout comité ou de toute commission d'enquête

this Act, or anything done or suffered, or any right, title or interest acquired before the commencement of this Act, or any legal proceedings or remedy in respect of any such thing, right, title or interest.

formée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ni toute action ou tout dommange, tout droit, titre ou intérêt acquis avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ou toutes procédures juridiques ou indemnités relatives à cette chose, à ce droit, ce titre ou cet intérêt.

83(2) Until repealed, altered or amended pursuant to this Act, any by-law made or fees prescribed under any enactment repealed by this Act and in force at the commencement of this Act, shall continue in force and have effect as if made under this Act.

83(2) Tout règlement administratif établi ou tous droits prescrits en vertu d'un texte législatif abrogé par la présente loi et étant en vigueur lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, le demeurent et portent effet comme s'ils avaient été pris ou prescrits en vertu de la présente loi jusqu'à leur abrogation ou modification conformément à la présente loi.

83(3) No by-law which came into force on or after September 1st, 1981 shall be deemed to be invalid, and no act done pursuant to any such by-law shall be deemed to be invalid, by reason only that such by-law should have been enacted as a regulation, or that such act done pursuant to any by-law should have been done pursuant to a regulation.

83(3) Nul règlement administratif qui est entré en vigueur le 1er septembre 1981 ou après cette date et nul acte accompli sous le régime d’un tel règlement administratif n’est réputé invalide pour la seule raison que le règlement administratif en question aurait dû être adopté comme règlement ou que l’acte en question aurait dû être fondé sur un règlement plutôt que sur un règlement administratif.

83(4) No regulation which came into force on or after September 1st, 1981 shall be deemed to be invalid, and no act done pursuant to any such regulation shall be deemed to be invalid, by reason only that such regulation should have been enacted as a by-law, or that such act done pursuant to any regulation should have been done pursuant to a by-law.

83(4) Nul règlement qui est entré en vigueur le 1er septembre 1981 ou après cette date et nul acte accompli sous le régime d’un tel règlement n’est réputé invalide pour la seule raison que le règlement en question aurait dû être adopté comme règlement administratif ou que l’acte en question aurait dû être fondé sur un règlement administratif plûtot que sur un règlement.

1989, c.45, s.67.

1989, c.45, art.67.

84 ***This Act or any provision hereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.***

84 ***La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation.***

SCHEDULE A

The objectives for which the Corporation is established are

(a) to engage in every phase and aspect of rendering the same medical services to the public that a member of the College of Physicians and Surgeons of New Brunswick is authorized to render;

(b) to purchase, or otherwise acquire and to own, mortgage, pledge, sell, assign, transfer or otherwise dispose of, and to invest in, deal in or with, real or personal property necessary for the rendering of medical services;

(c) to contract debts and borrow money, issue and sell or pledge bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness and execute such mortgages, transfers of corporate property and other instruments to secure the payment of corporate indebtedness as required;

(d) to enter into partnership, consolidate or merge with or purchase the assets of another corporation or individual rendering the same professional services.

2009, c.?, s.60

ANNEXE A

Les objectifs pour lesquels la corporation est établie sont les suivants:

a) s'engager dans chaque phase et dans chaque aspect de la fourniture au public des services médicaux qu'un membre du Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick est autorisé à fournir;

b) acheter au acquérir de toute autre façon et posséder, hypothéquer, engager, vendre, céder, transférer ou aliéner de toute autre façon, tout bien réel ou personnel nécessaire à la fourniture de services médicaux ou ostéopathiques, faire des investissements relativement à ceux-ci ou les utiliser;

c) contracter des dettes et emprunter de l'argent, délivrer et vendre ou mettre en gage les obligations, débentures, billets à ordre et autres titres de créances, signer des hyphothèques, transfers de biens corporatifs et autres instruments afin de garantir si nécessaire, le paiement de ses créances;

d) s'associer ou fusionner avec une autre corporation ou un autre particulier fournissant les mêmes services professionnels ou acheter leur actif.

2009, c.?, art.60